

- 4° il ressort de la déclaration PEB qui a été introduite pour le logement reconstruit ou des déclarations PEB introduites pour les unités de logement dans le cas d'un immeuble reconstruit, qu'il n'a pas été satisfait aux exigences en matière de PEB. ».

Art. 2. Au titre XI, chapitre Ier du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 novembre 2018, il est ajouté une section VII, constituée de l'article 11.1.7, rédigé comme suit :

« Section VII. Contrôle dans le cadre de l'octroi de la prime à la démolition et à la reconstruction

Art. 11.1.7. Les membres du personnel de l'Agence flamande de l'Énergie sont désignés pour mener les contrôles nécessaires sur le respect de l'article 7.12.1. Les membres du personnel peuvent consulter d'autres documents et sources de données officiels à leur disposition, tels la base de données Performance énergétique et la base de données Certificats de Performance énergétique pour vérifier si les mentions dans les dossiers de demande de prime sont correctes. ».

Art. 3. Au titre XII, chapitre III, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 novembre 2018, il est ajouté un article 12.3.17, rédigé comme suit :

« Art. 12.3.17. Par dérogation à l'article 7.12.1, la prime peut également être obtenue dans les cas suivants :

- 1° la demande d'obtention du permis d'environnement pour actes d'urbanisme a été introduite à partir du 1^{er} octobre 2018 mais avant l'entrée en vigueur du présent article et comprend tant un volet démolition d'un bâtiment que le volet concomitant reconstruction d'un logement ou d'un immeuble ;
- 2° la demande d'obtention du permis d'environnement pour actes d'urbanisme contenant un volet démolition d'un logement ne comprend pas à la fois un volet démolition d'un bâtiment et un volet concomitant reconstruction d'un logement ou d'un immeuble et il a été satisfait aux conditions mentionnées ci-après :
 - a) l'inscription ou la demande d'obtention du permis d'environnement pour actes d'urbanisme contenant le volet démolition d'un bâtiment a été introduite à partir du 1^{er} octobre 2018 mais préalablement à l'entrée en vigueur du présent article ;
 - b) la demande du permis d'environnement individuel pour actes d'urbanisme contenant le volet reconstruction est introduite à partir du 1^{er} octobre 2018 et pas plus tard que le 31 mars 2019.

Pour être éligible à la prime visée à l'alinéa 1^{er} et sous peine d'irrecevabilité, le demandeur s'inscrit au moyen de l'application web que l'Agence flamande de l'Énergie met à disposition à cet effet, au plus tard endéans les soixante jours suivant l'entrée en vigueur du présent article. Dans le cas visé à l'alinéa premier, 2°, la demande contient en plus une copie des demandes introduites des permis d'environnement pour actes d'urbanisme, visés à l'alinéa premier, 2°, a) et b), et des accusés de réception de l'autorité délivrant le permis.

Par dérogation à l'article 7.12.1, § 5, alinéa trois, l'Agence flamande de l'Énergie paie la prime endéans les trois mois lorsqu'il a été satisfait aux conditions suivantes :

- 1° le demandeur a fourni la preuve à l'Agence flamande de l'Énergie que les travaux de démolition ont pris fin. Le ministre peut préciser les pièces justificatives qui sont acceptées ;
- 2° dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, le permis d'environnement pour actes d'urbanisme contenant le volet reconstruction a été octroyé et la preuve en a été soumise à l'Agence flamande de l'Énergie.

Dans le cas visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, la condition de l'article 7.12.1, § 6, 2° s'applique aux deux permis d'environnement, visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, a) et b).

Les autres dispositions de l'article 7.12.1 s'appliquent par analogie. ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mars 2019.

Art. 5. Le Ministre flamand ayant la politique de l'énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1^{er} février 2019.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
G. BOURGEOIS

La Ministre flamande du Budget, des Finances et de l'Énergie,
L. PEETERS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/40370]

10 JANVIER 2019. — Décret relatif au service général de l'Inspection

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

TITRE I^{er}. — DU SERVICE GÉNÉRAL DE L'INSPECTION

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le présent décret s'applique à l'enseignement fondamental, maternel, primaire, secondaire, de promotion sociale, artistique et à distance, organisé ou subventionné par la Communauté française.

Il s'applique également aux centres psycho-médico-sociaux organisés et subventionnés par la Communauté française.

§ 2. Pour l'application du présent décret, il y a lieu d'entendre par:

1° « Commission de pilotage », la Commission de pilotage créée par le décret du 27 mars 2002 relatif au pilotage du système éducatif de la Communauté française;

2° « décret missions »: le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

3° « Enseignement du continuum pédagogique »: la formation de l'enseignement maternel et la période de scolarité couverte par l'enseignement primaire et le 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, tel que défini à l'article 13, §§ 1^{er}, 2 et 3bis, du décret missions;

4° « L'Institut de la formation en cours de carrière »: l'Institut de la formation en cours de carrière créé par le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière;

5° « Enseignement secondaire de transition et de qualification »: la formation de l'enseignement visé aux articles 24 et 34 du décret missions;

6° « Ecoles » ou « Etablissements d'enseignement »: les établissements d'enseignement. Pour l'application des dispositions relatives à l'inspection dans l'enseignement à distance, les écoles ou établissements d'enseignement s'entendent de l'enseignement à distance;

7° « CPMS »: les centres psycho-médico-sociaux organisés ou subventionnés par la Communauté française;

8° « Directeur de zone »: le membre du Service général de Pilotage des Ecoles et des Centres psycho-médico-sociaux visé à l'article 3, § 2, 1^o, du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs qui est notamment en charge, pour une zone déterminée, de la procédure de contractualisation des plans de pilotage, du suivi de leur degré de réalisation et de l'évaluation des contrats d'objectifs visés à l'article 67 du décret missions, de l'adoption et du suivi des dispositifs d'ajustement visés à l'article 68 du même décret ainsi que de la coordination des délégués au contrat d'objectifs;

9° « Délégué au contrat d'objectifs »: le membre du Service général de Pilotage des Ecoles et Centres psycho-médico-sociaux visé à l'article 3, § 2, 2^o, du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs qui est, notamment, en charge, sous l'autorité du directeur de zone, de la procédure de contractualisation des plans de pilotage, du suivi de leur degré de réalisation et de l'évaluation des contrats d'objectifs ainsi que de la procédure de contractualisation des dispositifs d'ajustement, du suivi et de l'évaluation de leur degré de réalisation et de l'évaluation de la mise en œuvre des protocoles de collaboration;

10° « Cellule intermédiaire de coordination » Cellule intermédiaire de coordination »: la Cellule intermédiaire de coordination créée par l'article 61 du décret missions;

11° « Contrat d'objectifs »: le contrat visé à l'article 67, § 6, du décret missions;

12° « Plan de pilotage »: le plan visé à l'article 67, § 2 du décret missions;

13° « Dispositif d'ajustement »: le dispositif visé à l'article 68, § 4, du décret missions;

14° « Protocole de collaboration »: le protocole visé à l'article 68, § 7, du décret missions;

15° « Jours ouvrables »: jours calendrier à l'exception du samedi, du dimanche et des jours fériés légaux.

Art. 2. L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

Art. 3. Il est créé, auprès du Gouvernement, un Service général de l'Inspection, dirigé par un Inspecteur général coordonnateur.

La Cellule intermédiaire de coordination exerce la coordination entre le Service général de l'Inspection et le Service général du Pilotage des Ecoles et des Centres psycho-médico-sociaux, ainsi que la coordination entre les deux Services généraux précités et les services et directions placés au sein de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Le Service général de l'Inspection est constitué des services suivants:

1° un Service de l'Inspection de l'Enseignement du continuum pédagogique, dirigé par un Inspecteur général et cinq Inspecteurs coordonnateurs, chargés, sous l'autorité de l'Inspecteur général, de la coordination des missions de l'Inspection au niveau de l'enseignement du continuum pédagogique;

2° un Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire de transition et de qualification, dirigé par un Inspecteur général et deux Inspecteurs coordonnateurs, chargés, sous l'autorité de l'Inspecteur général, de la coordination des missions de l'Inspection au niveau de l'enseignement secondaire de transition et de qualification;

3° un Service de l'Inspection de l'Enseignement de Promotion sociale et de l'Enseignement à distance de la Communauté française en e-learning, dirigé par un Inspecteur coordonnateur, chargé de la coordination des missions de l'inspection au niveau de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance;

4° un Service de l'Inspection de l'Enseignement Artistique, dirigé par un Inspecteur coordonnateur, chargé de la coordination des missions de l'inspection au niveau de l'enseignement artistique;

5° un Service de l'Inspection des Centres psycho-médico-sociaux, dirigé par un Inspecteur coordonnateur, chargé de la coordination des missions de l'inspection au niveau des centres psycho-médico-sociaux.

Le Service général de l'Inspection bénéficie du soutien administratif du Service d'appui de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

CHAPITRE II. — Du Service général de l'Inspection

Art. 4. § 1^{er}. Les Services de l'Inspection visés à l'article 3, alinéa 3, 1° à 2°, sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux, de missions d'audit portant sur:

1° les établissements pour lesquels la Cellule intermédiaire de coordination valide la demande d'audit formulée par un membre du Service général de Pilotage des Ecoles et des Centres psycho-médico-sociaux ou par le pouvoir organisateur concerné, soit dans le cas de refus ou d'incapacité d'un établissement à établir son plan de pilotage, soit à la suite de l'évaluation intermédiaire ou finale du contrat d'objectifs visée à l'article 67, § 9, du décret missions;

2° les établissements dont les performances présentent un écart significatif au sens de l'article 68, § 1^{er}, du décret missions.

Le Gouvernement définit la méthodologie générale sur la base de laquelle les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées.

Avant toute mission d'audit, la Cellule intermédiaire de coordination fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la Cellule intermédiaire de coordination, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'audit donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un diagnostic, repris dans un rapport dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, et destiné à la Cellule intermédiaire de coordination ainsi qu'à l'établissement audité. Dans ce cadre, le Service général de l'Inspection agit par voie de recommandations.

Si, dans le cadre du mandat d'une mission d'audit, un manquement substantiel présumé est relevé, qui serait susceptible de donner lieu à une mission visée au paragraphe 3, le rapport visé à l'alinéa 4 en fait mention. Il peut faire l'objet d'un rapport distinct, transmis immédiatement, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 2. Les Services de l'Inspection visés au paragraphe 1^{er} sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux, de missions d'évaluation portant sur la mise en œuvre d'un dispositif pédagogique ou éducatif au sein du système scolaire ou éducatif en application d'une disposition décrétable ou réglementaire ou en application d'un dispositif expérimental autorisé par le Gouvernement.

Le Gouvernement précise les modalités sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées.

Les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées à la demande du Gouvernement, formulée éventuellement sur la proposition du Service général de l'Inspection, via la Cellule intermédiaire de coordination.

Avant toute mission d'évaluation, la Cellule intermédiaire de coordination fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la Cellule intermédiaire de coordination, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'évaluation donne lieu, dans les trente jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, et destiné au Gouvernement via la Cellule intermédiaire de coordination. Dans ce cadre, le Service général de l'Inspection agit par voie de recommandations.

Si, dans le cadre du mandat d'une mission d'évaluation, un manquement substantiel présumé est relevé, qui serait susceptible de donner lieu à une mission visée au paragraphe 3, le rapport visé à l'alinéa 5 en fait mention. Il peut faire l'objet d'un rapport distinct, transmis immédiatement, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 3. Les Services de l'Inspection visés au paragraphe 1^{er} sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux, de missions d'investigation et de contrôle spécifiques portant sur la présomption d'un ou de plusieurs manquement(s) substantiel(s), mentionné(s) dans le rapport rédigé dans le cadre d'une mission visée aux paragraphes 1^{er} ou 2 ou à la demande du fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.

Sont substantiels, au sens de l'alinéa 1^{er}, les manquements relatifs aux aspects suivants:

- 1° le respect des articles 6, 8, 10, 12, 13, 15, 16, § 3, 24, 34 et 78 du décret missions;
- 2° le niveau des études tel que précisé aux articles 20, 31 et 55 du décret missions;
- 3° le respect des programmes d'études fixés ou approuvés par le Gouvernement conformément aux articles 17, 27, 36 et 50 du décret missions;
- 4° le respect des articles 2, 8, 27, 45, 46, 48, 50, 51, 54, 55 et 57 du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé;
- 5° la cohérence des pratiques, en ce compris les pratiques d'évaluation;
- 6° l'adéquation du matériel didactique et de l'équipement scolaire aux nécessités pédagogiques;
- 7° les mécanismes de ségrégation;
- 8° le respect des règles en matière de gratuité;
- 9° le respect de la neutralité, là où cette neutralité s'impose;
- 10° le respect du prescrit décrétable en matière de formation en cours de carrière.

Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, la mission visée à l'alinéa 1^{er} participe du contrôle des conditions d'octroi des subventions, tel que prévu à l'article 24, § 2, alinéa 2, 2°, et § 2bis, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées, en veillant notamment à ce que le droit à faire valoir le point de vue des intéressés soit garanti.

Les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées à la demande du Gouvernement ou du fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou du fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Avant toute mission visée à l'alinéa 1^{er}, la cellule intermédiaire de coordination, le cas échéant élargie au fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la cellule intermédiaire de concertation, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'investigation et de contrôle spécifique visée à l'alinéa 1^{er} donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend notamment des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement et au pouvoir organisateur concerné.

Le pouvoir organisateur qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection en exécution d'une mission visée à l'alinéa 1^{er}, motive cette décision auprès du fonctionnaire général visé à l'alinéa 7, dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 4. Les Services de l'Inspection visés au paragraphe 1^{er} sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux, de missions portant sur l'appréciation de l'aptitude pédagogique d'un membre du personnel de l'équipe éducative à l'aune du respect des référentiels et des programmes.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées en veillant notamment à ce que le droit à faire valoir le point de vue des intéressés soit garanti.

Les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées à la demande motivée du directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou du pouvoir organisateur concerné dans l'enseignement subventionné, adressée au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif, après analyse de la demande visée à l'alinéa 3, marque ou non son accord sur l'exécution de la mission et signifie sa décision au directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou au pouvoir organisateur concerné dans l'enseignement subventionné.

Toute mission visée à l'alinéa 1^{er} donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend, notamment, des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement qui le fait parvenir au pouvoir organisateur concerné. Ce dernier le soumet au visa du membre du personnel qui, le cas échéant, y joint ses observations. Le rapport, accompagné d'éventuelles observations du membre du personnel, est ensuite transmis à l'Inspecteur général coordonnateur, via le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Le pouvoir organisateur qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par le Service général de l'Inspection en exécution d'une mission visée à l'alinéa 1^{er} motive cette décision auprès du fonctionnaire général visé à l'alinéa 5 dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 5. Les Services de l'Inspection visés au paragraphe 1^{er} sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux, de missions d'expertise pédagogique à des fins d'appui dans le cadre de:

- 1° la conception des évaluations externes non certificatives, l'analyse et l'exploitation des résultats au niveau des écoles, notamment par la conception des pistes didactiques;
- 2° la conception des évaluations externes certificatives et leur correction par les écoles;
- 3° la conception des outils d'évaluation visés par les articles 19, 29, 38 et 52 du décret missions.

§ 6. Les Services de l'Inspection visés au paragraphe 1^{er} sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux:

- 1° d'analyser les programmes d'études visés aux articles 17, 27, 36 et 50 du décret missions et de rédiger un avis sur leur conformité avec les référentiels à destination de la Commission de pilotage;
- 2° de donner des avis et de formuler des propositions, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, sur tout ce qui relève de leur compétence;
- 3° de participer aux groupes de travail, commissions et conseils, en vertu des lois, décrets et règlements;
- 4° de collaborer avec les établissements d'enseignement supérieur en charge de la formation initiale des enseignants dans le cadre et selon les conditions fixés par le Gouvernement;
- 5° d'exercer toutes autres tâches qui leur sont confiées par ou en vertu des lois, décrets et règlements.

§ 7. Selon les besoins, les missions visées au présent article sont effectuées par un ou plusieurs membres du Service général de l'Inspection.

Ces missions sont assurées de manière complémentaire, pour autant qu'une mission d'audit ne soit jamais menée au sein d'un établissement en même temps qu'une mission d'évaluation, une mission d'investigation et de contrôle spécifique ou une mission portant sur l'appréciation de l'aptitude pédagogique d'un membre du personnel de l'équipe éducative.

Dans le respect de la méthodologie et des objectifs qui sont propres au Service général de l'Inspection, et dans le respect du mandat sur la base duquel elles sont exécutées, les inspecteurs en charge des missions visées aux paragraphes 1^{er}, 2, 3 et 4, ont accès, sous la responsabilité de l'Inspecteur général coordonnateur, aux données quantitatives de l'établissement, notamment celles relatives aux taux d'échec, de redoublement ou de réorientation vers d'autres établissements et aux archives. Ils peuvent fonder leurs appréciations sur des faits prélevés notamment en assistant aux cours et activités, en examinant des préparations, des travaux, des documents d'élèves et les résultats obtenus aux évaluations externes non certificatives et en analysant les données quantitatives précitées.

Art. 5. § 1^{er}. Dans le cadre de ses compétences concernant l'enseignement de promotion sociale, le Service de l'Inspection visé à l'article 3, alinéa 3, 3°, est chargé de missions d'audit portant sur les établissements pour lesquels la Cellule intermédiaire de coordination valide la demande d'audit formulée par les Services du Gouvernement ou par le pouvoir organisateur concerné, sur la base d'objectifs généraux définis par le Gouvernement en vertu des lois, décrets et règlements de l'enseignement de promotion sociale.

Le Gouvernement précise la méthodologie générale sur la base de laquelle les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées. Avant toute mission d'audit, la Cellule intermédiaire de coordination fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la Cellule intermédiaire de coordination, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'audit donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un diagnostic, repris dans un rapport dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, et destiné à la Cellule intermédiaire de coordination ainsi qu'à l'établissement audité. Dans ce cadre, le Service général de l'Inspection agit par voie de recommandations.

Si, dans le cadre du mandat d'une mission d'audit, un manquement substantiel présumé est relevé, qui serait susceptible de donner lieu à une mission visée au paragraphe 4, le rapport visé à l'alinéa 3 en fait mention. Il peut faire l'objet d'un rapport distinct, transmis immédiatement, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 2. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1^{er} est chargé de missions d'évaluation portant sur la mise en œuvre de dispositifs pédagogiques ou éducatifs spécifiques à l'enseignement de promotion sociale en application d'une disposition réglementaire ou en application d'un dispositif expérimental autorisé par le Gouvernement.

Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, la mission visée à l'alinéa 1^{er} participe du contrôle des conditions d'octroi des subventions, tel que prévu à l'article 24, § 2, alinéa 2, 2^o, et § 2bis, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement.

Le Gouvernement précise les modalités sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées.

Les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées à la demande du Gouvernement, formulée éventuellement sur la proposition du Service général de l'Inspection, par la voie de la Cellule intermédiaire de coordination.

Avant toute mission d'évaluation, la Cellule intermédiaire de coordination fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la Cellule intermédiaire de coordination, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'évaluation donne lieu, dans les trente jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, et destiné au Gouvernement via la Cellule intermédiaire de coordination. Dans ce cadre, le Service général de l'Inspection agit par voie de recommandations. Au terme du plan pluriannuel, un rapport portant sur l'état des lieux, l'analyse et la conformité des dispositifs pédagogiques ou éducatifs de l'enseignement de promotion sociale évalués est transmis par la voie hiérarchique à la Cellule intermédiaire de coordination et au Gouvernement.

Si, dans le cadre du mandat d'une mission d'évaluation, un manquement substantiel présumé est relevé, qui serait susceptible de donner lieu à une mission visée au paragraphe 4, le rapport visé à l'alinéa 6 en fait mention. Il peut faire l'objet d'un rapport distinct, transmis immédiatement, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 3. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1^{er} est chargé de missions d'évaluation portant sur la mise en œuvre de dispositifs pédagogiques spécifiques à l'enseignement à distance de la Communauté française en e-learning.

Le Gouvernement précise les modalités sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées.

Les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées à la demande du Gouvernement, formulée éventuellement sur la proposition du Service général de l'Inspection, par la voie de la Cellule intermédiaire de coordination.

Avant toute mission d'évaluation, la Cellule intermédiaire de coordination fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la Cellule intermédiaire de coordination, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'évaluation donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, et destiné à la Cellule intermédiaire de coordination. Dans ce cadre, le Service général de l'Inspection agit par voie de recommandations.

Si, dans le cadre du mandat d'une mission d'évaluation, un manquement substantiel présumé est relevé, qui serait susceptible de donner lieu à une mission visée au paragraphe 4, le rapport visé à l'alinéa 5 en fait mention. Il peut faire l'objet d'un rapport distinct, transmis immédiatement, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 4. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1^{er} est chargé de missions d'investigation et de contrôle spécifiques dans l'enseignement de promotion sociale portant sur:

1^o le niveau des études en référence aux dossiers pédagogiques approuvés à titre provisoire ainsi qu'à titre définitif par le Gouvernement, lorsqu'une faiblesse ou un enjeu particulier a été repéré et qui nécessite un diagnostic externe objectif;

2^o la présomption d'un ou de plusieurs manquements substantiels mentionnés dans le rapport rédigé dans le cadre d'une mission visée aux paragraphes 1^{er} ou 2 ou signalé-s par le fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche Scientifique.

Sont substantiels au sens de l'alinéa 1^{er}, 2^o, les manquements constatés ou dénoncés relativement aux aspects suivants:

1^o le respect des articles 7, 8, 10, 11, 13, 14, 26, 31, 34, 36, 37, 40, 42, 53, 57, 58, 60, 64, 67, 68, 70 et 120 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

2^o le respect des dossiers pédagogiques ou des programmes approuvés à titre provisoire et définitif par le Gouvernement conformément à la réglementation en vigueur;

3^o la cohérence des pratiques avec le dossier pédagogique, en ce compris les pratiques d'évaluation et de valorisation des acquis;

4^o l'adéquation du matériel didactique, numérique et de l'équipement scolaire aux nécessités pédagogiques;

5^o les mécanismes de ségrégation;

6^o le respect de la neutralité, là où cette neutralité s'impose;

7^o le respect du prescrit réglementaire en matière de formation en cours de carrière.

Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, la mission visée à l'alinéa 1^{er} participe du contrôle des conditions d'octroi des subventions, tel que prévu à l'article 24, § 2, alinéa 2, 2^o, et § 2bis, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées, en veillant notamment à ce que le droit à faire valoir le point de vue des intéressés soit garanti.

Les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées à la demande du Gouvernement ou du fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche Scientifique ou du fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Les missions visées à l'alinéa 1^{er}, 1^o, sont exécutées à la demande motivée du pouvoir organisateur concerné via l'Inspecteur coordonnateur concerné.

Avant toute mission visée à l'alinéa 1^{er}, la cellule intermédiaire de coordination, le cas échéant élargie au fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche Scientifique fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la cellule intermédiaire de coordination, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée. Toute mission d'investigation et de contrôle spécifique visée à l'alinéa 1^{er} donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend notamment des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement et au pouvoir organisateur concerné.

Le pouvoir organisateur qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection en exécution d'une mission visée à l'alinéa 1^{er}, motive cette décision auprès du fonctionnaire général visé à l'alinéa 8, dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 5. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1^{er} est chargé de missions d'investigation et de contrôle spécifiques dans l'enseignement à distance de la Communauté française en e-learning portant sur:

1° le niveau des études tel que précisé aux articles 20, 31 et 55 du décret missions, en référence aux socles de compétences, aux savoirs requis et compétences terminales, aux profils de formations, et, là où ceux-ci n'existent pas, en référence aux programmes fixés ou approuvés par le Gouvernement, lorsqu'une faiblesse ou un enjeu particulier a été repéré et qui nécessite un diagnostic externe objectif;

2° un ou plusieurs manquements substantiels mentionnés dans le rapport rédigé dans le cadre d'une mission visée au paragraphe 3 ou à la demande du fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche Scientifique.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées, en veillant notamment à ce que le droit à faire valoir le point de vue des intéressés soit garanti.

Les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées à la demande du Gouvernement ou du fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche Scientifique ou du fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Toute mission d'investigation et de contrôle spécifique visée à l'alinéa 1^{er} donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend, notamment, des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement qui le fait parvenir au directeur de l'enseignement à distance en e-learning et au Gouvernement.

Le directeur de l'enseignement à distance en e-learning qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection en exécution d'une mission visée à l'alinéa 1^{er} motive cette décision auprès du fonctionnaire général visé à l'alinéa 4, dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 6. Les Services de l'Inspection visés au paragraphe 1^{er} sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux, de missions portant sur l'appréciation de l'aptitude pédagogique d'un membre du personnel de l'équipe éducative, dans l'enseignement de promotion sociale, à l'aune du respect des programmes.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées, en veillant, notamment, à ce que le droit à faire valoir le point de vue des intéressés soit garanti.

Les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées à la demande motivée du directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou du pouvoir organisateur concerné dans l'enseignement subventionné, adressée au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif, après analyse de la demande visée à l'alinéa 3, marque ou non son accord sur l'exécution de la mission et signifie sa décision au directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou au pouvoir organisateur concerné dans l'enseignement subventionné.

Toute mission visée à l'alinéa 1^{er} donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend, notamment, des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement qui le fait parvenir au pouvoir organisateur concerné. Ce dernier le soumet au visa du membre du personnel qui, le cas échéant, y joint ses observations. Le rapport, accompagné d'éventuelles observations du membre du personnel, est ensuite transmis à l'Inspecteur général coordonnateur, via le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Le pouvoir organisateur qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection en exécution d'une mission visée à l'alinéa 1^{er} motive cette décision auprès du fonctionnaire général visé à l'alinéa 5 dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 7. Les Services de l'Inspection visés au paragraphe 1^{er} sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux, de missions portant sur l'appréciation de l'aptitude pédagogique d'un membre du personnel de l'équipe éducative, dans l'enseignement à distance de la Communauté française en e-learning, à l'aune du respect des programmes.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées, en veillant notamment à ce que le droit à faire valoir le point de vue des intéressés soit garanti.

Les missions visées à l'alinéa 1^{er}, sont exécutées à la demande motivée du directeur de l'enseignement à distance en e-learning, adressée au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif, après analyse de la demande visée à l'alinéa 3, marque ou non son accord sur l'exécution de la mission et signifie sa décision au directeur concerné.

Toute mission visée à l'alinéa 1^{er} donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend, notamment, des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement qui le fait parvenir au directeur concerné. Ce dernier le soumet au visa du membre du personnel qui, le cas échéant, y joint ses observations. Le rapport, accompagné d'éventuelles observations du membre du personnel, est ensuite transmis à l'Inspecteur général coordonnateur, via le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Le directeur de l'enseignement à distance en e-learning qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection motive cette décision dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, au fonctionnaire général visé à l'alinéa 5 via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 8. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1^{er} est chargé de missions d'expertise pédagogique à des fins d'appui dans le cadre de la remise d'avis sur:

1° des aménagements raisonnables de type pédagogique sur demande du pouvoir organisateur d'un établissement;

2° des ressources pédagogiques liées à la transition numérique associée à l'Enseignement de promotion sociale, via l'e-learning, les Technologies de l'information et de la communication pour l'enseignement et à l'enseignement à distance de la Communauté française organisé en e-learning;

3° la valorisation de l'expérience utile dans l'enseignement supérieur de promotion sociale;

4° des modules de cours de l'enseignement à distance en e-learning et le respect du programme.

§ 9. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1^{er} est chargé:

1° d'analyser les dossiers pédagogiques des sections et unités de l'enseignement de promotion sociale et de rédiger les avis pour les dossiers qui devraient recevoir une approbation provisoire;

2° de donner des avis et de formuler des propositions, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, sur tout ce qui relève de sa compétence;

3° de participer aux groupes de travail, commissions et conseils, en vertu des lois, décrets et règlements;

4° de collaborer avec les établissements d'enseignement supérieur en charge de la formation initiale des enseignants dans le cadre et selon les conditions fixés par le Gouvernement;

5° d'exercer toutes autres tâches qui lui sont confiées par ou en vertu des lois, décrets et règlements.

§ 10. Selon les besoins, les missions visées au présent article sont effectuées par un ou plusieurs membres du Service général de l'Inspection.

Ces missions sont assurées de manière complémentaire, pour autant qu'une mission d'audit visée au paragraphe 1^{er} ne soit jamais menée au sein d'un établissement en même temps qu'une mission d'évaluation, une mission d'investigation et de contrôle spécifique ou une mission portant sur l'appréciation de l'aptitude pédagogique d'un membre du personnel de l'équipe éducative.

Dans le respect de la méthodologie et des objectifs qui leur sont propres, et dans le respect du mandat sur la base duquel elles sont exécutées, pour les missions visées aux paragraphes 1^{er}, 2, 4 et 8, les inspecteurs, via l'inspecteur coordonnateur, peuvent faire appel à la cellule de pilotage afin de récolter des données quantitatives utiles à l'investigation. Ils peuvent fonder leurs appréciations sur des faits prélevés, notamment, en assistant aux cours et activités, en examinant des préparations, des travaux, des documents d'élèves/étudiants et les résultats obtenus aux évaluations externes non certificatives et en analysant les données quantitatives précitées.

Dans le respect de la méthodologie et des objectifs qui leur sont propres, et dans le respect du mandat sur la base duquel elles sont exécutées, pour les missions visées aux paragraphes 3, 5 et 8, les membres du Service général de l'Inspection ont accès aux données quantitatives en sollicitant le Conseil de concertation et de pilotage de l'e-learning. Ils peuvent fonder leurs appréciations sur des faits prélevés, notamment, en examinant des préparations, des travaux, des documents d'élèves/étudiants et les résultats obtenus aux évaluations et en analysant les données quantitatives précitées et/ou le résultat d'études qualitatives menées.

Art. 6. § 1^{er}. Dans le cadre de ses compétences concernant l'enseignement artistique, le Service de l'Inspection visé à l'article 3, alinéa 3, 4°, est chargé de missions d'évaluation portant sur la mise en œuvre d'un dispositif pédagogique ou éducatif au sein du système scolaire ou éducatif en application d'une disposition décrétole ou réglementaire ou en application d'un dispositif expérimental autorisé par le Gouvernement.

Le Gouvernement précise les modalités sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées.

Les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées à la demande du Gouvernement, formulée éventuellement sur la proposition du Service général de l'Inspection, par la voie de la Cellule intermédiaire de coordination.

Avant toute mission d'évaluation, la Cellule intermédiaire de coordination fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la Cellule intermédiaire de coordination, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'évaluation donne lieu, dans les trente jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, et destiné à la Cellule intermédiaire de coordination. Dans ce cadre, le Service général de l'Inspection agit par voie de recommandations.

Si, dans le cadre du mandat d'une mission d'évaluation, un manquement substantiel présumé est relevé, qui serait susceptible de donner lieu à une mission visée au paragraphe 2, le rapport visé à l'alinéa 5 en fait mention. Il peut faire l'objet d'un rapport distinct, transmis immédiatement, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 2. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1^{er} est chargé, pour ce qui concerne l'enseignement artistique, de missions d'investigation et de contrôle spécifiques portant sur:

1° l'organisation et le niveau des études tels que précisés aux articles 3 à 28 du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française lorsqu'une faiblesse ou un enjeu particulier a été repéré et qui nécessite un diagnostic externe objectif;

2° un ou plusieurs manquements substantiels, mentionnés dans le rapport rédigé dans le cadre d'une mission visée au paragraphe 1^{er} ou à la demande du fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche Scientifique.

Sont substantiels au sens de l'alinéa 1^{er}, 2°, les manquements constatés ou dénoncés relativement aux aspects suivants:

1° le respect des articles 6, 8, 10, 12, 13, 15, 16, § 3, 24, 34 et 78 du décret missions, des articles 3 et 4 du décret du 2 juin 1998 précité;

2° le respect des programmes d'études fixés ou approuvés par le Gouvernement conformément aux articles 27, 68 et 70 du décret missions, des articles 4, 20, 21 et 22 du décret du 2 juin 1998 précité;

3° la cohérence des pratiques, en ce compris les pratiques d'évaluation;

4° l'adéquation du matériel didactique et de l'équipement scolaire aux nécessités pédagogiques;

5° les mécanismes de ségrégation;

6° le respect de la neutralité, là où cette neutralité s'impose;

7° le respect du prescrit décréte en matière de formation en cours de carrière.

Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, la mission visée aux à l'alinéa 1^{er} participe du contrôle des conditions d'octroi des subventions, tel que prévu à l'article 24, § 2, alinéa 2, 2°, et § 2bis, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées, en veillant notamment à ce que le droit à faire valoir le point de vue des intéressés soit garanti.

Les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées à la demande du Gouvernement ou du fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche Scientifique ou du fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Avant toute mission d'investigation et de contrôle spécifique, la cellule intermédiaire de coordination, le cas échéant élargie au fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche Scientifique fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la cellule intermédiaire de coordination détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'investigation et de contrôle spécifique donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend, notamment, des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement qui le fait parvenir, selon le cas, au directeur de l'établissement et au Gouvernement ou au pouvoir organisateur concerné.

§ 3. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1^{er} est chargé, pour ce qui concerne l'enseignement artistique, de missions portant sur l'appréciation de l'aptitude pédagogique d'un enseignant.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées, en veillant notamment à ce que le droit à faire valoir le point de vue des intéressés soit garanti.

Les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées à la demande motivée du directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou du pouvoir organisateur concerné dans l'enseignement subventionné, adressée au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif, après analyse de la demande visée à l'alinéa 3, marque ou non son accord sur l'exécution de la mission et signifie sa décision au directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou au pouvoir organisateur concerné dans l'enseignement subventionné.

Toute mission visée à l'alinéa 1^{er} donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend, notamment, des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement qui le fait parvenir au directeur dans l'enseignement organisé par la Communauté française ou au pouvoir organisateur concerné dans l'enseignement subventionné. Ce dernier le soumet au visa du membre du personnel qui, le cas échéant, y joint ses observations. Le rapport, accompagné d'éventuelles observations du membre du personnel, est ensuite transmis à l'Inspecteur général coordonnateur, via le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Le pouvoir organisateur ou son délégué qui n'envisage pas de réserver de suite à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection en exécution d'une mission visée à l'alinéa 1^{er} motive cette décision auprès du fonctionnaire général visé à l'alinéa 5 dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 4. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1^{er} est chargé de missions d'expertise pédagogique à des fins d'appui dans le cadre de:

1° la conception d'évaluations conduisant à la délivrance des certificats et diplômes dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit;

2° l'élaboration de programmes de cours interréseaux;

3° la formation en cours de carrière conformément aux dispositions du décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française.

§ 5. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1^{er} est chargé:

1° d'analyser les programmes d'études fixés ou approuvés par le Gouvernement conformément aux articles 27, 68 et 70 du décret missions, aux articles 4, 20, 21 et 22 du décret du 2 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances d'accéder à l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mai 2009 fixant les règles d'approbation des programmes de cours dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, ainsi que de rédiger les avis de conformité;

2° de donner des avis et de formuler des propositions, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, sur tout ce qui relève de sa compétence;

3° de participer aux groupes de travail, commissions et conseils, en vertu des lois, décrets et règlements;

4° de collaborer avec les établissements d'enseignement supérieur en charge de la formation initiale des enseignants dans le cadre et selon les conditions fixés par le Gouvernement;

5° d'exercer toutes autres tâches qui lui sont confiées par ou en vertu des lois, décrets et règlements.

§ 6. Selon les besoins, les missions visées au présent article sont effectuées par un ou plusieurs membres du Service général de l'Inspection.

Ces missions sont assurées de manière complémentaire.

Dans le respect de la méthodologie et des objectifs qui leur sont propres, et dans le respect du mandat sur la base duquel elles sont exécutées, pour les missions visées aux paragraphes 1^{er} et 2, les membres du Service général de l'Inspection ont accès aux données quantitatives de l'établissement, notamment celles relatives aux taux d'échec, de redoublement ou de réorientation et aux archives. Ils peuvent fonder leurs appréciations sur des faits prélevés notamment en assistant aux cours et activités en examinant des préparations, des travaux, des documents des élèves/étudiants et des résultats obtenus aux évaluations externes non certificatives et en analysant des données quantitatives précitées.

Art. 7. § 1^{er}. Dans le cadre de ses compétences relatives aux Centres psycho-médico-sociaux, le Service de l'Inspection visé à l'article 3, alinéa 3, 5°, est chargé de missions d'audit portant sur les centres psycho-médico-sociaux pour lesquels la Cellule intermédiaire de coordination valide la demande d'audit formulée par les Services du Gouvernement ou par le pouvoir organisateur concerné sur la base de la mise en œuvre des missions générales et prioritaires définies par le Gouvernement en vertu des lois, décrets et règlements relatifs aux centres psycho-médico-sociaux.

Le Gouvernement précise la méthodologie générale sur la base de laquelle les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées.

Avant toute mission d'audit, la Cellule intermédiaire de coordination fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la Cellule intermédiaire de coordination, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'audit donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un diagnostic, repris dans un rapport dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, et destiné à la Cellule intermédiaire de coordination ainsi qu'à l'établissement audité. Dans ce cadre, le Service général de l'Inspection agit par voie de recommandations.

Si, dans le cadre du mandat d'une mission d'audit, un manquement substantiel présumé est relevé, qui serait susceptible de donner lieu à une mission visée au paragraphe 3, le rapport visé à l'alinéa 3 en fait mention. Il peut faire l'objet d'un rapport distinct, transmis immédiatement, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 2. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1^{er} est chargé de missions d'évaluation portant sur l'exécution des missions assignées aux centres psycho-médico-sociaux et le respect des obligations légales et déontologiques.

Le Gouvernement précise les modalités sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées.

Les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées à la demande du Gouvernement, formulée éventuellement sur la proposition du Service général de l'Inspection, par la voie de la Cellule intermédiaire de coordination.

Avant toute mission d'évaluation, la Cellule intermédiaire de coordination fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la Cellule intermédiaire de coordination, détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'évaluation donne lieu, dans les trente jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, et destiné à la Cellule intermédiaire de coordination. Dans ce cadre, le Service général de l'Inspection agit par voie de recommandations.

Si, dans le cadre du mandat d'une mission d'évaluation, un manquement substantiel présumé est relevé, qui serait susceptible de donner lieu à une mission visée au paragraphe 3, le rapport visé à l'alinéa 5 en fait mention. Il peut faire l'objet d'un rapport distinct, transmis immédiatement, par la voie hiérarchique, au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 3. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1^{er} est chargé de missions d'investigation et de contrôle spécifiques portant sur un ou plusieurs manquements substantiels mentionnés dans le rapport rédigé dans le cadre d'une mission visée aux paragraphes 1^{er} et 2 ou à la demande du fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire.

Sont substantiels au sens de l'alinéa 1^{er} les manquements constatés ou dénoncés relativement aux aspects suivants:

1° le respect des obligations légales et des règles déontologiques;

2° l'adéquation de l'équipement aux nécessités de la poursuite des missions des centres;

3° la cohérence des pratiques, en ce compris les pratiques d'évaluation;

4° les mécanismes de ségrégation en ce compris le défaut de détection de ces mécanismes;

5° le respect de la neutralité, là où cette neutralité s'impose;

6° le respect du prescrit décretaal en matière de formation en cours de carrière.

Dans l'enseignement subventionné par la Communauté française, la mission visée à l'alinéa 1^{er} participe du contrôle des conditions d'octroi des subventions, tel que prévu à l'article 24, § 2, alinéa 2, 2^o, et § 2bis, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de l'enseignement.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées, en veillant notamment à ce que le droit à faire valoir le point de vue des intéressés soit garanti.

Les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées à la demande du Gouvernement ou du fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire ou du fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Avant toute mission visée à l'alinéa 1^{er}, la cellule intermédiaire de coordination, le cas échéant élargie au fonctionnaire général en charge de la Direction générale de l'Enseignement obligatoire fixe la portée et les limites du mandat confié au Service général de l'Inspection pour les besoins de la mission. L'Inspecteur général coordonnateur, en concertation avec la cellule intermédiaire de coordination détermine le dispositif et la méthodologie spécifique sur la base desquels la mission est réalisée.

Toute mission d'investigation et de contrôle spécifique visée à l'alinéa 1^{er} donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend notamment des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement et au pouvoir organisateur concerné.

Le pouvoir organisateur qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection en exécution d'une mission visée à l'alinéa 1^{er} motive cette décision auprès du fonctionnaire général visé à l'alinéa 7, dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 4. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1^{er} est chargé de missions portant sur l'appréciation de l'aptitude professionnelle d'un membre du personnel technique.

Le Gouvernement précise les modalités et la méthodologie générale sur la base desquelles les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées, en veillant notamment à ce que le droit à faire valoir le point de vue des intéressés soit garanti.

Les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont exécutées à la demande motivée du directeur du Centre psycho-médico-social organisé par la Communauté française ou du pouvoir organisateur concerné du Centre psycho-médico-social subventionné, adressée au fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

Le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif, après analyse de la demande visée à l'alinéa 3, marque ou non son accord sur l'exécution de la mission et signifie sa décision au directeur du Centre psycho-médico-social organisé par la Communauté française ou au pouvoir organisateur du Centre psycho-médico-social concerné.

Toute mission d'investigation et de contrôle spécifique visée à l'alinéa 1^{er} donne lieu, dans les quinze jours ouvrables suivant sa clôture, à l'établissement d'un rapport circonstancié dont le modèle est défini par le Gouvernement, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur. Ce rapport, qui comprend, notamment, des informations et recommandations en lien avec les constats posés dans le cadre de cette mission, est transmis par la voie hiérarchique au fonctionnaire général désigné par le Gouvernement qui le fait parvenir au directeur du Centre psycho-médico-social organisé par la Communauté française ou au pouvoir organisateur du Centre psycho-médico-social concerné. Ce dernier le soumet au visa du membre du personnel qui, le cas échéant, y joint ses observations. Le rapport, accompagné d'éventuelles observations du membre du personnel, est ensuite transmis à l'Inspecteur général coordonnateur, via le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Le pouvoir organisateur du Centre psycho-médico-social ou son délégué qui n'envisage pas de réserver de suites à un rapport défavorable rédigé par un membre du personnel du Service général de l'Inspection en exécution d'une mission visée à l'alinéa 1^{er} motive cette décision auprès du fonctionnaire général visé à l'alinéa 5 dans le mois qui suit la date de réception dudit rapport, via le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif.

§ 5. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1^{er} est chargé de missions d'expertise à des fins d'appui dans le cadre de:

- 1^o la conception et la mise à la disposition des centres psycho-médico-sociaux d'outils d'observation et de diagnostic;
- 2^o la conception et la mise à disposition d'outils d'orientation;
- 3^o le recueil et la valorisation des pratiques pertinentes des centres psycho-médico-sociaux par rapport à leurs missions, dans le respect de l'article 8.

§ 6. Le Service de l'Inspection visé au paragraphe 1^{er} est chargé:

- 1^o de donner des avis et de formuler des propositions, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, sur tout ce qui relève de sa compétence;
- 2^o de participer aux groupes de travail, commissions et conseils, en vertu des lois, décrets et règlements;
- 3^o de collaborer avec les établissements d'enseignement supérieur en charge de la formation initiale des enseignants et des agents des Centres psycho-médico-sociaux dans le cadre et selon les conditions fixés par le Gouvernement;
- 4^o d'exercer toutes autres tâches qui lui sont confiées par ou en vertu des lois, décrets et règlements;
- 5^o de remettre un avis sur les organismes habilités à délivrer l'attestation d'admission dans l'enseignement spécialisé.

§ 7. Selon les besoins, les missions visées au présent article sont effectuées par un ou plusieurs membres du Service général de l'Inspection.

Ces missions sont assurées de manière complémentaire, pour autant qu'une mission d'audit ne soit jamais menée au sein d'un centre psycho-médico-social en même temps qu'une mission d'évaluation, une mission d'investigation et de contrôle spécifique ou une mission portant sur l'appréciation de l'aptitude professionnelle d'un membre du personnel technique.

Dans le respect de la méthodologie et des objectifs qui leur sont propres, et dans le respect du mandat sur la base duquel elles sont exécutées, pour les missions visées aux paragraphes 1^{er}, 2, 3 et 4, les membres du Service général de l'Inspection ont accès aux données quantitatives et qualitatives du centre, notamment celles relatives à la contribution à la mise en place d'aménagements raisonnables, à l'orientation vers l'enseignement spécialisé et à l'intégration. Ils peuvent fonder leurs appréciations sur des faits prélevés notamment en assistant à des activités, en examinant des dossiers et en analysant les données précitées.

Art. 8. Dans le cadre de ses missions, le Service général de l'Inspection agit dans le respect de la liberté d'enseignement: il s'abstient, notamment, de toute directive concernant les méthodes pédagogiques et respecte la liberté du pouvoir organisateur d'aménager ses horaires dans le cadre des prescriptions légales et réglementaires.

Dans les centres psycho-médico-sociaux, il s'abstient, notamment, de toute directive concernant la méthodologie mise en place pour atteindre les objectifs fixés dans le projet de centre sur la base de leurs missions et respecte la liberté du pouvoir organisateur d'aménager ses horaires dans le cadre des prescriptions légales et réglementaires.

Art. 9. Le Service général de l'Inspection est composé de membres du personnel stagiaires, nommés à titre définitif, désignés à titre provisoire ou mandatés par le Gouvernement selon les conditions définies au Titre III.

Outre l'Inspecteur général coordonnateur, les Inspecteurs généraux et les Inspecteurs coordonnateurs visés à l'article 3, le Service général de l'Inspection est composé d'inspecteurs dont le nombre est fixé par le Gouvernement.

Art. 10. L'Inspecteur général coordonnateur détermine, après consultation des Inspecteurs généraux et des inspecteurs coordonnateurs:

1° l'éventuelle spécialisation de chaque membre du Service général de l'Inspection au regard des missions à exercer par le Service au sein duquel il est affecté, un inspecteur pouvant notamment être spécialisé dans les missions d'audit, dans les missions d'évaluation, dans les missions d'investigation et de contrôle spécifiques, dans les missions d'appréciation de l'aptitude pédagogique ou professionnelle des membres du personnel ou encore dans les missions visant spécifiquement l'enseignement spécialisé;

2° s'il échet, l'affectation des Inspecteurs au sein d'une zone telle que définie à l'article 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre les établissements dans l'enseignement secondaire de plein exercice.

Dans tous les cas visés à l'alinéa 1^{er}, pour toute la période couverte par un plan de pilotage/contrat d'objectifs, les membres du personnel qui se seraient vu confier une ou plusieurs missions d'audit ou d'évaluation portant sur un établissement d'enseignement ne peuvent être chargés d'y exécuter une mission d'investigation et de contrôle spécifique.

L'Inspecteur général coordonnateur peut, selon les besoins et les modalités qu'il détermine avec, selon le cas, l'Inspecteur général compétent ou l'Inspecteur coordonnateur concerné, autoriser les inspecteurs d'un des Services de l'Inspection visés à l'article 3, alinéa 3, à exercer des missions d'inspection au sein d'un autre de ces Services.

Art. 11. § 1^{er}. L'Inspecteur général coordonnateur réunit les Inspecteurs généraux et les Inspecteurs coordonnateurs afin:

1° de vérifier l'effectivité et la qualité de l'ensemble des missions visées aux articles 4 à 7;

2° d'assurer l'efficacité générale des Services de l'Inspection et leur coordination;

3° de veiller tout particulièrement à la cohérence des actions des Services de l'Inspection visés à l'article 3, alinéa 3;

4° de contrôler le respect, par les différents inspecteurs, des missions qui leur ont été confiées et, le cas échéant, du mandat sur la base duquel ils les ont exécutées.

§ 2. Pour le 5 juillet de chaque année, chaque inspecteur, en ce compris l'Inspecteur coordonnateur, transmet à son supérieur hiérarchique direct un bilan de ses activités. Le modèle de ce bilan d'activités est fixé par l'Inspecteur général coordonnateur, après avis des Inspecteurs généraux, et soumis à l'approbation du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Pour le 15 septembre de chaque année, chaque Inspecteur général pour les Services visés à l'article 3, alinéa 3, 1° et 2°, et chaque Inspecteur coordonnateur pour les Services visés à l'article 3, alinéa 3, 3° à 5°, transmet à l'Inspecteur général coordonnateur un bilan des activités de son service. Ce bilan comprend, notamment, un rapport relatif aux observations générales récoltées dans le cadre des missions d'audit, des missions d'évaluation et aux résultats de l'action éducative dans les établissements.

Pour le 15 octobre, l'Inspecteur général coordonnateur:

1° au moins tous les deux ans, établit un bilan de synthèse des activités du Service général de l'Inspection en se basant, notamment, sur les bilans visés aux alinéas 1^{er} et 2 ainsi qu'une proposition de programme d'activités pour la ou les années scolaires suivantes qu'il transmet pour approbation au Gouvernement via la Cellule intermédiaire de coordination, accompagnés des bilans établis en vertu de l'alinéa 2;

2° chaque année, transmet au Gouvernement, via la Cellule intermédiaire de coordination, un rapport sur l'état général du système éducatif en lien avec les observations générales récoltées dans le cadre des missions d'audit, des missions d'évaluation et portant sur les résultats de l'action éducative dans les établissements.

Le programme d'activités visé à l'alinéa 3, 1°, comprend des propositions de missions d'évaluation au sens des articles 4 à 7.

TITRE II. — DE L'ÉPREUVE D'ADMISSION ET DE LA FORMATION INITIALE DONNANT ACCÈS AUX FONCTIONS D'INSPECTEUR

CHAPITRE 1^{er}. — De l'accès à l'épreuve d'admission à la formation initiale

Art. 12. Sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, fondée sur les nécessités du Service, appréciées en tenant compte du cadre fixé en vertu de l'article 9, alinéa 2, le Gouvernement organise une épreuve d'admission à une formation initiale et à la certification donnant accès à une ou plusieurs fonctions d'inspecteur visées à l'article 32, alinéa 2, 1° et 2°.

Une fois arrêté le nombre de postes à pourvoir par fonction d'inspecteur visée à l'article 32, alinéa 2, 1° et 2°, le Gouvernement lance un appel à candidatures à l'épreuve d'admission visée à l'alinéa 1^{er}, aux fins de pourvoir aux postes précités.

Lorsqu'il introduit sa candidature à l'épreuve d'admission visée à l'alinéa 1^{er}, le candidat précise quelle fonction d'inspecteur visée à l'annexe I^{re} du présent décret il souhaite postuler. Un même candidat peut postuler plusieurs fonctions pour autant qu'il réponde aux conditions énoncées à l'article 13.

Art. 13. § 1^{er}. Nul n'est admissible à l'épreuve d'admission permettant l'accès à la formation initiale si, à la date de l'introduction de sa candidature, il ne remplit pas les conditions suivantes:

1° être Belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° avoir satisfait aux lois sur la milice;

5° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique;

6° être nommé ou engagé à titre définitif dans une fonction pour au moins une demi-charge ou dans plusieurs fonctions à prestations incomplètes couvrant des prestations pour au moins une demi-charge dans l'enseignement ou le cas échéant dans un centre psycho-médico-social organisé ou subventionné par la Communauté française sauf pour l'enseignement de promotion sociale pour lequel il conviendrait d'être nommé ou engagé à titre définitif dans une fonction à concurrence d'une demi-charge au moins dans cet enseignement;

7° être titulaire à titre définitif à concurrence d'au moins une demi-charge de l'une des fonctions reprises au tableau repris à l'annexe I^{re} du présent décret, indiquées en regard de la fonction d'inspecteur à conférer et porteur du titre requis pour cette fonction ou d'un titre pédagogique de type certificat d'aptitude pédagogique, le certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur, le titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, le titre d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, le titre d'instituteur de l'enseignement primaire, le titre d'instituteur de l'enseignement maternel;

8° compter une ancienneté de service de dix ans au moins et une ancienneté de fonction de six ans au moins;

9° ne pas avoir encouru une sanction ou une peine disciplinaire au cours des cinq années précédentes;

10° ne pas avoir été démis de ses fonctions en application des articles 62 ou 93;

11° s'il a postulé l'une des fonctions d'inspecteur visées à l'article 32, alinéa 2, 2°:

- être en possession du visa émanant de l'autorité du culte concerné ou de l'organisation reconnue par la loi dont il relève et qui offre une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle. Pour autant qu'elle soit démontrée, en cas d'absence ou de vacance d'autorité d'un culte ou de la morale non confessionnelle, ce visa de l'autorité n'est pas requis;

- avoir bénéficié d'une formation à la neutralité dans le cadre de la formation initiale liée à ses fonctions d'enseignant, ou avoir réussi l'unité d'enseignement « formation à la neutralité » organisée dans l'enseignement de promotion sociale.

Le Gouvernement arrête le modèle et les modalités de délivrance du visa requis à l'alinéa 1^{er}, 11°, premier tiret, étant entendu que ce visa doit expressément porter sur l'accès éventuel du candidat à l'une des fonctions d'inspecteur visée à l'article 32, alinéa 2, 2°, et doit être délivré distinctement du visa requis pour l'accès du membre du personnel à ses fonctions dans l'enseignement.

Aux conditions définies par le Gouvernement, le candidat qui ne répond pas à la condition d'accès visée à l'alinéa 1^{er}, 11°, second tiret peut, s'il démontre que sa situation est totalement indépendante de sa volonté, être autorisé à démontrer au plus tard au terme de la formation initiale organisée en vertu du présent décret qu'il a bénéficié d'une formation à la neutralité organisée ou reconnue par la Communauté française.

§ 2. Peut également se porter candidat à l'épreuve d'admission à la formation initiale le membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif à une fonction de rang 1 ou de rang 2 dans une Haute Ecole et qui, dans le cadre de sa carrière dans l'enseignement, a fait l'objet d'une nomination ou d'un engagement à titre définitif à l'une des fonctions indiquées en regard de la fonction d'inspecteur à conférer. Dans ce cas, les conditions visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 6° à 8°, sont appréciées au regard de cette dernière fonction.

§ 3. A partir de 2023, toute personne ne répondant pas à la condition visée au paragraphe 1^{er}, 6° ou 7°, peut également se porter candidat à l'épreuve d'admission à la formation initiale donnant accès à une ou plusieurs fonctions d'inspecteur, pour autant:

- qu'elle soit porteuse du titre requis pour exercer une des fonctions indiquées en regard de la fonction d'inspecteur à conférer reprises au tableau de l'annexe I^{re} du présent décret ou d'un titre pédagogique de type certificat d'aptitude pédagogique, le certificat d'aptitude pédagogique approprié à l'enseignement supérieur, le titre d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, le titre d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, le titre d'instituteur de l'enseignement primaire, le titre d'instituteur de l'enseignement maternel;

- qu'elle remplisse, à la date de l'introduction de sa candidature, les conditions prévues au paragraphe 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 8°, 9°, 10° et 11°.

§ 4. Nul n'est autorisé à participer à l'épreuve d'admission ou à poursuivre la formation initiale dès lors qu'il ne remplit plus l'ensemble des conditions énumérées au paragraphe 1^{er} ou aux paragraphes 2 et 3.

§ 5. Le Gouvernement fixe les modalités de forme et de délai selon lesquelles est introduite toute candidature à l'épreuve d'admission à la formation initiale.

Art. 14. Pour le calcul de l'ancienneté de service visée à l'article 13, § 1^{er}, 8°, sont seuls admissibles les services effectifs que le candidat a rendus, à quelque titre que ce soit, dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, en qualité de membre du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation ou du personnel paramédical.

Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 13, § 1^{er}, 8°, sont seuls admissibles les services effectifs que le candidat a rendus, à quelque titre que ce soit, dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, dans la ou les fonction(s) visée(s) à l'article 13, § 1^{er}, 7°, donnant accès à la fonction d'inspecteur concernée.

Art. 15. Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de service et dans l'ancienneté de fonction visées à l'article 13, § 1^{er}, 8^o:

1^o les services effectifs, rendus en qualité de temporaire, dans une fonction à prestations complètes, interviennent pour une ancienneté égale au nombre de jours comptés du début à la fin de la période d'activité continue, y compris, s'ils sont englobés dans cette période, les congés de détente, les vacances d'hiver et de printemps ainsi que les congés de maternité et les congés d'accueil en vue de l'adoption et de la tutelle officielle accordés à partir du 1^{er} janvier 1999, ce nombre de jours étant multiplié par 1,2;

2^o les services effectifs rendus à un titre autre que celui de temporaire, dans une fonction à prestations complètes, se comptent par mois du calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés;

3^o les services admissibles rendus pendant le mois au cours duquel le membre du personnel est désigné ou engagé pour la première fois à un titre autre que celui de temporaire, sont réputés avoir été rendus à titre de temporaire;

4^o les services effectifs rendus dans une fonction à prestations incomplètes comportant au moins la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes sont pris en considération au même titre que les services rendus dans une fonction à prestations complètes;

5^o le nombre de jours acquis dans une fonction à prestations incomplètes qui ne comporte pas la moitié du nombre d'heures requis pour la fonction à prestations complètes est réduit de moitié;

6^o la durée des services rendus dans deux ou plusieurs fonctions, à prestations complètes ou incomplètes, exercées simultanément, ne peut jamais dépasser la durée des services rendus dans une fonction à prestations complètes pendant la même période;

7^o trente jours forment un mois;

8^o la durée des services admissibles que compte le candidat ne peut jamais dépasser douze mois pour une année civile.

Art. 16. Pour l'application des articles 14 et 15, les services rendus dans l'enseignement de la Communauté germanophone sont assimilés à des services rendus dans l'enseignement de la Communauté française.

CHAPITRE II. — *De l'épreuve d'admission à la formation initiale*

Art. 17. Le Gouvernement organise l'épreuve d'admission à la formation initiale visée à l'article 22. Cette épreuve comprend une partie écrite et une partie orale, chacune d'elles étant évaluée sur 50 points.

Seuls les candidats remplissant les conditions fixées à l'article 13 peuvent participer à l'épreuve.

Le Gouvernement fixe le profil de compétences qui définit les compétences spécifiques et techniques ainsi que les compétences génériques et comportementales attendues avant la formation initiale et la certification permettant l'entrée au stage de l'inspecteur.

Il fixe également les modalités de chacune des parties de l'épreuve d'admission et les critères d'évaluation de chacune d'elles sur la base du profil de compétences visé à l'alinéa 3.

La partie écrite de l'épreuve se présente sous la forme d'un questionnaire à choix multiples comportant des questions théoriques et des questions de jugement situationnel.

Cette partie de l'épreuve est destinée à évaluer la capacité du candidat à répondre à des questions théoriques et à des questions de jugement situationnel portant sur les connaissances et les compétences spécifiques définies dans le profil de compétences visé à l'alinéa 3.

Seuls les candidats ayant obtenu au moins 60 % des points à la partie écrite sont admis à présenter la partie orale de l'épreuve.

La partie orale de l'épreuve consiste en un entretien devant l'un des jurys visés à l'article 19.

Cette partie de l'épreuve est destinée à évaluer la compétence technique de communication orale ainsi que des compétences génériques et comportementales du profil de compétences visé à l'alinéa 3.

Art. 18. Pour chaque fonction d'inspecteur, le ou les jurys visés à l'article 19 établissent un classement de sélection par fonction visée à l'article 12, alinéa 1^{er}, des candidats en fonction des résultats à l'épreuve d'admission.

Le nombre de candidats retenus dans le classement de sélection est égal au nombre de postes à pourvoir dans la fonction d'inspecteur concernée, tel qu'arrêté par le Gouvernement en application de l'article 12, alinéa 2, multiplié par trois. Pour être pris en considération dans un classement de sélection, tout candidat doit obtenir un minimum de 60 points sur le total de 100 points des deux parties de l'épreuve d'admission.

Art. 19. Il est institué un ou plusieurs jurys d'admission à la formation initiale, composés de la manière suivante:

1^o un président désigné par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux de rang 15 au moins;

2^o trois membres désignés par le Gouvernement parmi les membres du personnel définitifs de l'Administration générale de l'Enseignement, dont l'un au moins représente la Direction générale du Pilotage du Système Educatif;

3^o trois membres désignés par le Gouvernement parmi les membres du personnel définitifs ou exerçant un mandat au sein du Service général de l'Inspection;

4^o trois experts externes désignés par le Gouvernement, ayant une compétence spécifique en lien avec les différents volets de la formation initiale.

Pour chaque membre effectif du jury de l'épreuve d'admission, le Gouvernement désigne un membre suppléant selon les mêmes modalités.

Conformément à l'article 14 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, les représentants des organisations syndicales peuvent assister à ces aux réunions de ce ou de ces jurys en tant qu'observateurs.

Le Gouvernement fixe les modalités de fonctionnement du jury de l'épreuve d'admission.

Les services d'un prestataire de services externe pour l'organisation de tout ou partie de l'épreuve d'admission peuvent être adjoints au jury.

Art. 20. Le ou les jurys de l'épreuve d'admission remettent, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, un avis sur l'application du présent titre.

CHAPITRE III. — *De la formation initiale*

Art. 21. Seuls les candidats retenus dans l'un des classements d'admission visés à l'article 18 peuvent participer à la formation initiale et à l'épreuve de certification donnant accès au stage visé à l'article 49.

Art. 22. § 1^{er}. La formation initiale de l'inspecteur compte un minimum de 140 heures et comporte trois volets, communs à toutes les fonctions visées à l'article 32, alinéa 2, 1^o et 2^o.

Le premier volet de la formation initiale, dont la durée s'élève à minimum de 36 heures, vise à développer chez les candidats:

1^o des aptitudes relationnelles dans la gestion des relations personnelles, interpersonnelles et groupales, en particulier dans les situations de communication orale et écrite, de prise de parole en public, d'animation de réunion, de travail en équipe, de prise de décision, de gestion de conflits, de médiation, de contrôle, de négociation et d'évaluation;

2^o la gestion d'un fonctionnement personnel adéquat par rapport à la fonction d'inspecteur, de méthodes de gestion des tâches y liées, notamment la gestion du temps, la gestion de projets, les méthodologies de travail, ...;

3^o l'acquisition d'une méthode d'évaluation de leur propre action favorisant une aptitude à la réflexivité et au développement professionnel dans le cadre de leur future fonction et de leurs missions;

4^o la prise de conscience des changements de posture et d'identité professionnelle d'un inspecteur par rapport à ses aptitudes et compétences relationnelles, en ce compris les règles de déontologie.

Le deuxième volet de la formation initiale, dont la durée s'élève à un minimum de 70 heures, vise à développer chez les candidats:

1^o la compréhension des valeurs, du sens et de la portée de la notion de pilotage du système scolaire et des organisations scolaires, en:

a) appréhendant le système éducatif dans une perspective systémique;

b) s'appropriant les enjeux, les valeurs, les finalités et les fondements scientifiques de la gouvernance et du pilotage du système éducatif; les méthodes et processus d'évaluation des politiques scolaires et des réformes pédagogiques; en particulier les notions d'objectifs d'amélioration, d'objectifs particuliers, d'objectifs spécifiques, d'état des lieux, d'indicateurs, ...;

c) s'appropriant l'organigramme et les missions de l'Administration générale de l'Enseignement, le rôle et les missions des différents acteurs du modèle de pilotage;

d) mettant en perspective les enjeux et finalités actuels du pilotage du système éducatif et ceux qui font l'objet de mesures dans les axes du Pacte pour un Enseignement d'excellence, prioritairement en lien avec les objectifs d'amélioration; en avoir une bonne appréhension;

e) poursuivant le développement des savoirs et compétences liés aux différents critères de discrimination tels que couverts par le décret du 12 décembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination; à la diversité culturelle; aux concepts d'éducabilité et d'égalité en éducation; aux inégalités liées au sexe, ainsi qu'à celles liées au niveau socio-économique;

f) appréhendant les dernières avancées scientifiques relatives aux sciences de l'éducation;

2^o la compréhension et la maîtrise des processus et méthodologies liés à la réalisation d'un audit en milieu scolaire, notamment:

a) l'analyse des données: méthodologie du recueil et de l'analyse descriptive de données quantitatives et qualitatives, en particulier celle relative à la production, à l'interprétation; la lecture et compréhension des indicateurs quantitatifs et qualitatifs; l'émission d'hypothèses explicatives;

b) l'analyse de la pertinence et de la validité des stratégies au regard des fondements légaux et scientifiques (recherche scientifique, études nationales et internationales) et des enjeux du système éducatif;

c) l'élaboration et la rédaction d'un diagnostic.

Le troisième volet de la formation initiale, dont la durée s'élève à un minimum de 24 heures, vise à développer chez les candidats:

1^o l'aptitude à maîtriser à livre ouvert les matières législatives et réglementaires liées à la fonction d'inspecteur;

2^o la compréhension et la connaissance du fonctionnement d'un établissement scolaire;

3^o des capacités de gestion administrative liée à la fonction d'inspecteur;

4^o l'utilisation adéquate des outils numériques.

§ 2. Sur la base d'une proposition de l'Institut de la formation en cours de carrière, faite en concertation avec l'Inspecteur général coordonnateur, le Gouvernement élabore un plan de formation qui:

1^o fixe, le cas échéant, le contenu et les méthodologies de la formation ainsi que les connaissances et capacités à acquérir, tels que définis au paragraphe 1^{er};

2^o fixe le nombre d'heures de formation pour chacun des volets de la formation initiale visés au paragraphe 1^{er}.

Sur la base du plan de formation visé à l'alinéa 1^{er}, la formation initiale est organisée par l'Institut de la formation en cours de carrière. Les formateurs de cette formation initiale sont prioritairement issus des Universités, des Hautes Ecoles, des établissements d'enseignement de promotion sociale, de l'Institut de la formation en cours de carrière, de l'Ecole d'Administration publique ou de l'Administration générale de l'Enseignement.

Art. 23. La formation initiale est gratuite et débute dans les trois mois qui suivent l'établissement des classements d'admission visés à l'article 18. Sauf nécessité, elle est organisée en dehors des périodes normales de fonctionnement des écoles. Les membres du personnel qui suivent la formation initiale sont considérés comme étant en activité de service.

Tous les candidats qui ont suivi la formation initiale reçoivent une attestation de fréquentation. Seuls les candidats qui fournissent une attestation prouvant qu'ils ont effectivement suivi au moins 75 % du temps de chaque volet de la formation initiale ou la preuve qu'ils en ont été totalement dispensés en vertu de l'article 24 sont admis à présenter l'épreuve de certification.

Art. 24. Pour tenir compte du portefeuille de compétences des candidats, l'Inspecteur général coordonnateur, sur la proposition de l'Institut de la formation en cours de carrière, peut dispenser les candidats du suivi d'un volet ou de plusieurs volets de la formation initiale, ou d'une partie des heures de la formation initiale, dans l'hypothèse où ils auraient suivi, et le cas échéant réussi, une ou des formations équivalentes.

CHAPITRE IV. — *De la certification donnant accès au stage à la fonction de promotion d'inspecteur*

Art. 25. L'épreuve de certification visée à l'article 21 est organisée dans les six mois au plus tard du terme de la session de la formation initiale. Elle consiste en une production écrite personnelle défendue devant un jury.

Art. 26. La production écrite personnelle visée à l'article 25 consiste en un dossier constitué:

1° de deux études de cas personnel dont l'un au moins porte sur une dimension travaillée dans le deuxième volet de la formation initiale;

2° d'un bilan de compétences du candidat, reprenant ses principaux atouts et faiblesses, le candidat les étayant à partir de son parcours professionnel et les mettant en lien avec les connaissances et capacités supposées développées dans le cadre de chacun des volets de la formation initiale.

La défense du dossier devant le jury consiste en la présentation et la défense orales de l'un des deux cas personnels étudiés.

Le jury fonde son appréciation de l'épreuve de certification sur les critères d'évaluation suivants:

1° la cohérence entre le bilan de compétences et le reflet de ces compétences dans les études de cas défendues par le candidat;

2° la pertinence des actions proposées par le candidat dans les études de cas;

3° le degré de maîtrise des connaissances et capacités supposées développées dans le cadre de chacun des volets de la formation initiale;

4° la capacité à communiquer par écrit;

5° la capacité à communiquer oralement.

Le Gouvernement fixe la pondération entre les critères d'évaluation, sans pour autant qu'aucun d'entre eux ne dépasse 40 %, ainsi que les modalités d'organisation et d'évaluation de l'épreuve.

Art. 27. A l'issue de la défense du dossier visée à l'article 26, alinéa 2, le jury de l'épreuve de certification statue, hors la présence du candidat, sur la délivrance d'une attestation d'échec ou de réussite. L'épreuve est considérée comme réussie si le candidat a obtenu au moins 60 % des points au total de l'ensemble de l'épreuve.

Le jury est également chargé d'établir un classement, par fonction, des candidats pour lesquels une attestation de réussite a été délivrée.

Le classement ainsi établi, par fonction, correspond à une réserve par fonction, d'une durée de validité de quatre ans à dater de la date à laquelle le classement a été établi pour la fonction concernée.

Art. 28. Le jury de l'épreuve de certification visée à l'article 25 est composé:

1° d'un président désigné par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux de rang 15 au moins;

2° de trois membres désignés par le Gouvernement parmi les membres du personnel définitifs de l'Administration générale de l'Enseignement, dont l'un au moins représente la Direction générale du Pilotage du Système Educatif;

3° de trois membres désignés par le Gouvernement parmi les membres du personnel définitifs ou exerçant un mandat au sein du Service général de l'Inspection;

4° de trois experts externes désignés par le Gouvernement, ayant une compétence spécifique en lien avec les différents volets de la formation initiale.

Pour chaque membre effectif du jury de l'épreuve de certification, le Gouvernement désigne un membre suppléant selon les mêmes modalités.

Conformément à l'article 14 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, les représentants des organisations syndicales peuvent assister aux réunions de ce jury en tant qu'observateurs.

Le Gouvernement fixe les modalités de fonctionnement du jury de l'épreuve de certification.

Art. 29. Le jury de l'épreuve de certification remet, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, un avis sur l'application du présent titre.

TITRE III. — *Du statut des membres du personnel du Service général de l'Inspection*

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 30. Le présent titre s'applique aux membres du personnel du Service général de l'Inspection, ci-après dénommés « les membres du personnel ».

Art. 31. Pour l'application du présent titre, les délais se calculent comme suit:

1° le jour de l'acte qui en constitue le point de départ n'est pas compris;

2° le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, en ce compris les jours fériés de ou dans la Communauté française, le jour de l'échéance est reporté au plus prochain jour ouvrable.

Art. 32. Les fonctions de promotion que peuvent exercer les membres du personnel du Service général de l'Inspection ainsi que les fonctions dont doivent être titulaires les candidats à la fonction sont reprises dans l'annexe I^{re} du présent décret.

Le Gouvernement établit la liste des fonctions de promotion des membres du personnel du Service général de l'Inspection en veillant à les classer au sein des catégories suivantes:

1° Inspecteur;

2° Inspecteur d'un cours de religion ou du cours de morale non confessionnelle;

- 3° Inspecteur coordonnateur;
- 4° Inspecteur général;
- 5° Inspecteur général coordonnateur.

Art. 33. Le Gouvernement définit le profil de compétences commun à l'exercice de la fonction d'inspecteur visée à l'article 32, alinéa 2, 1° et 2°, qui définit les compétences spécifiques, les compétences techniques ainsi que les compétences génériques et comportementales.

Lors de son entrée en fonction, le membre du personnel nommé à titre définitif, admis au stage ou désigné à titre provisoire dans une fonction de promotion d'inspecteur, prête serment entre les mains du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou de son délégué.

Le serment s'énonce dans les termes fixés par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831. Acte en est donné au membre du personnel.

Art. 34. Le Gouvernement détermine les frais pouvant être remboursés aux membres du personnel. Il s'agit:

- 1° des frais de parcours;
- 2° des frais de séjour;
- 3° des frais autres, dont notamment les frais relatifs aux communications écrites et téléphoniques, à l'Internet et à l'achat de documentation.

Le Gouvernement fixe les limites et modalités du remboursement visé à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE II. — *Des devoirs et incompatibilités*

SECTION I^{re}. — *Des devoirs*

Art. 35. Les membres du personnel doivent, en toutes occasions, avoir le souci constant des intérêts de la Communauté française, des élèves fréquentant les établissements d'enseignement organisés ou subventionnés par la Communauté française et des membres du personnel de ces établissements. Ils ont également le souci constant des élèves qui satisfont à l'obligation scolaire par la dispensation d'un enseignement à domicile.

Ils s'acquittent de leur mission avec une égale sollicitude vis-à-vis de tous les établissements scolaires et en toute indépendance à l'égard des pouvoirs organisateurs.

Art. 36. Ils doivent observer les principes de neutralité dans l'exercice de leurs fonctions. Ils ne peuvent utiliser les élèves à des fins de propagande politique, religieuse, philosophique ou de publicité commerciale.

Les inspecteurs visés à l'article 32, alinéa 2, 2°, ne sont pas tenus d'observer les principes de neutralité dans l'exercice de missions étroitement liées à l'apprentissage des religions ou de la morale non confessionnelle, aux démarches pédagogiques, au respect des référentiels et des programmes des cours de religion ou de morale non confessionnelle. Ils s'abstiennent cependant de dénigrer les positions exprimées dans les cours parallèles ou par les inspecteurs de ces cours.

Art. 37. Les membres du personnel accomplissent personnellement et consciencieusement les obligations qui leur sont imposées par les lois, décrets, arrêtés et règlements.

Ils doivent fournir, dans les limites fixées par la réglementation, les prestations nécessaires à la bonne marche du service.

Ils exécutent ponctuellement les missions qui leur sont confiées et accomplissent leur tâche avec zèle et exactitude.

Ils ne peuvent suspendre l'exercice de leurs fonctions sans autorisation préalable de leur supérieur hiérarchique.

Art. 38. Ils sont tenus à la correction la plus stricte tant dans leurs rapports de service que dans leurs rapports avec le public, et doivent s'entraider dans la mesure où l'exige l'intérêt du service.

Ils doivent, dans le service comme dans leur vie privée, éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à la confiance du public ou compromettre l'honneur ou la dignité de leur fonction. Ils s'abstiennent de tout acte de harcèlement.

Art. 39. Ils ne peuvent se livrer à aucune activité qui est en opposition avec la Constitution et les lois du peuple belge, qui poursuit la destruction de l'indépendance du pays ou qui met en danger la défense nationale ou l'exécution des engagements de la Belgique en vue d'assurer sa sécurité. Ils ne peuvent adhérer, ni prêter leur concours à un mouvement, groupement, organisation ou association ayant une activité de même nature.

Art. 40. Ils ne peuvent révéler les faits dont ils auraient eu connaissance en raison de leurs fonctions et qui auraient un caractère secret.

Art. 41. Ils ne peuvent solliciter, exiger ou recevoir, directement ou par personne interposée, même en dehors de leurs fonctions, mais en raison de celles-ci, des dons, gratifications ou avantages quelconques.

Art. 42. Le Gouvernement peut préciser les devoirs prévus par la présente section.

Art. 43. Sans préjudice de l'application des lois pénales et, s'il y échet, de l'article 43 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les infractions aux dispositions de la présente section sont punies, suivant le cas, de l'une des sanctions disciplinaires prévues à l'article 105 et dans le respect de l'article 110.

SECTION II. — *Des incompatibilités*

Art. 44. Est incompatible avec la qualité de membre du personnel du Service général de l'Inspection l'exercice du mandat politique:

1° de bourgmestre, d'échevin, de conseiller communal, de président du conseil de l'aide sociale ou de membre du conseil de l'aide sociale dans une commune comprise, en tout ou partie, dans le territoire sur lequel le membre du personnel exerce la fonction d'Inspecteur, d'Inspecteur coordonnateur, d'Inspecteur général ou d'Inspecteur général coordonnateur;

2° de député provincial ou de conseiller provincial dans une province qui comprend, en tout ou en partie, le territoire sur lequel le membre du personnel exerce la fonction d'Inspecteur, d'Inspecteur coordonnateur, d'Inspecteur général ou d'Inspecteur général coordonnateur.

Art. 45. Est incompatible avec la qualité de membre du personnel du Service général de l'Inspection l'exercice de tout mandat, en ce compris syndical, auprès d'un pouvoir organisateur ou d'une fédération de pouvoirs organisateurs dont un ou plusieurs établissement(s) d'enseignement est (sont) compris(s) dans le territoire sur lequel le membre du personnel exerce la fonction d'inspecteur, d'Inspecteur général ou d'Inspecteur général coordonnateur.

Art. 46. Est incompatible avec la qualité de membre du personnel du Service général de l'Inspection toute occupation qui serait de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de sa fonction ou contraire à la dignité de celle-ci.

Art. 47. Le Gouvernement constate les incompatibilités visées aux articles 44 à 46. Il en informe le membre du personnel concerné dans un délai de vingt jours à partir du jour où il constate l'incompatibilité par lettre recommandée à la poste sortant ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

Art. 48. En cas de contestation sur l'existence d'une incompatibilité mentionnée à l'article 46, le membre du personnel concerné peut introduire, par la voie hiérarchique, dans un délai de vingt jours ouvrables à compter de la date à laquelle la notification de l'incompatibilité a été faite, une réclamation devant la Chambre de recours visée à l'article 116. Celle-ci donne son avis au Gouvernement dans un délai de deux mois à partir de la date de réception de la réclamation.

Le Gouvernement prend sa décision dans un délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours.

CHAPITRE III. — De l'accès aux fonctions de promotion d'inspecteur et d'Inspecteur coordonnateur

SECTION I^{re}. — De l'admission au stage à la fonction de promotion d'inspecteur

Art. 49. Pour être admis au stage à la fonction de promotion d'inspecteur, le membre du personnel doit:

- 1° satisfaire aux conditions visées à l'article 13;
- 2° ne pas avoir été démis de ses fonctions en application de l'article 62 ou de l'article 93;
- 3° être détenteur de l'attestation de réussite à l'épreuve de certification en rapport avec la fonction d'inspecteur à conférer, visée à l'article 27.

Art. 50. En cas de vacance d'un emploi de la fonction de promotion d'inspecteur à conférer, et sans préjudice de l'application de l'article 43, le Gouvernement applique le classement de la réserve de recrutement visée à l'article 27.

Il invite le membre du personnel le mieux classé à entrer en stage. A défaut pour le membre du personnel concerné de répondre favorablement à cette invitation dans un délai de dix jours ouvrables à dater de la notification de l'invitation, il est réputé refuser l'entrée en stage qui lui a été proposée et le Gouvernement invite le membre du personnel qui est classé suivant à entrer en stage, et ainsi de suite.

Le membre du personnel qui décline l'invitation à entrer en stage ne perd pas le bénéfice de son classement en cas de vacance d'un autre emploi de la fonction de promotion d'inspecteur à conférer. Le membre du personnel qui, à deux reprises, refuse un emploi vacant, est radié de la réserve.

Art. 51. Le Gouvernement fixe la résidence administrative des inspecteurs, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur.

Art. 52. § 1^{er}. Le stage d'inspecteur a une durée de 2 ans, calculée conformément au paragraphe 3.

§ 2. Pendant la durée du stage, le membre du personnel reste titulaire de l'emploi dans lequel il est nommé ou engagé à titre définitif, le cas échéant auprès de son pouvoir organisateur d'origine.

Sauf disposition contraire, le membre du personnel admis au stage d'inspecteur est assimilé à un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif dans la fonction d'inspecteur.

Pendant la durée du stage, le membre du personnel peut être autorisé à participer à une formation lorsque celle-ci vise spécifiquement à développer les compétences professionnelles nécessaires à l'exercice de la fonction d'inspecteur et qu'elle est organisée en vertu:

1° soit du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire;

2° soit du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière;

3° soit du décret du 30 juin 1998 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale;

4° soit du décret du 15 mars 1999 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française.

§ 3. Pour le calcul de la durée du stage accompli, sont seuls pris en considération les services effectivement prestés pendant la durée du stage.

Sont assimilés à des services effectivement prestés les vacances annuelles, les congés prévus aux articles 5, 5bis et 7 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, ainsi que les congés en vue de l'adoption, de la tutelle officieuse, du placement dans une famille d'accueil et les congés de maternité prévus respectivement au chapitre IIbis et au chapitre XIII du même arrêté royal du 15 janvier 1974.

Art. 53. § 1^{er}. Au plus tôt six mois après son entrée en fonction et au plus tard en fin de première année de stage, le membre du personnel stagiaire est évalué par au moins deux personnes dont, en tout cas, l'Inspecteur général coordonnateur ou son délégué et l'Inspecteur ou l'un des Inspecteurs coordonnateurs en charge de la coordination du Service dont dépend le membre du personnel stagiaire.

L'évaluation se fonde sur les dispositions du présent décret et sur la mise en pratique des connaissances, compétences et capacités supposées acquises progressivement dans le cadre de la formation d'insertion professionnelle visée à l'article 54. Elle tient compte du profil de compétences visé à l'article 33, alinéa 1^{er}, ainsi que du contexte global dans lequel est amené à évoluer le stagiaire et des moyens qui sont mis à sa disposition.

En vue de l'attribution de l'évaluation, il est procédé à un entretien avec le membre du personnel et à la rédaction d'un rapport d'évaluation dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

L'évaluation aboutit à l'attribution soit de la mention « favorable » soit de la mention « défavorable ».

La mention obtenue par le stagiaire est portée à la connaissance de ce dernier soit par lettre recommandée, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception.

Il est mis fin d'office au stage du membre du personnel qui obtient la mention « défavorable » à l'issue de sa première évaluation. Dans ce cas, le membre du personnel réintègre la fonction et l'affectation dans lesquelles il est nommé ou engagé à titre définitif.

§ 2. À tout moment au cours de la seconde année de stage, le membre du personnel peut être à nouveau évalué, selon les mêmes modalités qu'au paragraphe 1^{er}.

§ 3. Le stagiaire qui se voit attribuer une mention « défavorable » peut introduire par envoi recommandé une réclamation écrite contre cette mention, par la voie hiérarchique, dans les dix jours de sa notification auprès de la Chambre de recours visée à l'article 116. Ce recours est suspensif.

La Chambre de recours remet son avis au Gouvernement dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de réception du recours. Le Gouvernement prend sa décision et attribue la mention d'évaluation au membre du personnel stagiaire dans un délai maximum d'un mois à dater de la réception de l'avis.

Art. 54. § 1^{er}. Pendant la durée du stage, une formation d'insertion professionnelle de 160 heures est dispensée au membre du personnel stagiaire.

La formation d'insertion professionnelle vise notamment:

1° la poursuite, l'approfondissement et l'intégration du développement des connaissances et capacités supposées développées dans le cadre de la formation initiale visée à l'article 22, notamment sur la base d'observations et d'expérimentations;

2° le développement de l'identité professionnelle du stagiaire, lui permettant de s'approprier son rôle et sa position dans le système éducatif, de s'approprier les règles de déontologie, d'analyser ses atouts et ses faiblesses et de déduire ses besoins en termes de formation;

3° le développement de la capacité de questionnement, de prise de distance et d'analyse réflexive;

4° le développement de la compétence d'analyse systémique d'un établissement scolaire, de sa gestion, et de la compétence d'interprétation des différents phénomènes y observés, notamment par l'analyse d'incident critique de phénomènes interpersonnels et socio-organisationnels en jeu;

5° l'appropriation de la méthodologie d'audit arrêtée par le Gouvernement;

6° le développement de la communication, en situation interindividuelle ou collective, de constats, de conseils et de décisions auprès des différents types d'acteurs du système scolaire;

7° le développement d'une capacité d'adaptation des pratiques de l'inspecteur à la diversité et à la spécificité des contextes institutionnels et environnementaux (public, taille des écoles ou centres PMS, ISE, ...).

§ 2. Sur la base d'une proposition de l'Institut de la formation en cours de carrière, en concertation avec l'Inspecteur général coordonnateur, le Gouvernement élabore un plan de formation d'insertion professionnelle qui définit:

1° les méthodologies en privilégiant celles qui visent le développement professionnel, notamment, l'analyse de cas, les mises en situation, l'Intervision et la constitution d'un portfolio;

2° les modalités selon lesquelles la formation est organisée.

Le plan de la formation prévoit en tout cas deux parties qui sont mises en œuvre simultanément.

La première partie est constituée d'une formation de 90 heures minimum, commune à toutes les fonctions d'inspecteur.

La deuxième partie est constituée d'une formation de 30 heures minimum, spécifique à la fonction ou à un groupe de fonctions.

Dans l'hypothèse où l'inspecteur-stagiaire aurait déjà suivi une formation équivalente, il peut solliciter une dispense de tout ou partie du programme prévu par le plan de formation, selon les conditions et modalités fixées par le Gouvernement.

§ 3. Sur la base du plan de formation visé au paragraphe 2, la formation d'insertion professionnelle est organisée par l'Institut de la formation en cours de carrière.

Les formateurs de cette formation d'insertion professionnelle sont prioritairement issus des Universités, des Hautes Écoles, des établissements d'enseignement de promotion sociale, de l'Institut de la formation en cours de carrière, de l'École d'Administration publique ou de l'Administration générale de l'Enseignement.

§ 4. À l'issue de la formation, le stagiaire présente et défend son portfolio devant le jury composé:

1° d'un président désigné par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux de rang 15 au moins;

2° de deux membres désignés par le Gouvernement parmi les membres du personnel définitifs de l'Administration générale de l'Enseignement, dont l'un au moins représente la Direction générale du Pilotage du Système Educatif;

3° de trois membres désignés par le Gouvernement parmi les membres du personnel définitifs ou exerçant un mandat au sein du Service général de l'Inspection;

4° d'un expert externe désigné par le Gouvernement, ayant une compétence spécifique en lien avec les missions du Service général de l'Inspection.

Pour chaque membre effectif du jury, le Gouvernement désigne un suppléant selon les mêmes modalités.

Conformément à l'article 14 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, les représentants des organisations syndicales peuvent assister aux réunions de ce jury en tant qu'observateurs.

Les modalités de fonctionnement du jury sont fixées par le Gouvernement.

Le jury fonde son appréciation de l'épreuve de certification sur les critères d'évaluation suivants:

1° le degré de maîtrise des connaissances et capacités supposées développées dans le cadre de chacun des volets de la formation initiale;

2° la capacité à communiquer par écrit;

3° la capacité à communiquer oralement.

Le Gouvernement fixe la pondération entre les critères d'évaluation, sans pour autant qu'aucun d'eux ne dépasse 40 %, ainsi que les modalités d'organisation et d'évaluation de l'épreuve.

L'épreuve de certification est considérée comme réussie si le candidat obtient au moins 60 % des points.

§ 5. Il est mis fin d'office et sans préavis au stage en cas de non-réussite de la formation d'insertion professionnelle visée au présent article. Dans ce cas, le membre du personnel réintègre à titre définitif sa fonction et son affectation d'origine.

Pour éviter de perturber la stabilité des équipes pédagogiques, le Gouvernement peut reporter la réintégration du membre du personnel dans sa fonction d'origine de six mois à dater de la décision de non-réussite de cette formation d'insertion professionnelle.

Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, peut introduire, par envoi recommandé, un recours écrit contre la décision de non-réussite du stage, par la voie hiérarchique, dans les dix jours de sa notification auprès de la Chambre de recours visée à l'article 116. Ce recours est suspensif.

La Chambre de recours remet son avis au Gouvernement dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de réception du recours. Le Gouvernement prend sa décision et attribue la mention d'évaluation au membre du personnel stagiaire dans un délai maximum d'un mois à dater de la réception de l'avis.

Art. 55. Tout inspecteur-stagiaire peut solliciter la fin anticipée de son stage moyennant un préavis maximum de trois mois. Ce préavis peut toutefois être réduit de commun accord.

En cas d'absence de réaction du Gouvernement dans le mois de la demande de l'inspecteur-stagiaire, celle-ci est réputée acceptée.

Dans ce cas, le membre du personnel réintègre à titre définitif sa fonction d'origine et, sauf circonstances exceptionnelles dûment motivées, il ne pourra être désigné pour une nouvelle affectation que dans l'hypothèse où il fera partie d'une réserve d'une fonction visée à l'article 32, alinéa 2, 1° et 2°, du présent décret autre que celle pour laquelle il a été admis au stage. Il perd en tout cas le bénéfice du stage auquel il a mis fin de manière anticipée.

Pour assurer la continuité dans la fonction d'inspection ou pour éviter de perturber la stabilité des équipes pédagogiques, le Gouvernement peut reporter la réintégration du membre du personnel dans sa fonction d'origine de maximum six mois à dater de la demande du membre du personnel.

Art. 56. § 1^{er}. À l'issue du stage, le membre du personnel qui a réussi l'épreuve visée à l'article 54, § 4, à l'issue de la formation d'insertion professionnelle visée au paragraphe 1^{er} du même article, est évalué selon les mêmes modalités qu'à l'article 53.

Le membre du personnel qui se voit attribuer une mention « défavorable » peut introduire par envoi recommandé une réclamation écrite contre cette mention selon les mêmes modalités qu'à l'article 53, § 3.

§ 2. Le membre du personnel qui fait l'objet d'une évaluation favorable à l'issue du stage fait l'objet d'une proposition de nomination à titre définitif à la fonction d'inspecteur dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

Cette proposition lui est notifiée par l'Inspecteur général coordonnateur, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Le membre du personnel dispose d'un délai de dix jours ouvrables pour remettre la proposition complétée et signée à l'Inspecteur général coordonnateur et y indiquer s'il accepte ou renonce à une nomination à titre définitif à la fonction d'inspecteur.

En cas de renonciation dans le délai de 10 jours à une nomination à titre définitif, le membre du personnel réintègre sa fonction et son affectation d'origine.

§ 3. La nomination à une fonction d'inspecteur par le Gouvernement produit ses effets, pour l'intéressé, le jour de l'admission au stage. L'emploi dont était titulaire l'inspecteur-stagiaire au sein de son pouvoir organisateur d'origine, ou du Service général du Pilotage des Ecoles et des Centres psycho-médico-sociaux ne peut être déclaré vacant qu'à la date de la décision de nomination à la fonction d'inspecteur.

L'arrêté de nomination est publié par extrait au *Moniteur belge*.

SECTION II. — De la désignation à titre provisoire à une fonction de promotion d'inspecteur

Art. 57. En cas d'absence temporaire d'un membre du personnel du Service général de l'Inspection ou de vacance d'un emploi d'inspecteur pour lequel il n'est pas possible de désigner un stagiaire, le Gouvernement peut procéder à une désignation à titre provisoire dans un emploi d'une fonction d'inspecteur visée à l'article 32, alinéa 2, 1° et 2°.

Dans ce cas, sauf disposition contraire, pour les besoins de l'exercice de ses fonctions, le membre du personnel désigné à titre provisoire est assimilé à un membre du personnel nommé ou engagé à titre définitif dans la fonction d'inspecteur.

Quelle que soit la date à partir de laquelle le membre du personnel est désigné en vertu de l'alinéa 1^{er}, sa désignation à titre temporaire prend fin au plus tard le 31 août.

La désignation visée à l'alinéa 1^{er} peut être renouvelée deux fois au maximum dans le respect des dispositions de la présente section. La durée totale de la désignation à titre provisoire ne peut excéder trois années scolaires consécutives.

Art. 58. Nul ne peut être désigné à titre provisoire conformément à l'article 57 s'il ne remplit pas les conditions suivantes:

1° satisfaire aux conditions visées à l'article 13, § 1^{er};

2° avoir introduit sa candidature dans les formes et délais conformément à l'article 59.

La période durant laquelle un membre du personnel est désigné à titre provisoire en application des dispositions de la présente section ne peut être assimilée au stage visé à l'article 49.

Art. 59. Le Gouvernement invite les membres du personnel repris dans la réserve par fonction visée à l'article 27 en respectant l'ordre du classement établi à être désigné à titre provisoire, selon les modalités qu'il détermine.

A défaut, le Gouvernement invite les membres du personnel à introduire leur candidature à une désignation provisoire selon les modalités qu'il détermine.

Art. 60. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application de l'article 143, moyennant un préavis de quinze jours, le Gouvernement peut mettre fin dans l'intérêt du service à la désignation d'un membre du personnel désigné à titre provisoire dans une fonction de promotion d'inspecteur.

§ 2. Préalablement à toute décision du Gouvernement, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou l'Inspecteur général coordonnateur qu'il délègue à cet effet.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le Gouvernement envisage de mettre fin à sa désignation à titre provisoire sont notifiés au membre du personnel cinq jours ouvrables au moins avant son audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale agréée, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel du Service général de l'Inspection, en activité de service ou retraités.

L'audition fait l'objet d'un procès-verbal.

La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel, dûment convoqué, ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Le Gouvernement prend sa décision dans les dix jours de la transmission du procès-verbal.

Art. 61. Moyennant un préavis de trois mois, le membre du personnel peut renoncer à sa désignation à titre provisoire. Dans ce cas, le membre du personnel réintègre à titre définitif sa fonction d'origine et, sauf circonstances exceptionnelles dûment motivées, il ne pourra être admis au stage ou désigné à titre provisoire à une fonction d'inspecteur qu'après avoir répondu à un nouvel appel aux candidatures.

Le préavis visé à l'alinéa précédent peut être réduit de commun accord.

Art. 62. Il est d'office mis fin à la désignation à titre provisoire du membre du personnel lorsque celui-ci fait l'objet de l'une des sanctions disciplinaires visées à l'article 105, 4^o à 7^o.

Les sanctions disciplinaires visées à l'article 105, 6^o et 7^o, mettent fin, en outre, à tout lien statutaire, même dans la fonction d'origine du membre du personnel visé à l'alinéa précédent.

SECTION III. — De la fonction de promotion des Inspecteurs coordonnateurs au sein du Service général de l'Inspection

Art. 63. § 1^{er}. Le Gouvernement nomme, sur la proposition de classement du jury visé au paragraphe 4:

1^o cinq Inspecteurs coordonnateurs, chargés de la coordination des missions de l'Inspection au niveau de l'enseignement du continuum pédagogique. Ils peuvent notamment être chargés chacun spécifiquement de la coordination des missions d'audit, de la coordination des missions d'évaluation, de la coordination des missions de contrôle et d'investigation, de la coordination des missions en lien avec l'enseignement spécialisé ou de la coordination des missions en lien avec les cours disciplinaires;

2^o deux Inspecteurs coordonnateurs, chargés de la coordination des missions de l'Inspection au niveau de l'enseignement secondaire de transition et de qualification;

3^o un Inspecteur coordonnateur, chargé de la coordination des missions de l'Inspection au niveau de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance;

4^o un Inspecteur coordonnateur, chargé de la coordination des missions de l'Inspection au niveau de l'enseignement artistique;

5^o un Inspecteur coordonnateur, chargé de la coordination des missions de l'Inspection au niveau des Centres psycho-médico-sociaux.

Le Gouvernement détermine le profil de compétences commun à l'exercice de la fonction de promotion d'inspecteur coordonnateur au sein du Service général de l'Inspection. Ce profil de compétences commun définit les compétences spécifiques, techniques et génériques et comportementales.

Le Gouvernement fixe les modalités de forme et de délai selon lesquelles la candidature à l'une des fonctions visées à l'alinéa 1^{er} doit être introduite. Il fixe également les modalités de la publicité de la formation visée au paragraphe 2, 5^o.

§ 2. Les Inspecteurs coordonnateurs visés au paragraphe 1^{er} sont nommés parmi les membres du personnel répondant aux conditions suivantes:

1^o être nommé à titre définitif dans une des fonctions du Service général de l'Inspection visées à l'article 32, alinéa 2, 1^o ou 2^o;

2^o compter une ancienneté de fonction dans la fonction de promotion d'inspecteur de six ans au moins soit:

a. au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement du continuum pédagogique pour être chargé de la coordination au niveau de l'enseignement du continuum pédagogique;

b. au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire de transition et de qualification pour être chargé de la coordination au niveau de l'enseignement secondaire de transition et de qualification;

c. au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement de Promotion sociale et de l'Enseignement à distance pour être chargé de la coordination au niveau de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance;

d. au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement artistique pour être chargé de la coordination au niveau de l'enseignement artistique;

e. au sein du Service de l'Inspection des Centres psycho-médico-sociaux pour être chargé de la coordination au niveau des centres psycho-médico-sociaux;

3° avoir obtenu la mention « favorable » à sa dernière évaluation. En l'absence de rapport d'évaluation, l'inspecteur est réputé avoir obtenu la mention « favorable »;

4° ne pas avoir encouru une sanction ou une peine disciplinaire au cours des cinq années précédentes;

5° avoir suivi une formation de 30 heures visant à développer des compétences d'encadrement et de leadership et notamment la capacité à:

a. gérer et souder une équipe, notamment en soutenant, motivant des collaborateurs, en stimulant leur développement personnel, professionnel et d'équipe dans une perspective d'organisation apprenante;

b. organiser, diriger et coordonner les activités d'une équipe, évaluer celles-ci;

c. analyser et proposer les voies de résolution de problèmes;

d. gérer des projets, décider et initier les actions ciblées afin de mettre les décisions en œuvre;

6° avoir réussi une épreuve de certification à l'issue de la formation visée au 5°.

§ 3. La formation visée au paragraphe 2, 5°, est organisée par le Gouvernement sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur, fondée sur les nécessités du Service.

Elle peut éventuellement être organisée conjointement pour les candidats à une fonction de directeur de zone et pour les candidats à une fonction d'Inspecteur coordonnateur. Sur la base d'une proposition de l'Institut de la formation en cours de carrière, en concertation avec l'Inspecteur général coordonnateur le Gouvernement élabore un plan de formation qui fixe le cas échéant le contenu et les méthodologies de la formation ainsi que les connaissances et capacités à acquérir, telles que définies au paragraphe 2, 5°.

Sur la base du plan de formation visé à l'alinéa 2, la formation est organisée par l'Institut de la formation en cours de carrière. Les formateurs de cette formation sont prioritairement issus des Universités, des Hautes Ecoles, des établissements d'enseignement de promotion sociale, de l'Institut de la formation en cours de carrière, de l'Ecole d'Administration publique ou de l'Administration générale de l'Enseignement.

§ 4. L'épreuve de certification visée au paragraphe 2, 6°, est organisée dans les trois mois au plus tard après le terme de la formation visée au paragraphe 3. Elle consiste en la production personnelle d'un dossier écrit défendu devant un jury.

Le dossier écrit est constitué:

1° d'une analyse de cas personnel portant sur une des dimensions travaillées lors de la formation visée au paragraphe 2, 5°;

2° d'un bilan de de compétences du candidat, reprenant ses principaux atouts et faiblesses, que le candidat étaye à partir de son parcours professionnel et les mettant en lien avec les connaissances et capacités supposées développées dans le cadre de la formation visée au paragraphe 2, 5°.

Le jury fonde son appréciation de l'épreuve de certification sur les critères d'évaluation suivants:

1° la cohérence entre le bilan de compétences et le reflet de ces compétences dans l'étude de cas défendue par le candidat;

2° la pertinence des actions proposées par le candidat dans l'étude de cas;

3° le degré de maîtrise des connaissances et capacités supposées développées dans le cadre de la formation visée au paragraphe 2, 5°;

4° la capacité à communiquer par écrit;

5° la capacité à communiquer oralement.

Le Gouvernement fixe la pondération entre les critères d'évaluation, sans pour autant qu'aucun d'entre eux ne dépasse 40 %, ainsi que les modalités d'organisation et d'évaluation de l'épreuve.

Le jury est chargé d'examiner le dossier professionnel transmis par le candidat, d'auditionner ce dernier et d'évaluer l'ensemble de sa prestation et de sanctionner cette évaluation par une attestation de réussite ou d'échec.

Il est également chargé d'établir un classement des candidats ayant réussi l'épreuve, par fonction.

§ 5. Le jury visé au paragraphe 1^{er} est composé:

1° de l'Inspecteur général coordonnateur qui préside;

2° des deux Inspecteur généraux;

3° de deux agents de rang 12 au moins désignés par le Gouvernement parmi les membres du personnel de l'Administration générale de l'Enseignement, dont l'un représente la Direction générale du Pilotage du Système éducatif;

4° d'un expert externe ayant une compétence spécifique en lien avec la formation visée au paragraphe 2, 5°, désigné par le Gouvernement.

Pour chaque membre effectif du jury de l'épreuve de certification, le Gouvernement désigne un membre suppléant selon les mêmes modalités.

Conformément à l'article 14 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, les représentants des organisations syndicales peuvent assister aux réunions de ce jury en tant qu'observateurs.

Le Gouvernement fixe les modalités de fonctionnement du jury visé au paragraphe 1^{er}.

§ 6. Les missions des Inspecteurs coordonnateurs visés au paragraphe 1^{er} sont déterminées, en collaboration avec ces derniers, par l'Inspecteur général compétent pour les inspecteurs visés au paragraphe 1^{er}, 1° et 2°, et par l'Inspecteur général coordonnateur pour les inspecteurs visés au paragraphe 1^{er}, 3° à 5°.

Dans le cadre de leurs missions, les Inspecteurs coordonnateurs peuvent donner des instructions aux inspecteurs du Service de l'Inspection concerné.

Art. 64. Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 63, § 2, 2°, sont admissibles les services effectifs que le membre du personnel a rendus, à quelque titre que ce soit, dans la fonction de promotion d'inspecteur.

Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de fonction visée à l'article 63, § 2, 2°, les services effectifs se comptent par mois du calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés.

Art. 65. Les Inspecteurs coordonnateurs bénéficient d'une allocation dont le montant est fixé par le Gouvernement.

Le montant de l'allocation ne peut en aucun cas être supérieur à la moitié de la différence entre l'échelle de traitement minimum de l'Inspecteur général et l'échelle de traitement minimum de l'inspecteur.

Le Gouvernement fixe la résidence administrative des inspecteurs chargés de la coordination de l'Inspection, sur la proposition de l'Inspecteur général coordonnateur et du fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Art. 66. Les Inspecteurs coordonnateurs restent soumis à l'évaluation visée au chapitre V.

CHAPITRE IV. — *Du mandat pour l'exercice
des fonctions de promotion d'Inspecteur général et d'Inspecteur général coordonnateur*

SECTION 1^{re}. — Procédure et conditions d'obtention du mandat

Art. 67. Les emplois des fonctions d'Inspecteur général et d'Inspecteur général coordonnateur visés à l'article 32, alinéa 2, 4^o et 5^o, sont conférés par mandat.

Un mandat ne peut être conféré qu'en cas de vacance d'emploi dans la fonction considérée.

Le Gouvernement arrête le profil de fonction de l'Inspecteur général et de l'Inspecteur général coordonnateur.

Art. 68. La vacance d'emploi de la fonction d'Inspecteur général ou d'Inspecteur général coordonnateur à conférer est portée à la connaissance des membres du personnel susceptibles d'être candidats à l'exercice d'un mandat, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. 69. Peuvent seuls être mandatés les candidats qui ont respecté la forme et le délai dans lesquels les candidatures doivent être introduites.

Art. 70. Nul ne peut se voir conférer un mandat s'il ne remplit les conditions suivantes:

1^o être nommé à titre définitif dans une fonction de promotion d'inspecteur visée à l'article 32, alinéa 2, 1^o ou 2^o;

2^o compter une ancienneté de fonction de six ans au moins:

a) dans une fonction de promotion d'inspecteur au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement du continuum pédagogique pour être mandaté à la fonction d'Inspecteur général de l'enseignement du continuum pédagogique;

b) dans une fonction de promotion d'inspecteur au sein du Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire de transition et de qualification pour être mandaté à la fonction d'Inspecteur général de l'enseignement secondaire de transition et de qualification;

3^o compter une ancienneté de fonction de neuf ans au moins dans une fonction de promotion d'inspecteur pour être mandaté à la fonction d'Inspecteur général coordonnateur;

4^o avoir obtenu la mention « favorable » à sa dernière évaluation. En l'absence de rapport d'évaluation, l'inspecteur est réputé avoir obtenu la mention « favorable »;

5^o ne pas avoir encouru une sanction ou une peine disciplinaire au cours des cinq années précédentes;

6^o avoir suivi et réussi une formation en gestion de ressources humaines d'un maximum de 60 heures, organisée par l'Ecole d'Administration publique. L'attestation de réussite de la formation est délivrée par un jury dont la composition et les modalités de fonctionnement sont déterminées par le Gouvernement.

A défaut de candidat répondant à la condition visée à l'alinéa 1^{er}, 6^o, le Gouvernement peut conférer un mandat à un candidat ne répondant pas à cette condition, pour autant que ce dernier s'engage à suivre la prochaine formation en gestion de ressources humaines. Il est mis fin d'office à l'exercice de son mandat en cas de non-respect de cet engagement ou en cas d'échec.

Nul n'est admis à la formation visée à l'alinéa 1^{er}, 6^o, s'il ne remplit pas, à la date d'introduction de la demande de participation, les conditions énoncées à l'alinéa 1^{er}, 1^o, 2^o, 4^o et 5^o.

Art. 71. Pour le calcul de l'ancienneté de fonction visée à l'article 70, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, sont admissibles les services effectifs que le membre du personnel a rendus, à quelque titre que ce soit, dans la fonction de promotion d'inspecteur.

Pour le calcul de la durée des services admissibles dans l'ancienneté de fonction visée à l'article 70, 2^o et 3^o, les services effectifs se comptent par mois du calendrier, ceux qui ne couvrent pas tout le mois étant négligés.

Art. 72. § 1^{er}. Il est créé, auprès du Gouvernement, une Commission de sélection et d'évaluation, ci-après dénommée « la Commission ».

§ 2. La Commission est compétente pour remettre, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, les avis prévus en application de l'article 81.

§ 3. La Commission comprend:

1^o le Directeur général de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif;

2^o quatre membres désignés par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement, titulaires d'un grade de rang 16 au moins;

3^o cinq membres désignés par le Gouvernement parmi les titulaires de la fonction de professeur ordinaire, de professeur ou de chargé de cours, nommé ou engagé à titre définitif à temps plein au sein d'une Université organisée ou subventionnée par la Communauté française ou titulaires d'une fonction élective au sein d'une Haute Ecole organisée ou subventionnée par la Communauté française.

Les membres de la Commission sont désignés pour un terme de cinq ans, renouvelable.

§ 4. Le Directeur général de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif préside la Commission. Le Gouvernement désigne un vice-président de la Commission parmi les quatre fonctionnaires généraux visés au paragraphe 3, 2^o.

Le Gouvernement désigne un secrétaire et un secrétaire suppléant de la Commission parmi les agents de niveau 2+ au moins des Services du Gouvernement.

§ 5. Pour chaque membre effectif, le Gouvernement désigne un membre suppléant choisi selon les mêmes modalités que le membre effectif qu'il supplée. Le Gouvernement désigne un suppléant au Directeur général de la Direction générale du Pilotage du Système Éducatif parmi les fonctionnaires généraux des Services du Gouvernement, titulaires d'un grade de rang 16 au moins.

§ 6. La Commission rend ses avis à la majorité des membres présents. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

Le Gouvernement fixe les autres modalités de fonctionnement de la Commission ainsi que son règlement d'ordre intérieur, sur proposition de la Commission.

§ 7. Tout membre de la Commission qui perd la qualité en vertu de laquelle il a été désigné au sein de la Commission est remplacé sans délai par le Gouvernement, selon les mêmes modalités. Le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 73. Lors de la déclaration de vacance de l'emploi à pourvoir par mandat, le Gouvernement établit une lettre de mission sur proposition du Directeur général de la Direction générale du Pilotage du système éducatif.

La lettre de mission comporte au moins la description des éléments suivants:

- 1° la définition précise des missions qui incombent au mandataire;
- 2° les objectifs à atteindre.

Art. 74. Les candidatures à un mandat sont examinées par la Commission qui peut décider d'entendre les différents candidats.

La Commission présente au Gouvernement, par mandat à conférer, une liste de cinq candidats au plus, classés dans l'ordre de leurs mérites et de leurs aptitudes relationnelles. Pour classer les candidats selon l'ordre de leurs mérites et aptitudes, la Commission prend notamment en compte les formations en cours de carrière et les formations complémentaires, les publications, les diplômes, certificats et brevets obtenus, les projets mis en œuvre lorsque les candidats exerçaient leur fonction d'inspecteur ou un mandat antérieur.

SECTION II. — Durée et exercice du mandat

Art. 75. § 1^{er}. Le mandat d'Inspecteur général, d'une durée de cinq ans, est confié par le Gouvernement au candidat qu'il choisit dans la liste proposée par la Commission de sélection et d'évaluation visée à l'article 72.

Ce mandat est renouvelable sur la base de l'évaluation attribuée par le Gouvernement sur proposition de la Commission de sélection et d'évaluation.

§ 2. Le mandat d'Inspecteur général coordonnateur, d'une durée de cinq ans, est confié par le Gouvernement au candidat qu'il choisit dans la liste proposée par la Commission de sélection et d'évaluation visée à l'article 72.

Ce mandat est renouvelable sur la base de l'évaluation attribuée par le Gouvernement sur proposition de la Commission de sélection et d'évaluation.

Art. 76. Le mandat est temporaire. Il ne donne aucun droit à une nomination à titre définitif à la fonction qu'il confère.

La fonction conférée par mandat est indivisible. Elle est exercée à temps plein.

Durant l'exercice de son mandat, le membre du personnel est en activité de service, sauf disposition formelle le plaçant dans une autre position administrative.

Sa résidence administrative est fixée au siège administratif du Service général de l'Inspection.

Art. 77. Pendant la durée de son mandat, le mandataire ne peut obtenir:

1° un congé pour interruption de la carrière professionnelle, à l'exception de l'interruption de carrière pour donner des soins palliatifs, pour l'assistance ou l'octroi de soins à un membre du ménage ou de la famille jusqu'au deuxième degré qui souffre d'une maladie grave ou lors de la naissance ou de l'adoption d'un enfant dans le cadre du congé parental;

2° un congé pour mission ou une disponibilité pour mission spéciale;

3° un congé pour accomplir un stage dans un autre emploi de l'Etat, des provinces, des communes, d'un établissement public assimilé, d'une école officielle ou d'une école libre subventionnée;

4° un congé pour présenter sa candidature aux élections législatives ou provinciales;

5° un congé pour suivre des cours, se préparer à passer des examens et subir des examens;

6° un congé pour exercer provisoirement une autre fonction dans l'enseignement;

7° un congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles ou un congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles, accordées au membre du personnel qui a au moins deux enfants à charge qui n'ont pas dépassé l'âge de 14 ans, ou un congé pour prestations réduites justifiées par des raisons de convenances personnelles, accordées au membre du personnel âgé de 50 ans;

8° un congé politique;

9° une disponibilité pour convenances personnelles;

10° une disponibilité pour convenances personnelles précédant la pension de retraite sur la base des dispositions de l'arrêté royal n° 297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions-traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico-sociaux.

Art. 78. Durant l'exercice de son mandat, l'Inspecteur général bénéficie de l'échelle de traitement accordée à un agent des Services du Gouvernement de rang 15.

Durant l'exercice de son mandat, l'Inspecteur général coordonnateur bénéficie de l'échelle de traitement accordée à un agent des Services du Gouvernement de rang 16.

Art. 79. Tout membre du personnel en activité de service âgé de 57 ans au moins et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit la valeur de ce maximum augmentée de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement.

Tout membre du personnel en activité de service âgé de 58 ans au moins et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit la valeur de ce maximum augmentée du double de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement.

Les alinéas 1^{er} et 2 ne sont pas applicables au membre du personnel qui, à la date du 1^{er} janvier 2015, n'a pas atteint respectivement l'âge de 57 ans ou de 58 ans.

Art. 80. Tout membre du personnel en activité de service, âgé de 61 ans au moins, et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit, à condition de ne pas avoir bénéficié de l'augmentation intercalaire visée à l'alinéa 1^{er} de l'article 2bis de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, la valeur de ce maximum augmentée de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement.

Tout membre du personnel en activité de service, âgé de 62 ans au moins, et qui bénéficie du maximum de son échelle de traitement voit, à condition de ne pas avoir bénéficié de l'augmentation intercalaire visée à l'alinéa 2 de l'article 79, la valeur de ce maximum augmentée du double de la valeur de la dernière augmentation intercalaire de son échelle de traitement.

Art. 81. L'évaluation des mandataires a lieu tous les trente mois. Elle est attribuée par le Gouvernement sur proposition de la Commission de sélection et d'évaluation visée à l'article 72.

L'évaluation se fonde sur l'exécution de la lettre de mission visée à l'article 73.

Elle fait l'objet d'une des mentions suivantes:

- 1° « favorable »;
- 2° « réservée »;
- 3° « défavorable ».

Art. 82. Le mandataire auquel est attribuée une évaluation « favorable » en cours de mandat poursuit l'exercice de son mandat.

En cas d'attribution d'une évaluation « réservée » en cours de mandat, une nouvelle évaluation est réalisée dans les six à douze mois qui suivent et elle conduit à l'attribution d'une mention « favorable » ou « défavorable ». L'attribution d'une mention « réservée » peut conduire le Gouvernement à adapter la lettre de mission et enjoindre au mandataire de suivre des formations adaptées.

En cas d'évaluation « défavorable » en cours de mandat, il est mis fin au mandat de manière anticipée.

Art. 83. En cas d'absence de l'Inspecteur général du Service de l'Inspection de l'Enseignement du continuum pédagogique, le Gouvernement peut charger les inspecteurs chargés de la coordination de l'Inspection au niveau de l'enseignement du continuum pédagogique d'assurer conjointement les missions de l'Inspecteur général.

En cas d'absence de l'Inspecteur général du Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire de transition et de qualification, le Gouvernement peut charger les inspecteurs chargés de la coordination de l'Inspection au niveau de l'enseignement secondaire de transition et de qualification d'assurer conjointement les missions de l'Inspecteur général.

En cas d'absence de l'Inspecteur général coordonnateur, le Gouvernement peut charger un fonctionnaire général d'assurer les missions de l'Inspecteur général coordonnateur.

Art. 84. Le mandataire peut mettre fin volontairement à son mandat, moyennant un préavis de trois mois.

Il est d'office mis fin au mandat de manière anticipée lorsque le mandataire fait l'objet d'une des sanctions disciplinaires visées à l'article 105, alinéa 1^{er}, 4^o à 7^o.

Art. 85. Lorsque, pour quelque raison que ce soit, il est mis fin à un mandat avant son échéance, le mandataire est remplacé. Le remplaçant, désigné par le Gouvernement selon les modalités fixées aux articles 67 à 74, achève le mandat en cours.

SECTION III. — Échéance du mandat

Art. 86. A l'échéance de son mandat, le mandataire dont la dernière évaluation porte la mention « favorable » est reconduit d'office par le Gouvernement dans ce mandat sans qu'il soit procédé à la déclaration de vacance visée à l'article 68.

A l'échéance de son mandat, le mandataire dont la dernière évaluation porte la mention « réservée » voit son mandat remis en concurrence et ne peut plus, pendant cinq ans, poser sa candidature à une désignation dans le mandat d'Inspecteur général coordonnateur.

A l'échéance de son mandat, le mandataire dont la dernière évaluation porte la mention « défavorable » ne peut plus poser sa candidature à une désignation dans le mandat qu'il vient d'exercer et ne peut plus, pendant cinq ans, poser sa candidature à une désignation dans le mandat d'Inspecteur général ni dans le mandat d'Inspecteur général coordonnateur.

Art. 87. Si un mandataire dans la fonction d'Inspecteur général accepte un mandat d'Inspecteur général coordonnateur, il est réputé démissionnaire de son mandat d'Inspecteur général.

Art. 88. Lorsqu'il perd sa qualité de mandataire, le membre du personnel retrouve sa fonction de promotion d'inspecteur.

CHAPITRE V. — De l'évaluation en cours de carrière des inspecteurs nommés à titre définitif

Art. 89. § 1^{er}. Au moins tous les deux ans, l'inspecteur fait l'objet d'une évaluation par l'Inspecteur général coordonnateur ou son délégué et l'Inspecteur général ou l'un des Inspecteurs coordonnateurs en charge de la coordination du Service dont dépend l'inspecteur. Celle-ci se base sur l'accomplissement des missions qui lui ont été attribuées conformément aux dispositions du Titre I^{er}.

§ 2. Tous les deux ans au moins, l'inspecteur désigné à titre provisoire en vertu de l'article 57 fait l'objet d'une évaluation par l'Inspecteur général coordonnateur ou son délégué et l'Inspecteur général ou l'un des Inspecteurs coordonnateurs en charge de la coordination du Service dont dépend l'inspecteur. Celle-ci se base sur l'accomplissement des missions qui lui ont été attribuées conformément aux dispositions du Titre I^{er}.

§ 3. Au moins tous les deux ans, l'inspecteur coordonnateur fait l'objet d'une évaluation par l'Inspecteur général coordonnateur et un Inspecteur général. Celle-ci se base sur l'accomplissement des missions qui lui ont été attribuées conformément aux dispositions du Titre 1^{er}.

Art. 90. L'évaluation fait l'objet de l'une des mentions suivantes:

- 1° « favorable »;
- 2° « réservée »;
- 3° « défavorable ».

Lorsque l'évaluation aboutit à l'attribution de la mention « réservée », la mention attribuée lors de l'évaluation suivante est soit « favorable » soit « défavorable ».

Dans le cadre d'une évaluation « réservée », le membre du personnel peut se voir formuler des recommandations complémentaires à la formation obligatoire individuelle visée à l'article 94, § 2.

Art. 91. En vue de l'attribution de l'évaluation, il est procédé à un entretien avec le membre du personnel et à la rédaction d'un rapport d'évaluation dont le modèle est fixé par le Gouvernement.

Le Gouvernement fixe les modalités selon lesquelles l'entretien se déroule, dont le rapport est porté à la connaissance du membre du personnel et la manière dont celui-ci peut faire valoir ses remarques.

Art. 92. Le membre du personnel qui se voit attribuer une mention « réservée » ou « défavorable » peut introduire par envoi recommandé une réclamation écrite contre cette mention, dans les dix jours de sa notification auprès de la Chambre de recours visée à l'article 116.

La Chambre de recours remet son avis au Gouvernement dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de réception du recours. Le Gouvernement prend sa décision et attribue la mention d'évaluation au membre du personnel stagiaire dans un délai maximum d'un mois à dater de la réception de l'avis.

Art. 93. Il est mis fin à la fonction d'inspecteur du membre du personnel qui fait l'objet de deux évaluations défavorables consécutives.

Il est mis fin à la fonction de promotion d'inspecteur coordonnateur du membre du personnel qui fait l'objet de deux évaluations défavorables consécutives. Dans ce cas, le membre du personnel réintègre sa fonction d'inspecteur.

CHAPITRE VI. — *De la formation en cours de carrière*

Art. 94. § 1^{er}. Les membres du Service général de l'Inspection exerçant une fonction de promotion d'inspecteur visée à l'article 32, alinéa 2, 1°, 2° et 3°, suivent une formation en cours de carrière qui vise:

1° le partage et l'analyse de pratiques et de ressources au bénéfice du développement professionnel individuel et collectif;

2° le perfectionnement, l'ajustement et l'actualisation du développement des compétences de la formation initiale visée à l'article 22 et de la formation d'insertion professionnelle visée à l'article 54;

3° l'acquisition et l'intégration de connaissances, compétences complémentaires à développer au vu des orientations prioritaires du système éducatif, des avancées scientifiques de la recherche par rapport à celles-ci, de l'évolution des missions des inspecteurs et des besoins de formation constatés lors de l'analyse des rapports annuels des Inspecteurs généraux et coordonnateurs;

4° l'acquisition de compétences complémentaires, en ce compris les compétences pédagogiques en fonction du projet de formation individuel et de leur évaluation individuelle;

5° la prise de recul et l'analyse réflexive de leur propre fonctionnement via, notamment, la confrontation de leur pratique professionnelle à celles de leurs collègues, les formations formelles ou informelles (lectures, conférences, Mocc, etc.) personnelles et l'écriture d'un portfolio professionnel.

§ 2. Sur la base d'une proposition du Service général de l'Inspection, l'Institut de la formation en cours de carrière détermine un plan commun de formation annuel obligatoire:

1° privilégiant des méthodologies qui visent le développement professionnel, notamment le partage de pratiques, l'analyse de cas, les mises en situation, l'intervision ainsi que la production par les membres du personnel de synthèses, d'outils et d'un portfolio professionnel;

2° comprenant les modalités selon lesquelles la formation est organisée.

Les formateurs de cette formation en cours de carrière sont prioritairement issus des Universités, des Hautes Écoles, des établissements d'enseignement supérieur de promotion sociale, de l'Institut de la Formation en cours de carrière ou de l'Administration générale de l'Enseignement, ou tout opérateur de formation reconnu et validé par l'Institut de la Formation en cours de carrière.

§ 3. La formation en cours de carrière des inspecteurs est organisée sur une base obligatoire et sur une base volontaire.

Elle débute un an après que le membre du personnel a été nommé.

§ 4. La formation en cours de carrière comprend 12 à 20 demi-jours de formation obligatoire annuelle dont:

- 4 à 8 demi-jours sont consacrés à de la formation obligatoire individuelle dont le contenu et les modalités sont fixés sur la base d'un projet de formation personnel lors de l'entretien d'évaluation qui a lieu tous les deux ans;

- 4 demi-jours sont réservés, pour les inspecteurs disposant de moins de 10 années d'expérience dans la fonction, à la production d'une synthèse personnelle des apports des formations suivies et d'une analyse réflexive de son propre fonctionnement sous la forme d'un portfolio professionnel. La production d'un portfolio professionnel est laissée à la discrétion des membres du personnel ayant plus de dix années d'expérience dans la fonction.

Sous réserve de l'autorisation de sa hiérarchie, le membre du personnel peut répartir le nombre de demi-jours de formation obligatoire individuelle sur les jours de prestations de trois années consécutives.

§ 5. En dehors du temps de prestation du membre du personnel, la formation organisée sur la base volontaire n'est pas limitée en nombre de demi-jours de formation.

Lorsqu'elle se déroule pendant le temps de prestation des membres de personnel, elle ne peut dépasser 6 demi-jours par an, sauf dérogation accordée par le Gouvernement sur la demande de l'Inspecteur général coordonnateur.

Les formations volontaires sont à la charge du Service général de l'Inspection.

§ . 6. Au terme des formations, il est délivré aux membres du Service général de l'Inspection une attestation de fréquentation, selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

§ 7. L'Institut de la formation en cours de carrière remet, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, un avis sur l'application du présent article.

Art. 95. Les membres du Service général de l'Inspection exerçant une fonction de promotion d'Inspecteur général ou d'Inspecteur général coordonnateur visées à l'article 32, alinéa 2, 4° et 5°, suivent annuellement une formation en cours de carrière de 10 demi-jours au moins, organisée par l'Ecole d'Administration publique dont le programme et le développement des compétences à poursuivre sont déterminés par le Gouvernement.

La formation peut être étalée sur une période de trois années consécutives.

CHAPITRE VII. — *Des positions administratives*

SECTION I^{re}. — Dispositions générales

Art. 96. Les membres du personnel du Service général de l'Inspection sont dans l'une des positions administratives suivantes:

- 1° l'activité de service;
- 2° la non-activité;
- 3° la disponibilité.

SECTION II. — De l'activité de service

Art. 97. Le membre du personnel du Service général de l'Inspection est toujours censé être en activité de service, sauf disposition formelle le plaçant dans une autre position administrative.

Art. 98. Les conditions auxquelles le membre du personnel du Service général de l'Inspection a droit à un traitement et un avancement de traitement sont les mêmes que les conditions prévues pour les chefs des établissements d'enseignement de la Communauté française qu'il inspecte.

Les Inspecteurs généraux et l'Inspecteur général coordonnateur bénéficient durant leur mandat des congés de vacances annuelles des agents des Services du Gouvernement.

SECTION III. — De la non-activité

Art. 99. Le membre du personnel du Service général de l'Inspection est dans la position de non-activité:

- 1° lorsque, aux conditions fixées par le Gouvernement, il accomplit, en temps de paix, certaines prestations militaires ou est affecté à la protection civile ou à des tâches d'utilité publique en application de la loi portant le statut des objecteurs de conscience;
- 2° lorsqu'il est frappé de la sanction de suspension disciplinaire ou de mise en non-activité disciplinaire;
- 3° lorsque, pour des raisons familiales, il est autorisé à s'absenter pour une période de longue durée.

Art. 100. Le membre du personnel du Service général de l'Inspection qui est dans la position de non-activité n'a pas droit au traitement, sauf disposition formelle contraire.

S'il se trouve en position de non-activité en raison des dispositions prévues à l'article 99, 2°, il n'a pas droit à l'avancement de traitement.

Art. 101. Nul ne peut être mis ou maintenu en non-activité s'il se trouve dans les conditions requises pour obtenir une pension de retraite.

SECTION IV. — De la disponibilité

Art. 102. Sans préjudice des dispositions de l'article 77, le membre du personnel du Service général de l'Inspection peut être mis dans l'une des positions de disponibilité suivantes dans les mêmes conditions que les chefs des établissements d'enseignement de la Communauté française qu'il inspecte:

- 1° pour mission spéciale;
- 2° pour maladie ou infirmité n'entraînant pas l'inaptitude définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède celles des congés pour cause de maladie ou d'infirmité;
- 3° pour convenances personnelles;
- 4° pour convenances personnelles précédant la pension de retraite;
- 5° par retrait d'emploi dans l'intérêt du service et dans l'intérêt de l'enseignement.

Toutefois, en cas de mise en disponibilité pour convenances personnelles, l'emploi dont est titulaire le membre du personnel demeure non vacant pendant la période de cette mise en disponibilité.

Art. 103. Nul ne peut être mis ou maintenu en disponibilité après la fin du mois où il atteint l'âge auquel il peut prétendre à la pension de retraite.

La disposition de l'alinéa 1^{er} ne s'applique pas aux membres du personnel mis en disponibilité pour mission spéciale.

Art. 104. Des traitements d'attente peuvent être alloués aux membres du personnel du Service général de l'Inspection mis en disponibilité dans les mêmes conditions que les chefs des établissements d'enseignement de la Communauté française qu'ils inspectent.

Ces traitements d'attente, les allocations et indemnités qui sont éventuellement alloués à ces membres du personnel, sont soumis au régime de mobilité applicable aux rétributions des membres du personnel en activité de service.

CHAPITRE VIII. — *Du régime disciplinaire*SECTION I^{re}. — Des sanctions disciplinaires

Art. 105. Les sanctions disciplinaires qui peuvent être infligées aux membres du personnel du Service général de l'Inspection sont:

- 1° le rappel à l'ordre;
- 2° la réprimande;
- 3° la retenue sur traitement;
- 4° la suspension disciplinaire;
- 5° la mise en non-activité disciplinaire;
- 6° la démission disciplinaire;
- 7° la révocation.

En outre, les inspecteurs coordonnateurs peuvent également se voir infliger une rétrogradation.

Art. 106. Pour les membres du personnel nommés à titre définitif dans une fonction de promotion d'inspecteur visée à l'article 32, alinéa 2, 1° et 2°, les sanctions disciplinaires sont proposées par l'Inspecteur général coordonnateur.

Pour les membres du personnel nommés à titre définitif dans une fonction de promotion d'Inspecteur coordonnateur visée à l'article 63, les sanctions disciplinaires sont proposées par l'Inspecteur général coordonnateur.

Pour les Inspecteurs généraux et l'Inspecteur général coordonnateur, les sanctions disciplinaires sont proposées par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement.

Pour les inspecteurs d'un cours de religion ou du cours de morale non confessionnelle, les peines disciplinaires sont proposées après consultation du chef du culte concerné ou de l'autorité de morale non confessionnelle. Pour autant qu'elle soit démontrée, en cas d'absence ou de vacance d'autorité d'un culte ou de la morale non confessionnelle, cette consultation n'est pas requise.

Les sanctions disciplinaires sont prononcées par le Gouvernement.

Art. 107. La retenue sur traitement ne peut être prononcée pour une durée supérieure à trois mois. Elle ne peut dépasser un cinquième du traitement.

Art. 108. La suspension disciplinaire ne peut être prononcée pour une durée supérieure à un an. Elle entraîne la privation de la moitié du traitement.

Art. 109. La durée de la mise en non-activité disciplinaire est fixée par le Gouvernement: elle ne peut être inférieure à un an, ni dépasser cinq ans.

Le membre du personnel bénéficie pendant les deux premières années d'un traitement d'attente égal à la moitié du traitement d'activité. Sans pouvoir jamais dépasser ce dernier montant, le traitement d'attente est fixé ensuite au taux de la pension que l'intéressé obtiendrait s'il était admis prématurément à la retraite.

Après avoir subi la moitié de sa sanction, le membre du personnel peut demander sa réintégration au sein du Service général de l'Inspection.

Art. 110. Aucune sanction ne peut être proposée sans que le membre du personnel ait été, au préalable, entendu ou dûment convoqué.

Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel du Service général de l'Inspection, en activité de service ou retraités, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée. La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel, dûment convoqué, ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Tout membre du personnel invité à viser une proposition de sanction disciplinaire formulée à son encontre a le droit d'introduire, par la voie hiérarchique, une réclamation écrite devant la Chambre de recours visé à l'article 116, dans le délai de vingt jours ouvrables à compter de la date à laquelle la proposition lui a été soumise pour visa.

Si l'intéressé n'a pas introduit de recours dans le délai fixé, la proposition de sanction disciplinaire est transmise immédiatement au Gouvernement.

Art. 111. La proposition de sanction disciplinaire et le recours introduit par le membre du personnel concerné sont transmis à] la Chambre de recours susmentionnée dans le délai d'un mois à compter de la date de la réception du recours.

Art. 112. A moins d'empêchement légitime, le requérant comparait en personne. Il peut se faire assister par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel du Service général de l'Inspection, en activité de service ou retraités, ou par un représentant d'une organisation syndicale agréée.

Sauf dans les cas de poursuites pénales, la Chambre de recours donne son avis au Gouvernement dans un délai maximum de trois mois à compter de la date de réception du dossier complet de l'affaire.

Toutefois, le Gouvernement peut demander un avis d'urgence. Dans ce cas, le délai ne peut cependant être inférieur à un mois. Le Gouvernement prend sa décision dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis de la Chambre de recours.

Art. 113. Aucune sanction ne peut produire d'effet pour la période qui précède son prononcé.

Art. 114. L'action pénale relative aux faits qui font l'objet d'une procédure disciplinaire est suspensive de la procédure et du prononcé disciplinaires. Quel que soit le résultat de l'action pénale, l'autorité disciplinaire reste juge de l'application des sanctions disciplinaires.

SECTION II. — De la radiation des sanctions disciplinaires

Art. 115. La sanction disciplinaire est effacée d'office au terme d'un délai:

- 1° d'un an pour le rappel à l'ordre et la réprimande;
- 2° de trois ans pour la retenue sur traitement;
- 3° de cinq ans pour la suspension disciplinaire;

4° de sept ans pour la mise en non-activité disciplinaire.

Le délai visé à l'alinéa 1^{er} commence à courir au prononcé de la sanction disciplinaire.

Sans préjudice de l'exécution de la sanction disciplinaire, l'effacement a pour conséquence que la sanction ne peut plus avoir d'effet, notamment sur les droits d'accès à une autre fonction de promotion.

CHAPITRE IX. — *De la chambre de recours*

Art. 116. Il est institué, auprès du Gouvernement, une Chambre de recours pour les membres du personnel du Service général de l'Inspection, ci-après dénommée « la Chambre de recours ».

La Chambre de recours élabore son règlement d'ordre intérieur qu'elle soumet pour approbation au Gouvernement.

Art. 117. La Chambre de recours traite des recours introduits en matière d'incompatibilité, d'évaluation et de sanction disciplinaire.

Art. 118. La Chambre de recours est composée:

1° d'un président désigné par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux de rang 16 au moins;

2° de trois membres désignés par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux du Ministère de rang 15 au moins;

3° de trois membres désignés par des organisations syndicales représentatives, parmi les membres du Service général de l'Inspection, chaque organisation syndicale disposant d'au moins un représentant;

4° d'un secrétaire désigné par le Gouvernement parmi les agents de niveau 2+ au moins des Services du Gouvernement.

Art. 119. Pour chaque membre effectif, le Gouvernement désigne un membre suppléant selon les mêmes modalités que celles visées à l'article 118, 1°, 2° et 4°.

Art. 120. En cas de remplacement d'un membre, le remplaçant achève le mandat de celui à la place duquel il est désigné.

Art. 121. Les président, président suppléant, membres effectifs et membres suppléants sont désignés pour cinq ans. Leur mandat est renouvelable.

Art. 122. La Chambre de recours est présidée par le président et, à défaut, par le président suppléant.

Le président a voix délibérative.

Le secrétaire ou le secrétaire suppléant de la Chambre de recours en assure le secrétariat. Il n'a pas voix délibérative.

Art. 123. Aucun recours ne peut faire l'objet de délibérations de la Chambre de recours si le requérant n'a été mis à même de faire valoir ses moyens de défense et si le dossier ne contient les éléments susceptibles de permettre à la Chambre d'émettre un avis en toute connaissance de cause, notamment le rapport des enquêteurs, les procès-verbaux des auditions de témoins et des confrontations indispensables.

Le requérant peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale agréée, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel du Service général de l'Inspection, en activité de service ou retraités.

Le défaut de comparution du membre du personnel ou de son représentant n'empêche pas la Chambre de recours de se prononcer.

Art. 124. Dès qu'un recours est introduit, le Président communique au requérant la liste des membres effectifs et suppléants de la Chambre de recours.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent la réception de cette liste, le requérant peut demander la récusation d'un ou de plusieurs membres, mais tout au plus de deux membres désignés sur proposition des organisations syndicales et de deux membres désignés directement par le Gouvernement. Toutefois, il ne peut récuser un membre effectif et son suppléant.

Tout membre qui se sait cause de récusation est tenu de s'abstenir.

Un membre peut également demander à être déchargé s'il estime avoir un intérêt moral en la cause ou s'il croit que l'on puisse douter de son impartialité. Le Président décide de la suite à réserver à cette demande. Il peut aussi décharger d'office un membre pour les mêmes motifs.

Art. 125. Les président et président suppléant ne peuvent siéger dans une affaire relative à l'un des membres du personnel relevant de leur administration.

Le président, le président suppléant, les membres effectifs et les membres suppléants ne peuvent siéger dans une affaire concernant leur conjoint, leur cohabitant, un parent ou un allié, jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Art. 126. La Chambre de recours délibère valablement si le président et quatre membres au moins sont présents.

Si le quorum visé à l'alinéa 1^{er} n'est pas atteint, le président convoque une nouvelle réunion dans les quinze jours. Au cours de cette réunion, une décision pourra être prise, quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 127. Pour chaque affaire, le Gouvernement désigne un rapporteur parmi les agents de niveau 1 des Services du Gouvernement qui n'ont pas participé à l'enquête.

Le rapporteur expose objectivement à la Chambre de recours les rétroactes de l'affaire et les résultats de l'enquête. Il a droit de réplique. Il n'a pas voix délibérative.

Art. 128. La Chambre de recours peut ordonner un complément d'enquête, entendre les témoins à charge ou à décharge. Après en avoir délibéré, elle transmet au Gouvernement son avis motivé. Cet avis mentionne le nombre de votes pour et contre émis.

Art. 129. L'avis est donné à la majorité simple des voix.

Le vote sur l'avis a lieu au scrutin secret. Les membres désignés directement par le Gouvernement et ceux désignés sur proposition des organisations syndicales doivent être en nombre égal pour prendre part au vote. Le cas échéant, la parité est rétablie par l'élimination d'un ou de plusieurs membres après tirage au sort.

En cas de parité des voix, le président décide.

Art. 130. La décision prise par le Gouvernement fait mention de l'avis motivé de la Chambre de recours. Toute décision non conforme à l'avis de la Chambre de recours est motivée.

Le Gouvernement notifie sa décision à la Chambre de recours et au requérant.

Art. 131. Le mandat des membres de la Chambre de recours est gratuit. Toutefois, des indemnités pour frais de parcours et de séjour peuvent leur être accordées suivant les dispositions réglementaires en la matière. Aucune indemnité n'est cependant due au président ou au président suppléant.

Art. 132. Les modalités de fonctionnement de la Chambre de recours sont fixées par le Gouvernement, dans le respect des droits de la défense et du caractère contradictoire des débats.

CHAPITRE X. — *De la suspension préventive: mesure administrative*

Art. 133. § 1^{er}. La suspension préventive organisée par le présent chapitre est une mesure purement administrative, n'ayant pas le caractère d'une sanction.

Elle est prononcée par le Gouvernement et est motivée. Elle a pour effet d'écarter le membre du personnel de ses fonctions.

Pendant la durée de la suspension préventive, le membre du personnel reste dans la position administrative de l'activité de service.

§ 2. Avant toute mesure de suspension préventive, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou l'Inspecteur général coordonnateur qu'il délègue à cet effet.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs justifiant la suspension préventive sont notifiés au membre du personnel trois jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception portant ses effets trois jours ouvrables après la date de son expédition, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception portant ses effets à la date figurant sur cet accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale agréée, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel du Service général de l'Inspection, en activité de service ou retraités.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition, la décision est communiquée au membre du personnel par lettre recommandée à la poste, et ce même si le membre du personnel ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition sans pouvoir faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition.

Si le membre du personnel ou son représentant peuvent faire valoir des circonstances de force majeure de nature à justifier leur absence à l'audition, le membre du personnel est convoqué à une nouvelle audition notifiée conformément à l'alinéa 2.

Dans ce cas, et même si le membre du personnel ou son représentant ne se sont pas présentés à l'audition, la décision est communiquée au membre du personnel par lettre recommandée à la poste dans les dix jours ouvrables qui suivent celui prévu pour l'audition.

Si la décision conclut à la suspension préventive du membre du personnel, elle produit ses effets le troisième jour ouvrable suivant la date de son expédition.

§ 3. Par dérogation à l'alinéa 1^{er} du paragraphe 2, le membre du personnel peut être écarté de ses fonctions sur-le-champ en cas de faute grave pour laquelle il y a flagrant délit ou lorsque les griefs qui lui sont reprochés revêtent un caractère de gravité tel qu'il est souhaitable, dans l'intérêt du service, que le membre du personnel ne soit plus présent au sein du Service.

Dans les dix jours ouvrables qui suivent le jour où la mesure d'écartement immédiat a été prise, la procédure de suspension préventive doit être engagée conformément aux dispositions du présent article. A défaut, la mesure d'écartement immédiat prendra fin au terme du délai précité et le membre du personnel ne pourra à nouveau être écarté du service pour la même faute grave ou les mêmes griefs que moyennant le respect de la procédure de suspension préventive tel que prévu notamment au paragraphe 2.

La mesure d'écartement sur-le-champ est prononcée par le Gouvernement. Le membre du personnel écarté sur-le-champ reste dans la position administrative de l'activité de service.

Art. 134. § 1^{er}. Lorsque l'intérêt du service ou de l'enseignement le requiert, une procédure de suspension préventive peut être entamée à l'égard d'un membre du personnel du Service général de l'Inspection:

- 1° s'il fait l'objet de poursuites pénales;
- 2° avant l'exercice de poursuites disciplinaires ou s'il fait l'objet de poursuites disciplinaires;
- 3° dès que le Gouvernement lui notifie, par lettre recommandée à la poste, la constatation d'une incompatibilité.

§ 2. Dans le cadre de la constatation d'une incompatibilité ou dans le cadre d'une procédure disciplinaire ou avant l'exercice éventuel d'une procédure disciplinaire, la durée de la suspension préventive ne peut dépasser un an et, dans le cadre d'une procédure disciplinaire, elle expire en tout cas:

- 1° après six mois si aucune proposition de sanction disciplinaire n'a été formulée et notifiée au membre du personnel dans ce délai;
- 2° le troisième jour ouvrable qui suit la notification de la proposition de sanction disciplinaire si cette proposition est le rappel à l'ordre, la réprimande ou la retenue sur traitement;
- 3° pour une proposition de sanction disciplinaire autre que celles visées au point 2°, quatre-vingts jours calendrier après la notification de la proposition de sanction disciplinaire au membre du personnel si ce dernier n'a pas introduit de recours à l'encontre de ladite proposition;

4° pour une proposition de sanction disciplinaire autre que celles visées au point 2°, quatre-vingts jours calendrier après la notification au Ministre de l'avis de la Chambre de recours sur la proposition de sanction disciplinaire formulée à l'encontre du membre du personnel;

5° le jour où la sanction disciplinaire sort ses effets.

Dans le cadre de poursuites pénales, la durée de la suspension préventive n'est pas limitée à un an.

Lorsqu'une procédure disciplinaire est engagée ou poursuivie après une décision judiciaire de condamnation pénale coulée en force de chose jugée, le délai d'un an visé à l'alinéa 1^{er} ne commence à courir qu'à dater du prononcé de la condamnation définitive.

§ 3. Dans le cadre d'une procédure disciplinaire ou avant l'exercice éventuel d'une procédure disciplinaire, la suspension préventive doit faire l'objet d'une confirmation écrite tous les trois mois à dater de la prise d'effet.

Cette confirmation est notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

A défaut de confirmation de la suspension préventive dans les délais requis, le membre du personnel concerné peut réintégrer ses fonctions après en avoir informé le Gouvernement, par lettre recommandée, au moins dix jours ouvrables avant la reprise effective du travail.

Après réception de cette notification, le Gouvernement peut confirmer le maintien en suspension préventive selon la procédure décrite à l'alinéa 2.

Art. 135. Tout membre du personnel suspendu préventivement maintient son droit au traitement.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, est fixé à la moitié de son traitement d'activité le traitement de tout membre du personnel suspendu préventivement qui fait l'objet:

1° d'une inculpation ou d'une prévention dans le cadre de poursuites pénales;

2° d'une condamnation pénale non définitive contre laquelle le membre du personnel a fait usage de ses droits de recours ordinaires;

3° d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie à la suite d'une condamnation pénale définitive;

4° de poursuites disciplinaires en raison d'une faute grave pour laquelle il y a soit flagrant délit, soit des indices probants et dont l'appréciation appartient au Gouvernement;

d'une proposition de sanction disciplinaire prévue à l'article 105, alinéa 1^{er}, 4°, 5°, 6° et 7°, ou alinéa 2.

Cette réduction du traitement ne peut avoir pour effet de ramener le traitement à un montant inférieur au montant des allocations de chômage auquel le membre du personnel aurait droit s'il bénéficiait du régime de sécurité sociale des travailleurs salariés.

Pour l'application de l'alinéa 2, 1° et 2°, cette réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit le jour de l'inculpation ou de la prévention ou du prononcé de la condamnation non définitive.

Pour l'application de l'alinéa 2, 3°, cette réduction de traitement déjà opérée en vertu de l'alinéa 2, 1° ou 2°, est maintenue au-delà de la condamnation définitive si le Ministre notifie au membre du personnel son intention de poursuivre ou d'engager la procédure disciplinaire.

Pour l'application de l'alinéa 2, 4°, la réduction de traitement prend effet le premier jour du mois qui suit la notification du Ministre au membre du personnel de l'application de cet alinéa 2, 4°.

Pour l'application de l'alinéa 2, 5°, cette réduction de traitement prend effet le jour où la proposition de sanction disciplinaire est soumise ou notifiée au membre du personnel.

Art. 136. A l'issue de la procédure disciplinaire ou de la procédure pénale, la mesure de réduction de traitement est rapportée sauf si:

1° le Gouvernement inflige au membre du personnel une des sanctions prévues à l'article 105, alinéa 1^{er}, 4°, 5°, 6° et 7°, ou alinéa 2;

2° il est fait application de l'article 137, § 1^{er}, 2°, b), et 5°;

3° le membre du personnel fait l'objet d'une condamnation pénale définitive suivie ou non d'une procédure disciplinaire.

Lorsque la mesure de réduction de traitement est rapportée en application de l'alinéa 1^{er}, le membre du personnel reçoit le complément de son traitement initialement retenu augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

Les sommes perçues par le membre du personnel durant la suspension préventive lui restent acquises.

Si le traitement du membre du personnel a été réduit en application de l'article 135, alinéa 2, 4° ou 5°, et qu'au terme de la procédure disciplinaire, une sanction de suspension disciplinaire est prononcée pour une durée inférieure à la durée de la mesure de réduction de traitement, cette dernière est rapportée pour la période excédant la durée de la suspension disciplinaire et le membre du personnel perçoit dans ce cas le complément de son traitement, indûment retenu durant cette période, augmenté des intérêts de retard calculés au taux légal et dus depuis le jour où la réduction a été opérée.

L'alinéa 4 ne s'applique pas dans le cadre d'une procédure disciplinaire engagée ou poursuivie après une condamnation pénale définitive.

CHAPITRE XI. — *De la cessation des fonctions*

Art. 137. § 1^{er}. Les membres du personnel du Service général de l'Inspection nommés à titre définitif ou stagiaires ou désignés à titre provisoire sont démis de leurs fonctions, d'office et sans préavis:

1° s'ils n'ont pas été nommés à titre définitif ou admis au stage ou désignés à titre provisoire de façon régulière;

2° s'ils cessent de répondre aux conditions suivantes:

a) être belge ou ressortissant d'un autre État membre de l'Union européenne, sauf dérogation accordée par le Gouvernement;

b) jouir des droits civils et politiques;

c) avoir satisfait aux lois sur la milice;

d) être de conduite irréprochable;

3° si après une absence autorisée, ils négligent, sans motif valable, de reprendre leur service et restent absents pour une période ininterrompue de plus de dix jours;

4° s'ils abandonnent, sans motif valable, leur emploi et restent absents pendant une période ininterrompue de plus de dix jours;

5° s'ils se trouvent dans les cas où l'application des lois civiles et pénales entraîne la cessation des fonctions;

6° s'ils sont atteints d'une invalidité prématurée dûment constatée dans les conditions fixées par la loi et les mettant hors d'état de remplir leurs fonctions d'une manière complète, régulière et continue;

7° si une incompatibilité est constatée et qu'aucun recours visé à l'article 48 n'a été introduit ou que le membre du personnel refuse de mettre fin à une occupation incompatible, le cas échéant après épuisement de la procédure;

8° s'ils sont mis à la retraite pour limite d'âge.

Art. 138. Pour les membres du personnel du Service général de l'Inspection nommés à titre définitif ou stagiaires, entraînent également la cessation définitive des fonctions:

1° la démission volontaire: le membre du personnel ne peut abandonner son service qu'à condition d'y avoir été dûment autorisé conformément à l'article 55;

2° la sanction disciplinaire de la démission disciplinaire ou de la révocation visées à l'article 105.

Art. 139. Sans préjudice de l'application de l'article 137 du présent décret, moyennant un préavis de quinze jours, le Gouvernement peut mettre fin au stage d'un membre du personnel désigné en tant que stagiaire dans une fonction de promotion d'inspecteur.

Préalablement à toute décision du Gouvernement, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le fonctionnaire général désigné par le Gouvernement ou l'Inspecteur général coordonnateur qu'il délègue à cet effet.

La convocation à l'audition ainsi que les motifs en raison desquels le Gouvernement envisage de mettre fin au stage sont notifiés au membre du personnel cinq jours ouvrables au moins avant son audition, soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception.

Au cours de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un représentant d'une organisation syndicale agréée, par un avocat ou par un défenseur choisi parmi les membres du personnel du Service général de l'Inspection, en activité de service ou retraités.

L'audition fait l'objet d'un procès-verbal.

La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel, dûment convoqué, ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté.

Le Gouvernement prend sa décision dans les dix jours de la transmission du procès-verbal.

**TITRE IV. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES
ET MODIFICATIVE, DISPOSITION ABROGATOIRE ET DISPOSITION FINALE**

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions transitoires*

Art. 140. Par dérogation à l'article 3, alinéa 3, 1° et 2°, le Service général de l'Inspection comprend jusqu'au 1^{er} septembre 2020:

a) un Service de l'Inspection de l'Enseignement fondamental ordinaire, dirigé par un Inspecteur général assisté de trois Inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement fondamental ordinaire;

b) un Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire ordinaire, dirigé par un Inspecteur général assisté de trois Inspecteurs chargés de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement secondaire ordinaire;

c) un Service de l'Inspection de l'Enseignement spécialisé, dirigé par un inspecteur chargé de la coordination de l'inspection au niveau de l'enseignement spécialisé.

Les services visés à l'alinéa 1^{er} sont chargés, chacun pour ce qui les concerne ou en collaboration entre eux, des missions visées à l'article 4.

Art. 141. Sous réserve de l'alinéa 2, les membres du personnel qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont nommés à titre définitif à la fonction d'inspecteur en vertu du décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques, sont réputés nommés à titre définitif au sein du Service général de l'Inspection dans la même fonction, à la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Les membres du personnel qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont nommés à titre définitif à la fonction d'inspecteur d'un cours de religion en vertu de l'article 9, alinéa 1^{er}, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, sont réputés nommés à titre définitif au sein du Service général de l'Inspection à la date d'entrée en vigueur du présent décret, à la fonction d'inspecteur correspondante (tableau de l'annexe I^{re}).

Les membres du personnel qui, à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret, sont désignés et nommés par leur chef de culte pour l'inspection d'un cours de religion en vertu de l'article 9, alinéas 2 et 3, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, sont réputés nommés à titre définitif au sein du Service général de l'Inspection à la date d'entrée en vigueur du présent décret, à la fonction d'inspecteur correspondante (tableau de l'annexe I^{re}).

Art. 142. L'Inspecteur général coordonnateur, les Inspecteurs généraux et les Inspecteurs chargés de la coordination de l'Inspection désignés en cette qualité à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret sont réputés désignés respectivement comme Inspecteur général coordonnateur, comme Inspecteurs généraux et comme Inspecteurs coordonnateurs, au sein du même service, ceci jusqu'au terme de leur mandat en cours à la date de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 143. Par dérogation à l'article 57, les membres du personnel désignés à titre provisoire en qualité d'inspecteur à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret continuent à bénéficier de leur désignation à titre provisoire.

Parmi les membres du personnel désignés à titre provisoire visés à l'alinéa 1^{er}, ceux qui occupent un emploi qui n'est plus repris dans le cadre visé à l'article 9, alinéa 2, continuent à bénéficier de leur désignation à titre provisoire jusqu'au 31 août 2023.

Parmi les membres du personnel désignés à titre provisoire visés à l'alinéa 1^{er}, ceux qui occupent un emploi qui est repris dans le cadre visé à l'article 9, alinéa 2, continuent à bénéficier de leur désignation à titre provisoire jusqu'à l'entrée en stage des inspecteurs-stagiaires désignés en vertu du présent décret.

Si le nombre d'entrées en stage par fonction conformément au cadre arrêté pour la première fois après l'entrée en vigueur du présent décret en vertu de l'article 9, alinéa 2, est inférieur au nombre de membres du personnel désignés à titre provisoire dans la fonction correspondante, il est mis fin par priorité aux désignations à titre provisoire les plus récentes.

Art. 144. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 21, les membres du personnel désignés à titre provisoire en qualité d'inspecteur à la veille de l'entrée en vigueur du présent décret sont dispensés de l'épreuve visée à l'article 17 pour autant qu'ils aient obtenu la mention « favorable » à l'évaluation prévue à l'article 89 du présent décret.

Dans l'hypothèse où l'inspecteur désigné à titre provisoire se prévalant du bénéfice de l'alinéa 1^{er} n'a pas fait l'objet de l'évaluation visée à l'article 89, § 2, avant le 1^{er} janvier 2020, celle-ci est réputée favorable.

§ 2. Par dérogation à l'article 18, alinéa 1^{er}, les membres du personnel visés au paragraphe 1^{er} qui répondent à tout appel à candidatures lancé en application de l'article 12 pour une fonction d'inspecteur qu'ils occupent à titre provisoire, font de plein droit partie du nombre de candidats retenus dans le premier classement d'admission établi pour cette fonction et qui suit l'entrée en vigueur du présent décret. Ils en occupent les premières places par ordre d'ancienneté de fonction dans le Service.

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives*

Art. 145. À l'article 9, l'alinéa 1^{er} de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement est remplacée par ce qui suit:

« L'inspection des cours de religion dans les établissements d'enseignement organisé et subventionné par la Communauté française est assurée par les inspecteurs des cours de religion nommés conformément au décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection. ».

Art. 146. À l'article 9 de la même loi, les alinéas 2, 3 et 4 sont abrogés.

Art. 147. L'intitulé de l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française est remplacé par un intitulé rédigé comme suit:

« Arrêté royal fixant le statut des maîtres et des professeurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française ».

Art. 148. À l'article 1^{er}, l'alinéa 1^{er} du même arrêté royal est remplacé par un nouvel alinéa rédigé comme suit:

« Le présent arrêté s'applique aux maîtres de religion et aux professeurs de religion des religions catholique, protestante, israélite, orthodoxe et islamique des établissements d'enseignement de la Communauté française. ».

Art. 149. L'article 31 et l'article 32, alinéa 2, du même arrêté royal sont abrogés.

Art. 150. L'article 3, paragraphe 1^{er}, 2^o, de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités est complété par les termes suivants:

« e) du Service général de l'Inspection relevant du Gouvernement de la Communauté française ».

Art. 151. L'article 61 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, abrogé par le décret du 27 mars 2002, est rétabli dans la rédaction suivante:

« Article 61. § 1^{er}. Il est créé au sein du Ministère une Cellule intermédiaire de coordination dont les membres sont:

- 1° le fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système éducatif ou son délégué;
- 2° l'Inspecteur général coordonnateur du Service général de l'Inspection ou son délégué;
- 3° le Délégué coordonnateur Service général de Pilotage des Écoles et des Centres psycho-médico-sociaux ou son délégué.

La Cellule intermédiaire de coordination:

1° assure la coordination entre le Service général de l'Inspection et le Service général du Pilotage des Ecoles et des Centres psycho-médico-sociaux, ainsi que son rôle de coordination entre les deux Services généraux précités et les services et directions qui sont placés au sein de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif;

2° exerce les missions qui lui sont confiées par le décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection;

3° exerce les missions qui lui sont confiées par le décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs;

4° exerce toute autre mission qui lui est confiée par le Gouvernement.

§ 2. La Cellule intermédiaire de coordination fixe son règlement d'ordre intérieur. Il est approuvé par le Gouvernement. Il prévoit au moins que:

1° le fonctionnaire en charge de la Direction générale du Pilotage du Système Éducatif ou son délégué la préside et en fixe l'ordre du jour;

2° la Cellule intermédiaire de coordination se réunit au moins une fois par mois sauf pendant les mois de juillet et août et prévoit les modalités de concertation en urgence, notamment dans le cas des missions d'investigation et de contrôle spécifique;

3° les décisions sont prises dans le respect de la règle du consensus;

4° lorsque la Cellule intermédiaire de coordination exerce une mission visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2°, le Délégué coordonnateur du Service général de Pilotage des Ecoles et des Centres psycho-médico-sociaux ou son délégué siège en tant qu'observateur;

5° lorsque la Cellule intermédiaire de coordination exerce une mission visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 3°, l'Inspecteur général coordonnateur du Service général de l'Inspection ou son délégué siège en qualité d'observateur;

6° si la Cellule intermédiaire de coordination exerce une mission liée aux articles 4, §§ 2 et 5, 5, §§ 2, 3, et 8, 6, §§ 1^{er} et 4, et 7, §§ 2 et 5, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection, elle invite le Directeur de la Direction des standards éducatifs et des évaluations ainsi que le fonctionnaire général en charge du Service général de l'analyse et de la prospective qui siègent en tant qu'observateurs;

7° si la Cellule intermédiaire de coordination exerce une mission liée aux articles 5, § 1^{er}, 5°, et 7, § 1^{er}, 4, du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de pilotage des écoles et Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs, elle invite le Directeur des standards éducatifs et des évaluations ainsi que le fonctionnaire général en charge du Service général de l'analyse et de la prospective qui siègent en tant qu'observateurs. ».

Art. 152. L'article 1^{er}, § 2, du décret du 13 septembre 2018 portant création du Service général de Pilotage des Ecoles et des Centres psycho-médico-sociaux et fixant le statut des directeurs de zone et délégués au contrat d'objectifs est complété par un 13° rédigé comme suit:

« 13° « La Cellule intermédiaire de coordination »: la cellule créée par l'article 61 du Décret missions. ».

Art. 153. L'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, du même décret est remplacé par la disposition suivante:

« La Cellule intermédiaire de coordination exerce la coordination entre le Service général de l'Inspection et le Service général du Pilotage des Ecoles et des Centres psycho-médico-sociaux, ainsi que la coordination entre les deux Services généraux précités et les services et directions placés au sein de la Direction générale du Pilotage du Système Educatif. ».

Art. 154. L'article 37 du même décret est remplacé par ce qui suit:

« Art. 37. Est incompatible avec la qualité de membre du personnel, l'exercice de tout mandat, en ce compris syndical, auprès d'un pouvoir organisateur ou d'une fédération de pouvoirs organisateurs dont un ou plusieurs établissement(s) d'enseignement est (sont) compris(s) dans le territoire sur lequel le membre du personnel exerce la fonction de directeur de zone ou de délégué au contrat d'objectifs. ».

Art. 155. Dans les articles 67 et 82 du même décret, le paragraphe 4 est chaque fois complété les alinéas rédigés comme suit:

« Le membre du personnel visé à l'alinéa 1^{er}, peut introduire, par envoi recommandé, un recours écrit contre la décision de non-réussite du stage, par la voie hiérarchique, dans les dix jours de sa notification auprès de la Chambre de recours visée à l'article 121. Ce recours est suspensif.

La Chambre de recours remet son avis au Gouvernement dans un délai maximum d'un mois à partir de la date de réception du recours. Le Gouvernement prend sa décision et attribue la mention d'évaluation au membre du personnel stagiaire dans un délai maximum d'un mois à dater de la réception de l'avis. ».

Art. 156. L'article 123 du même décret est remplacé par ce qui suit:

« Art. 123. La Chambre de recours est composée:

1° d'un président et d'un président suppléant désignés par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux de rang 16 au moins;

2° de trois membres désignés par le Gouvernement parmi les fonctionnaires généraux de l'Administration générale de l'Enseignement de rang 15 au moins;

3° de trois membres désignés par les organisations syndicales représentatives parmi les directeurs de zone, chaque organisation syndicale disposant au moins d'un représentant;

4° d'un secrétaire désigné par le Gouvernement parmi les agents de niveau 2+ au moins des Services du Gouvernement. ».

Art. 157. L'article 146 du même décret est remplacé par ce qui suit:

« Art. 146. Le mandat de Délégué coordonnateur est pourvu pour la première fois lorsque le Service général est pourvu conformément à l'article 143 et que les membres du personnel admis au stage en vertu de l'article 144 ont achevé celui-ci.

Pour la première désignation dans l'emploi de Délégué coordonnateur, il est dérogé à la condition visée à l'article 44, alinéa 1^{er}, 2^o.

Dans l'attente, le Directeur général assure les missions du Délégué coordonnateur. ».

CHAPITRE III. — *Disposition abrogatoire*

Art. 158. Est abrogé, à la date d'entrée en vigueur du présent décret, le décret du 8 mars 2007 relatif au service général de l'inspection, au service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et au statut des membres du personnel du service général de l'inspection et des conseillers pédagogiques, à l'exception des articles 4, 5, 17 à 25, et 149 à 156.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, l'article 162 du décret du 8 mars 2007 précité est abrogé le 1^{er} septembre 2022.

CHAPITRE IV. — *Disposition finale*

Art. 159. L'article 7, § 1^{er}, entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Art. 160. Les articles 152 à 157 entrent en vigueur le jour de la publication du présent décret au *Moniteur belge*.

Art. 161. A l'exception des dispositions dont l'entrée en vigueur est fixée par les articles 159 et 160, le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2019.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 janvier 2019.

Le Ministre-Président et Ministre en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports et de la Promotion
de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. FLAHAUT

—
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 720-1. – Amendement de commission, n° 720-2. — Rapport de commission, n° 720-3. — Texte adopté en commission, n° 720-4. — Texte adopté en séance plénière, n° 720-5.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 9 janvier 2019.

Annexe au Décret relatif au Service général de l'Inspection

« Annexe - Fonctions dont doivent être titulaires les membres du personnel qui souhaitent accéder à la fonction d'inspecteur » »

| Anciennes fonctions d'inspecteur du Service général de l'Inspection telles que prévues par l'article 28 du décret du 8 mars 2007 | Fonctions d'inspecteur du Service général de l'Inspection | Fonctions dont doivent être titulaires les membres du personnel |
|--|---|--|
| 1. Inspecteur de l'enseignement maternel ordinaire | 1. Inspecteur de l'enseignement maternel ordinaire | a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : instituteur maternel, instituteur maternel chargé des cours en immersion b) directeur d'école maternelle ou fondamentale, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé c) directeur d'école maternelle ou fondamentale, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire |
| 2. Inspecteur de l'enseignement primaire ordinaire | 2. Inspecteur de l'enseignement primaire ordinaire | a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : instituteur primaire, instituteur primaire chargé des cours en immersion b) directeur d'école primaire ou fondamentale, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé c) directeur d'école primaire ou fondamentale, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire |

| | | |
|--|--|--|
| <p>3. Inspecteur des cours d'éducation physique dans l'enseignement primaire ordinaire</p> | <p>3. Inspecteur des cours d'éducation physique dans l'enseignement primaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : maître d'éducation physique b) directeur d'école primaire ou fondamentale, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé c) directeur d'école primaire ou fondamentale, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |
| <p>4. Inspecteur des cours de seconde langue dans l'enseignement fondamental ordinaire</p> | <p>4. Inspecteur des cours de seconde langue dans l'enseignement fondamental ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : maître de seconde langue b) directeur d'école primaire ou fondamentale, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé c) directeur d'école primaire ou fondamentale, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |
| <p>5. Inspecteur des cours demorale non confessionnelle dans l'enseignement primaire ordinaire et spécialisé</p> | <p>5. Inspecteur des cours de morale non confessionnelle dans l'enseignement primaire ordinaire et spécialisé</p> | <p>a) maître de morale b) directeur d'école primaire ou fondamentale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a)</p> |
| <p>Cette fonction n'existe pas</p> | <p>6. Inspecteur des cours de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement primaire ordinaire et spécialisé</p> | <p>XXX</p> |
| <p>Cette fonction n'est pas visée par l'article 28 du décret du 8 mars 2007</p> | <p>7. Inspecteur des cours de religion israéliite dans l'enseignement primaire ordinaire et spécialisé</p> | <p>a) maître de religion israéliite b) directeur d'école primaire ou fondamentale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a)</p> |

| | | |
|---|---|--|
| <p>Cette fonction n'est pas visée par l'article 28 du décret du 8 mars 2007</p> | <p>8. Inspecteur des cours de religion orthodoxe dans l'enseignement primaire ordinaire et spécialisé</p> | <p>a) maître de religion orthodoxe b) directeur d'école primaire ou fondamentale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a)</p> |
| <p>Cette fonction n'est pas visée par l'article 28 du décret du 8 mars 2007</p> | <p>9. Inspecteur des cours de religion protestante dans l'enseignement primaire ordinaire et spécialisé</p> | <p>a) maître de religion protestante b) directeur d'école primaire ou fondamentale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a)</p> |
| <p>Cette fonction n'est pas visée par l'article 28 du décret du 8 mars 2007</p> | <p>10. Inspecteur des cours de religion islamique dans l'enseignement primaire ordinaire et spécialisé</p> | <p>a) maître de religion islamique b) directeur d'école primaire ou fondamentale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a)</p> |
| <p>Cette fonction n'est pas visée par l'article 28 du décret du 8 mars 2007</p> | <p>11. Inspecteur des cours de religion catholique dans l'enseignement primaire ordinaire et spécialisé</p> | <p>a) maître de religion catholique b) directeur d'école primaire ou fondamentale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a)</p> |
| <p>12. Inspecteur des cours de langues anciennes dans l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>12. Inspecteur des cours de latin et grec ancien dans l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : Professeur de cours généraux latin DI/DS et/ou Professeur de cours généraux grec ancien DI/DS b) fonction de promotion ou de sélection dans l'enseignement de plein exercice ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) c) fonction de promotion ou de sélection dans l'enseignement ordinaire de plein exercice, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) dans l'enseignement de promotion sociale</p> |

| | | |
|---|---|---|
| <p>13. Inspecteur des cours de français au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>13. Inspecteur des cours de français au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux français au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |
| <p>14. Inspecteur des cours de français au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>14. Inspecteur des cours de français au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux français au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |
| <p>15. Inspecteur des cours de langues romanes dans l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>15. Inspecteur des cours d'espagnol et italien dans l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeurs de cours généraux espagnol et professeurs de cours généraux italiens au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire; b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |

| | | |
|--|--|---|
| <p>16. Inspecteur des cours de langues germaniques au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>16. Inspecteur des cours d'anglais, néerlandais et allemand au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux anglais, professeurs de cours généraux néerlandais, professeurs de cours généraux allemand, au degré inférieur de l'enseignement secondaire. b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |
| <p>17. Inspecteur des cours de langues germaniques au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>17. Inspecteur des cours d'anglais, néerlandais et allemand au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux anglais, professeurs de cours généraux néerlandais, professeurs de cours généraux allemand, au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |
| <p>18. Inspecteur des cours d'histoire et de sciences sociales au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>18. Inspecteur des cours d'histoire, de sciences sociales et de sciences humaines au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux histoire ou professeur de cours généraux sciences sociales ou professeurs de cours généraux sciences humaines au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |

| | | |
|---|--|--|
| <p>19. Inspecteur des cours d'histoire au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>19. Inspecteur des cours d'histoire, de sciences sociales et de sciences humaines au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux histoire, professeurs de cours généraux sciences sociales, professeurs de cours généraux sciences humaines au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |
| <p>20. Inspecteur des cours de géographie et de sciences sociales au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>20. Inspecteur des cours de géographie et de sciences sociales au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux géographie ou professeur de cours généraux sciences sociales au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |
| <p>21. Inspecteur des cours de géographie au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>21. Inspecteur des cours de géographie et de sciences sociales au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux géographie et professeurs de cours généraux sciences sociales au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |

| | | |
|---|--|---|
| <p>22. Inspecteur des cours de mathématiques au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>22. Inspecteur des cours de mathématiques au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur des cours généraux mathématiques au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire)</p> |
| <p>23. Inspecteur des cours de mathématiques au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>23. Inspecteur des cours de mathématiques au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux mathématiques au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |
| <p>24. Inspecteur des cours de sciences et de sciences appliquées au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>24. Inspecteur des cours de sciences au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux sciences au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |

| | | |
|---|---|--|
| <p>25. Inspecteur des cours de biologie et de chimie au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>25. Inspecteur des cours de biologie et de chimie au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux chimie, professeurs de cours généraux biologie au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |
| <p>26. Inspecteur des cours de physique au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>26. Inspecteur des cours de physique au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur des cours généraux physique au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |
| <p>27. Inspecteur des cours de sciences économiques et de sciences sociales au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>27. Inspecteur des cours de sciences économiques et de sciences sociales au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux sciences économiques ou professeur de cours généraux sciences sociales au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |

| | | |
|--|---|---|
| <p>28. Inspecteur des cours de sciences économiques au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>28. Inspecteur des cours de sciences économiques au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux sciences économiques au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |
| <p>29. Inspecteur des cours de sciences sociales au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>29. Inspecteur des cours de sciences sociales au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux sciences sociales au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |
| <p>30. Inspecteur des cours de secrétariat-bureautique au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire/Inspecteur des cours de secrétariat-bureautique au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>30. Inspecteur des cours de secrétariat-bureautique dans l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeurs de cours techniques secrétariat-bureautique au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |

| | | |
|--|--|--|
| <p>31. Inspecteur des cours de dessin et arts plastiques et du secteur « arts appliqués » dans l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>31. Inspecteur des cours d'éducation plastique du secteur « arts appliqués » dans l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux éducation plastique, de cours techniques de cours de pratique professionnelle du secteur « arts appliqués » au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |
| <p>32. Inspecteur des cours d'éducation musicale dans l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>32. Inspecteur des cours d'éducation musicale dans l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux éducation musicale au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |
| <p>33. Inspecteur des cours d'éducation physique au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>33. Inspecteur des cours d'éducation physique au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux éducation physique au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |

| | | |
|--|--|---|
| <p>34. Inspecteur des cours d'éducation physique au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>34. Inspecteur des cours d'éducation physique au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours généraux éducation physique au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu de la fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |
| <p>35. Inspecteur des activités auxiliaires d'éducation dans l'enseignement ordinaire</p> | <p>35. Inspecteur des activités auxiliaires d'éducation dans l'enseignement ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : éducateur, éducateur d'internat, secrétaire- bibliothécaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |
| <p>36. Inspecteur des cours du secteur « agronomie » dans l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>36. Inspecteur des cours du secteur « agronomie » dans l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « agronomie » aux degrés inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |

| | | |
|--|--|--|
| <p>37. Inspecteur des cours du secteur « industrie » au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>37. Inspecteur des cours du secteur « industrie » au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « industrie » au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |
| <p>38. Inspecteur des cours du secteur « industrie » au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>38. Inspecteur des cours du secteur « industrie » au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « industrie » au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |

| | | |
|---|---|---|
| <p>39. Inspecteur des cours du secteur « construction » au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>39. Inspecteur des cours du secteur « construction » au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « construction » au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |
| <p>40. Inspecteur des cours du secteur « construction » au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>40. Inspecteur des cours du secteur « construction » au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « construction » au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |

| | | |
|--|--|--|
| <p>41. Inspecteur des cours du secteur « hôtellerie-alimentation » au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>41. Inspecteur des cours du secteur « hôtellerie-alimentation » au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « hôtellerie-alimentation » au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |
| <p>42. Inspecteur des cours du secteur « hôtellerie-alimentation » au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>42. Inspecteur des cours du secteur « hôtellerie-alimentation » au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « hôtellerie-alimentation » au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |

| | | |
|---|---|---|
| <p>43. Inspecteur des cours dusecteur « habillage » dans l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>43. Inspecteur des cours du secteur « habillage » dans l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « habillage » au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |
| <p>44. Inspecteur des cours du secteur « services aux personnes » au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>44. Inspecteur des cours du secteur « services aux personnes » au degré inférieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « services aux personnes » au degré inférieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |

| | | |
|---|---|---|
| <p>45. Inspecteur des cours du secteur « services aux personnes » au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>45. Inspecteur des cours du secteur « services aux personnes » au degré supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement ordinaire : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « services aux personnes » au degré supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire</p> |
| <p>Cette fonction n'existe pas</p> | <p>46. Inspecteur des cours du secteur « sciences appliquées » dans l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>XXX</p> |
| <p>Cette fonction n'existe pas</p> | <p>47. Inspecteur des cours Techniques de l'Information et de la Communication dans l'enseignement secondaire ordinaire</p> | <p>XXX</p> |
| <p>48. Inspecteur des cours de morale non confessionnelle dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé</p> | <p>48. Inspecteur des cours de morale non confessionnelle dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé</p> | <p>a) professeur de morale au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé b) fonction de promotion ou de sélection, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a)</p> |

| | | |
|--|--|--|
| Cette fonction n'existe pas | 49. Inspecteur des cours de philosophie et de citoyenneté dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé | XXX |
| Cette fonction n'est pas visée par l'article 28 du décret du 8 mars 2007 | 50. Inspecteur des cours de religion israélite dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé | a) professeur de religion israélite au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé b) fonction de promotion ou de sélection, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) |
| Cette fonction n'est pas visée par l'article 28 du décret du 8 mars 2007 | 51. Inspecteur des cours de religion orthodoxe dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé | a) professeur de religion orthodoxe au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé b) fonction de promotion ou de sélection, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) |
| Cette fonction n'est pas visée par l'article 28 du décret du 8 mars 2007 | 52. Inspecteur des cours de religion protestante dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé | a) professeur de religion protestante au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé b) fonction de promotion ou de sélection, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) |
| Cette fonction n'est pas visée par l'article 28 du décret du 8 mars 2007 | 53. Inspecteur des cours de religion islamique dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé | a) professeur de religion islamique au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé b) fonction de promotion ou de sélection, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) |
| Cette fonction n'est pas visée par l'article 28 du décret du 8 mars 2007 | 54. Inspecteur des cours de religion catholique dans l'enseignement secondaire ordinaire et spécialisé | a) professeur de religion catholique au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire ordinaire ou spécialisé b) fonction de promotion ou de sélection, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) |

| | | |
|--|--|--|
| 55. Inspecteur de l'enseignement maternel et primaire spécialisé | 55. Inspecteur de l'enseignement maternel et primaire spécialisé | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : instituteur maternel ou primaire</p> <p>b) directeur d'école maternelle, primaire ou fondamentale, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé</p> <p>c) directeur d'école maternelle, primaire ou fondamentale, dans l'enseignement ordinaire, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement spécialisé</p> |
| 56. Inspecteur des cours de français, histoire et géographie dans l'enseignement secondaire spécialisé | 56. Inspecteur des cours de français, histoire et géographie dans l'enseignement secondaire spécialisé | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : professeur de cours généraux français, professeur de cours généraux histoire ou professeur de cours généraux géographie aux degrés inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire</p> <p>b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale</p> <p>c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement spécialisé</p> |
| 57. Inspecteur des cours de mathématiques et de sciences dans l'enseignement secondaire spécialisé | 57. Inspecteur des cours de mathématiques et de sciences dans l'enseignement secondaire spécialisé | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : professeur des cours généraux mathématiques ou professeur de cours généraux sciences au degré inférieur de l'enseignement secondaire; professeur des cours généraux mathématiques, professeur de cours généraux chimie, professeurs de cours généraux biologie ou professeur de cours généraux physique au degré supérieur de l'enseignement secondaire</p> <p>b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale</p> <p>c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement spécialisé</p> |

| | | |
|---|---|---|
| <p>58. Inspecteur des cours d'éducation musicale et d'éducation plastique dans l'enseignement secondaire spécialisé</p> | <p>58. Inspecteur des cours d'éducation musicale et d'éducation plastique dans l'enseignement secondaire spécialisé</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : professeur de cours généraux éducation musicale ou professeur de cours généraux éducation plastique au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement spécialisé</p> |
| <p>59. Inspecteur des cours d'éducation physique dans l'enseignement spécialisé</p> | <p>59. Inspecteur des cours d'éducation physique dans l'enseignement spécialisé</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : professeurs de cours généraux éducation physique au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement spécialisé</p> |
| <p>60. Inspecteur des activités auxiliaires d'éducation dans l'enseignement spécialisé</p> | <p>60. Inspecteur des activités auxiliaires d'éducation dans l'enseignement spécialisé</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : éducateur, éducateur d'internat, secrétaire-bibliothécaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement spécialisé</p> |
| <p>61. Inspecteur des activités paramédicales dans l'enseignement spécialisé</p> | <p>61. Inspecteur des activités paramédicales dans l'enseignement spécialisé</p> | <p>à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : puériculteur, infirmier, kinésithérapeute, logopède, ergothérapeute, psychologue, assistant social.</p> |

| | | |
|--|--|---|
| <p>62. Inspecteur des cours des secteurs « industrie » et « arts appliqués » dans l'enseignement secondaire spécialisé</p> | <p>62. Inspecteur des cours des secteurs « industrie » et « arts appliqués » dans l'enseignement secondaire spécialisé</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « industrie » ou « arts appliqués » au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement spécialisé</p> |
| <p>63. Inspecteur des cours des secteurs « agronomie » et « construction » dans l'enseignement secondaire spécialisé</p> | <p>63. Inspecteur des cours des secteurs « agronomie » et « construction » dans l'enseignement secondaire spécialisé</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle du secteur « agronomie » ou « construction » au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement spécialisé</p> |

| | | |
|---|---|--|
| <p>64. Inspecteur des cours ds secteurs « habillage », « services aux personnes » « hôtellerie-alimentation » et « économie » dans l'enseignement secondaire spécialisé</p> | <p>64. Inspecteur des cours ds secteurs « habillage », « services aux personnes » « hôtellerie-alimentation » et « économie » dans l'enseignement secondaire spécialisé</p> | <p>a) à condition d'être exercées dans l'enseignement spécialisé : professeur de cours techniques, professeur de pratique du secteur « habillage », « services aux personnes », « hôtellerie-alimentation » ou « économie » au degré inférieur ou supérieur de l'enseignement secondaire b) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement spécialisé, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement ordinaire ou spécialisé ou de promotion sociale c) fonction de promotion ou de sélection, dans l'enseignement ordinaire ou de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement spécialisé</p> |
| <p>65. Inspecteur des cours artistiques du domaine de la musique dans l'enseignement artistique</p> | <p>65. Inspecteur des cours artistiques du domaine de la musique dans l'enseignement artistique</p> | <p>a) professeur de cours artistiques du domaine de la musique dans l'enseignement artistique b) directeur ou sous-directeur de l'enseignement artistique, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a)</p> |
| <p>66. Inspecteur des cours artistiques des domaines des arts de la parole et du théâtre, des arts du spectacle et des techniques de diffusion et de communication dans l'enseignement artistique</p> | <p>66. Inspecteur des cours artistiques des domaines des arts de la parole et du théâtre, des arts du spectacle et des techniques de diffusion et de communication dans l'enseignement artistique</p> | <p>a) professeur de cours artistiques des domaines des arts de la parole et du théâtre, des arts du spectacle et des techniques de diffusion et de communication dans l'enseignement artistique b) directeur ou sous-directeur de l'enseignement artistique, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a)</p> |
| <p>67. Inspecteur des cours artistiques du domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace dans l'enseignement artistique</p> | <p>67. Inspecteur des cours artistiques du domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace dans l'enseignement artistique</p> | <p>a) professeur de cours artistiques du domaine des arts plastiques, visuels et de l'espace dans l'enseignement artistique b) directeur ou sous-directeur de l'enseignement artistique, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a)</p> |
| <p>68. Inspecteur des cours artistiques du domaine de la danse dans l'enseignement artistique</p> | <p>68. Inspecteur des cours artistiques du domaine de la danse dans l'enseignement artistique</p> | <p>a) professeur de cours artistiques du domaine de la danse dans l'enseignement artistique b) directeur ou sous-directeur de l'enseignement artistique, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a)</p> |

| | | |
|---|---|--|
| 69. Inspecteur de la discipline psychopédagogique dans les centres psycho-médico-sociaux | 69. Inspecteur de la discipline psychopédagogique dans les centres psycho-médico-sociaux | a) conseiller psychopédagogique b) directeur de centre psycho-médico-social |
| 70. Inspecteur de la discipline sociale dans les centres psycho-médico-sociaux | 70. Inspecteur de la discipline sociale dans les centres psycho-médico-sociaux | auxiliaire social |
| 71. Inspecteur de la discipline paramédicale dans les centres psycho-médico-sociaux | 71. Inspecteur de la discipline paramédicale dans les centres psycho-médico-sociaux | auxiliaire paramédical |
| 72. Inspecteur des cours de psychologie, pédagogie et méthodologie dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance | 72. Inspecteur des cours de psychologie, pédagogie et méthodologie dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance | a) professeur des cours de psychologie-pédagogie- méthodologie, professeur de cours techniques éducatives ou professeur de cours techniques de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion, dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale |

| | | |
|--|--|--|
| <p>73. Inspecteur des cours de français dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale et à distance</p> | <p>73. Inspecteur des cours de français dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale et à distance</p> | <p>a) professeur de cours généraux français dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale</p> |
| <p>74. Inspecteur des cours de mathématiques, de sciences et de sciences appliquées dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale et à distance</p> | <p>74. Inspecteur des cours de mathématiques, de sciences et de sciences appliquées dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale et à distance</p> | <p>a) professeur de cours généraux mathématiques, professeur de cours généraux physique, professeur de cours généraux chimie, professeur de cours généraux biologie, dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale</p> |

| | | |
|--|---|---|
| <p>75. Inspecteur des cours de langues germaniques dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance</p> | <p>75. Inspecteur des cours d'anglais, néerlandais et allemand dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance</p> | <p>a) professeur de cours généraux anglais, néerlandais ou allemand dans l'enseignement secondaire supérieur et professeurs de cours généraux langues germaniques dans l'enseignement supérieur de l'enseignement de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale</p> |
| <p>76. Inspecteur des cours de langues germaniques dans l'enseignement secondaire inférieur de promotion sociale et à distance</p> | <p>76. Inspecteur des cours d'anglais, néerlandais et allemand dans l'enseignement secondaire inférieur de promotion sociale et à distance</p> | <p>a) professeur de cours généraux anglais, néerlandais ou allemand dans l'enseignement secondaire inférieur de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale</p> |
| <p>77. Inspecteur des cours de sciences économiques dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance</p> | <p>77. Inspecteur des cours de sciences économiques dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale et à distance</p> | <p>a) professeurs de cours généraux sciences économiques (ou professeur de cours techniques cours commerciaux dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale</p> |

| | | |
|--|--|--|
| <p>78. Inspecteur des cours des domaines « agronomie », « construction » et « industrie » dans l'enseignement secondaire supérieur et de promotion sociale et à distance</p> | <p>78. Inspecteur des cours des domaines « agronomie », « construction » et « industrie » dans l'enseignement secondaire supérieur et de promotion sociale et à distance</p> | <p>a) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle dans les domaines visés aux 3° à 14° de l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8.9.1997 déterminant les domaines de formation dans l'enseignement de promotion sociale (agronomie, construction et industrie) dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale</p> |
| <p>79. Inspecteur des cours des domaines « agronomie », « construction » et « industrie » dans l'enseignement secondaire inférieur de promotion sociale et à distance</p> | <p>79. Inspecteur des cours des domaines « agronomie », « construction » et « industrie » dans l'enseignement secondaire inférieur de promotion sociale et à distance</p> | <p>a) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle dans les domaines visés aux 3° à 14° de l'article 1^{er} de l'AGCF du 8.9.1997 (agronomie, construction et industrie) au degré inférieur de l'enseignement de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale</p> |

| | | |
|---|---|---|
| <p>80. Inspecteur des cours du domaine « hôtellerie-alimentation » dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale et à distance</p> | <p>80. Inspecteur des cours du domaine « hôtellerie-alimentation » dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale et à distance</p> | <p>a) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle dans le domaine visé au 15° de l'article 1er de l'AGCF du 8.9.1997 (hôtellerie et alimentation) dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale</p> |
| <p>81. Inspecteur des cours d'informatique dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale et à distance</p> | <p>81. Inspecteur des cours d'informatique dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale et à distance</p> | <p>a) professeur de cours techniques informatiques ou informatique de gestion ou informatique industrielle ou professeur de pratique professionnelle informatique ou informatique de gestion ou informatique industrielle dans l'enseignement secondaire et supérieur de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale</p> |

| | | |
|---|---|--|
| <p>82. Inspecteur des cours du domaine « arts appliqués » dans l'enseignement secondaire supérieur et de promotion sociale et à distance</p> | <p>82. Inspecteur des cours du domaine « arts appliqués » dans l'enseignement secondaire supérieur et de promotion sociale et à distance</p> | <p>a) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle dans les domaines visés aux 18° et 19° de l'article 1^{er} de l'AGCF du 8.9.1997 (arts appliqués) dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale</p> |
| <p>Inspecteur des cours du domaine « services aux personnes » (à l'exclusion du paramédical) dans l'enseignement secondaire supérieur et de promotion sociale et à distance</p> | <p>83. Inspecteur des cours du domaine « services aux personnes » (à l'exclusion du paramédical) dans l'enseignement secondaire supérieur et de promotion sociale et à distance</p> | <p>a) professeur de cours techniques, professeur de pratique professionnelle dans les domaines visés aux 31° et 32° de l'article 1^{er} de l'AGCF du 8.9.1997 (services aux personnes : services sociaux et familiaux, relations sociales) dans l'enseignement secondaire supérieur et supérieur de promotion sociale b) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de promotion sociale, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a), exercée dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance ou dans l'enseignement de promotion sociale c) fonction de sélection ou de promotion dans l'enseignement de plein exercice ou en alternance, à condition d'être issu d'une fonction visée au point a) exercée dans l'enseignement de promotion sociale</p> |

Vu pour être annexé au Décret relatif au Service général de l'Inspection.

Bruxelles, le 10 janvier 2019.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de l'Education,
M.-M. SCHYNS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2019/40370]

10 JANUARI 2019. — Decreet betreffende de algemene inspectiedienst

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL I. — *DE ALGEMENE INSPECTIEDIENST*HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. § 1. Het onderhavige decreet is van toepassing op kleuteronderwijs, basis- en middelbaar onderwijs, onderwijs voor sociale promotie, kunstonderwijs en afstandsonderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

Het is ook van toepassing op psychisch-medisch-sociale centra ingericht en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

§ 2. Voor de toepassing van het onderhavige decreet moet worden verstaan onder:

1° 'sturingscommissie': de sturingscommissie opgericht door het decreet van 27 maart 2002 betreffende de sturing van het onderwijssysteem van de Franse Gemeenschap;

2° 'takendecreet': het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

3° 'onderwijs van het pedagogisch continuüm': de opleiding van het kleuteronderwijs, het basisonderwijs en de eerste graad van het secundair onderwijs, zoals bepaald in artikel 13, §§ 1, 2 en *3bis* van het takendecreet;

4° het 'Institut de la formation en cours de carrière': het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan opgericht door het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psychisch-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan;

5° 'secundair overgangs- en kwalificatieonderwijs': de onderwijsopleiding bedoeld in de artikels 24 en 34 van het takendecreet;

6° 'scholen' of 'onderwijsinrichtingen': de onderwijsinrichtingen. Voor de toepassing van de bepalingen betreffende de inspectie in het afstandsonderwijs, worden de scholen of onderwijsinrichtingen geacht tot het afstandsonderwijs te behoren;

7° 'PMS-centra': de psychisch-medisch-sociale centra ingericht en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

8° 'zonedirecteur': het lid van de Algemene Dienst Sturing van scholen en psychisch-medisch-sociale centra bedoeld in artikel 3, § 2, 1°, van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene Dienst Sturing van scholen en psychisch-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst die, voor een bepaalde zone, met name bevoegd is voor de contractualiseringsprocedure van de sturingsplannen, voor de follow-up van de uitvoeringsgraad ervan en voor de evaluatie van de doelstellingenovereenkomsten bedoeld in artikel 67 van het takendecreet, voor de aanname en follow-up van de aanpassingshulpmiddelen bedoeld in artikel 68 van datzelfde decreet alsook voor de coördinatie van afgevaardigden van de doelstellingenovereenkomst;

9° 'afgevaardigde van de doelstellingenovereenkomst': het lid van de Algemene Dienst Sturing van scholen en psychisch-medisch-sociale centra bedoeld in artikel 3, § 2, 2°, van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene Dienst Sturing van scholen en psychisch-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst die, onder de bevoegdheid van de zonedirecteur, met name bevoegd is voor de contractualiseringsprocedure van de sturingsplannen, voor de follow-up van de uitvoeringsgraad ervan en voor de evaluatie van de doelstellingenovereenkomsten, alsook voor de contractualiseringsprocedure van de aanpassingshulpmiddelen, voor de follow-up en de evaluatie van de uitvoeringsgraad ervan en voor de evaluatie van de implementatie van de samenwerkingsprotocollen;

10° 'cel voor coördinatiebemiddeling': de cel voor coördinatiebemiddeling opgericht door artikel 61 van het takendecreet;

11° 'doelstellingenovereenkomst': de overeenkomst bedoeld in artikel 67, § 6, van het takendecreet;

12° 'sturingsplan': het plan bedoeld in artikel 67, § 2 het takendecreet;

13° 'aanpassingshulpmiddel': het hulpmiddel bedoeld in artikel 68, § 4, van het takendecreet;

14° 'samenwerkingsprotocol': het protocol bedoeld in artikel 68, § 7, van het takendecreet;

15° 'werkdagen': kalenderdagen behalve zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen.

Art. 2. Voor de goede leesbaarheid van de tekst is het gebruik in onderhavig decreet van mannelijke namen voor de verschillende titels en functies gemeenschluchtig, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep.

Art. 3. Bij de Regering wordt een algemene inspectiedienst opgericht, die onder leiding van een coördinerende inspecteur-generaal staat.

De cel voor coördinatiebemiddeling voert de coördinatie tussen de algemene inspectiedienst en de Algemene Dienst Sturing van scholen en psychisch-medisch-sociale centra, alsook de coördinatie tussen beide hiervoor genoemde algemene diensten en de diensten en directies binnen de algemene directie voor begeleiding van het onderwijssysteem.

Die algemene inspectiedienst bestaat uit de volgende diensten:

1° een inspectiedienst voor het onderwijs van het pedagogisch continuüm, onder leiding van een inspecteur-generaal en vijf coördinerende inspecteurs die, onder leiding van de inspecteur-generaal, belast zijn met de coördinatie van de inspectietaken op het niveau van het onderwijs van het pedagogisch continuüm;

2° een inspectiedienst voor het secundair overgangs- en kwalificatieonderwijs, onder leiding van een inspecteur-generaal en twee coördinerende inspecteurs die, onder leiding van de inspecteur-generaal, belast zijn met de coördinatie van de inspectietaken op het niveau van het secundair overgangs- en kwalificatieonderwijs;

3° een inspectiedienst voor het onderwijs voor sociale promotie en het afstandsonderwijs van de Franse Gemeenschap met e-learning, onder leiding van een coördinerende inspecteur die belast is met de coördinatie van inspectietaken op het niveau van het onderwijs voor sociale promotie en het afstandsonderwijs;

4° een inspectiedienst voor het kunstsonderwijs, onder leiding van een coördinerende inspecteur die belast is met de coördinatie van de inspectietaken op het niveau van het kunstsonderwijs;

5° een inspectiedienst voor het kunstsonderwijs, onder leiding van een coördinerende inspecteur die belast is met de coördinatie van de inspectietaken op het niveau van het kunstsonderwijs;

De algemene inspectiedienst krijgt administratieve hulp van de Algemene Dienst Sturing van het onderwijssysteem.

HOOFDSTUK II. — *De algemene inspectiedienst*

Art. 4. § 1. De inspectiediensten bedoeld in artikel 3, lid 3, 1° tot 2°, worden, elk voor wat hen aanbelangt of in onderlinge samenwerking, belast met audits die betrekking hebben op:

1° de inrichtingen waarvoor de cel voor coördinatiebemiddeling de auditaanvraag van een lid van de Algemene Dienst Sturing van scholen en psychisch-medisch-sociale centra of door de betrokken inrichtende macht valideert, ofwel in het geval van weigering of ongeschiktheid van een inrichting om haar sturingsplan op te stellen, ofwel na de tussentijdse of eindevaluatie van de doelstellingenovereenkomst zoals bedoeld in artikel 67, § 9, van het takendecreet;

2° de inrichtingen waarvan de prestaties aanzienlijk afwijken in de zin van artikel 68, § 1, van het takendecreet.

De Regering bepaalt de algemene methodologie op basis waarvan de in lid 1 bedoelde taken worden uitgevoerd.

Voor elke audit legt de cel voor coördinatiebemiddeling het bereik en de grenzen van het aan de algemene inspectiedienst toegekende mandaat vast voor de behoeften van de taak. De coördinerende inspecteur-generaal bepaalt, in overleg met de cel voor coördinatiebemiddeling, de inrichting en de specifieke methodologie op basis waarvan de taak wordt uitgevoerd.

Voor elke audit moet, binnen de 15 werkdagen na voltooiing, een diagnose worden opgesteld, die is opgenomen in een verslag waarvan het model wordt bepaald door de Regering, op voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal, en bedoeld voor de cel voor coördinatiebemiddeling alsook de gecontroleerde inrichting. In dit kader handelt de algemene inspectiedienst via aanbevelingen.

Indien, in het kader van het mandaat van een audit, een ernstige tekortkoming wordt vastgesteld, die aanleiding zou geven tot een taak bedoeld in paragraaf 3, moet dit worden vermeld in het in lid 4 genoemde verslag. Hierover kan een apart verslag worden opgemaakt, dat onmiddellijk, langs hiërarchische weg, wordt overgemaakt aan de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem.

§ 2. De inspectiediensten bedoeld in lid 1 worden, elk voor wat hen aanbelangt of in onderlinge samenwerking, belast met de evaluatietaken met betrekking tot de implementatie van een pedagogisch of educatief hulpmiddel binnen het school- of educatief systeem in toepassing van een decretale of reglementaire bepaling of in toepassing van een experimenteel hulpmiddel waarvoor de Regering de toestemming heeft gegeven.

De Regering bepaalt de nadere regels op basis waarvan de in lid 1 bedoelde taken worden uitgevoerd.

De in lid 1 bedoelde taken worden uitgevoerd op vraag van de Regering, eventueel geformuleerd op voordracht van de Algemene Inspectiedienst, via de cel voor coördinatiebemiddeling.

Voor elke evaluatietask legt de cel voor coördinatiebemiddeling het bereik en de grenzen van het aan de algemene inspectiedienst toegekende mandaat vast voor de behoeften van de taak. De coördinerende inspecteur-generaal bepaalt, in overleg met de cel voor coördinatiebemiddeling, de inrichting en de specifieke methodologie op basis waarvan de taak wordt uitgevoerd.

Voor elke evaluatietask moet, binnen de 15 werkdagen na voltooiing, een uitgebreid verslag worden opgesteld, waarvan het model wordt bepaald door de Regering, op voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal, en bedoeld voor de Regering via de cel voor coördinatiebemiddeling. In dit kader handelt de algemene inspectiedienst via aanbevelingen.

Indien, in het kader van het mandaat van een evaluatietask, een ernstige tekortkoming wordt vastgesteld, die aanleiding zou geven tot een taak bedoeld in lid 3, moet dit worden vermeld in het in lid 5 genoemde verslag. Hierover kan een apart verslag worden opgemaakt, dat onmiddellijk, langs hiërarchische weg, wordt overgemaakt aan de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem.

§ 3. De inspectiediensten bedoeld in lid 1 worden, elk voor wat hen aanbelangt of in onderlinge samenwerking, belast met de specifieke onderzoeks- en toezichthoudende taken met betrekking tot een vermoeden van een of meer ernstige tekortkoming(en), vermeld in het verslag opgesteld in het kader van een in lid 1 of 2 bedoelde taak of op vraag van de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie van niet-verplicht onderwijs.

De volgende tekortkomingen zijn, in de zin van lid 1, ernstige tekortkomingen:

1° de naleving van de artikels 6, 8, 10, 12, 13, 15, 16, § 3, 24, 34 en 78 van het takendecreet;

2° het studieniveau zoals gepreciseerd in de artikels 20, 31 en 55 van het takendecreet;

3° de naleving van de studieprogramma's die door de Regering werden vastgelegd of goedgekeurd overeenkomstig de artikels 17, 27, 36 en 50 van het takendecreet;

4° de naleving van de artikels 2, 8, 27, 45, 46, 48, 50, 51, 54, 55 en 57 van het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;

5° de samenhang van de praktijken, met inbegrip van de evaluatiepraktijken;

6° de geschiktheid van het didactisch materiaal en de schooluitrusting voor de pedagogische noodwendigheden;

7° de segregatiemechanismen;

8° de naleving van de regels inzake kosteloosheid;

9° de naleving van de neutraliteit, waar die neutraliteit verplicht is;

10° de naleving van de decreetvoorschriften inzake opleiding tijdens de loopbaan.

In het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs wordt de taak bedoeld in lid 1 uitgeoefend in het kader van het toezicht op de voorwaarden voor de toekenning van de subsidies, zoals bepaald in artikel 24, § 2, lid 2, en § 2bis, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

De Regering bepaalt de nadere regels en de algemene methodologie op basis waarvan de taken bedoeld in lid 1 worden uitgevoerd, met dien verstande dat het recht om het standpunt van betrokkenen te laten gelden, wordt gewaarborgd.

De in lid 1 bedoelde taken worden uitgevoerd op vraag van de Regering of de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie van verplicht onderwijs of de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem.

Voor elke in lid 1 bedoelde taak, bepaalt de cel voor coördinatiebemiddeling, in voorkomend geval uitgebreid met de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie van verplicht onderwijs de omvang en de grenzen van het aan de Algemene Inspectiedienst toegekende mandaat voor de behoeften van de taak. De coördinerende inspecteur-generaal bepaalt, in overleg met de cel voor coördinatiebemiddeling, de inrichting en de specifieke methodologie op basis waarvan de taak wordt uitgevoerd.

Voor elke specifieke onderzoeks- en toezichthoudende taak bedoeld in lid 1 moet, binnen de 15 werkdagen na voltooiing, een uitgebreid verslag worden opgesteld, waarvan het model wordt bepaald door de Regering, op voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal. Dit verslag bevat met name inlichtingen en raadgevingen in verband met de vaststellingen gedaan in het kader van deze taak en wordt langs hiërarchische weg overgemaakt aan de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal en aan de betrokken inrichtende macht.

De inrichtende macht die geen gevolg wil geven aan een ongunstig verslag dat door een personeelslid van de algemene inspectiedienst wordt opgesteld in uitvoering van een taak bedoeld in lid 1, moet deze beslissing motiveren bij de ambtenaar-generaal bedoeld in lid 7, binnen de maand die volgt op de datum van ontvangst van dat verslag, via de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem.

§ 4. De in lid 1 bedoelde inspectiediensten worden, elk voor wat hen aanbelangt of in onderlinge samenwerking, belast met taken met betrekking tot het beoordelen van de pedagogische vaardigheden van een personeelslid van het opvoedingsteam in het licht van de naleving van de maatstaven en de programma's.

De Regering bepaalt de nadere regels en de algemene methodologie op basis waarvan de taken bedoeld in lid 1 worden uitgevoerd, met dien verstande dat het recht om het standpunt van betrokkenen te laten gelden, wordt gewaarborgd.

De in lid 1 bedoelde taken worden uitgevoerd na een met redenen omkleed verzoek van de directeur in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs of de betrokken inrichtende macht in het gesubsidieerde onderwijs, gericht aan de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem.

De ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem stemt, na analyse van het in lid 3 bedoelde verzoek, al dan niet in met de uitvoering van de taak en maakt zijn beslissing over aan de directeur in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs of aan de betrokken inrichtende macht in het gesubsidieerde onderwijs.

Voor elke specifieke taak bedoeld in lid 1 moet, binnen de 15 werkdagen na voltooiing, een uitgebreid verslag worden opgesteld, waarvan het model wordt bepaald door de Regering, op voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal. Dit verslag bevat met name inlichtingen en raadgevingen in verband met de vaststellingen gedaan in het kader van deze taak en wordt langs hiërarchische weg overgemaakt aan de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal, die het op zijn beurt overmaakt aan de betrokken inrichtende macht. Deze laatste legt het voor visum voor aan het personeelslid dat er, in voorkomend geval, zijn eigen opmerkingen aan toevoegt. Het verslag, samen met de eventuele opmerkingen van het personeelslid, wordt vervolgens overgemaakt aan de bevoegde coördinerende inspecteur-generaal, via de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal.

De inrichtende macht die geen gevolg wil geven aan een ongunstig verslag dat door de algemene inspectiedienst wordt opgesteld in uitvoering van een taak bedoeld in lid 1, moet deze beslissing motiveren bij de ambtenaar-generaal bedoeld in lid 5, binnen de maand die volgt op de datum van ontvangst van dat verslag, via de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem.

§ 5. De inspectiediensten bedoeld in lid 1 worden, elk voor wat hen aanbelangt of in onderlinge samenwerking, belast met de taken van pedagogische bekwaamheid voor ondersteuning in het kader van:

1° het opvatten van externe evaluaties die niet met een getuigschrift worden bekrachtigd, alsook het analyseren en gebruiken van de resultaten op het niveau van de schoolinrichtingen, met name door het opvatten van didactische pistes;

2° het opvatten van externe evaluaties die met een getuigschrift worden bekrachtigd en het corrigeren door de scholen;

3° het opvatten van de evaluatiehulpmiddelen bedoeld in de artikels 19, 29, 38 en 52 van het takendecreet.

§ 6. De inspectiediensten bedoeld in lid 1 worden, elk voor wat hen aanbelangt of in onderlinge samenwerking, belast met:

1° het analyseren van de studieprogramma's bedoeld in de artikels 17, 27, 36 en 50 van het takendecreet en het opstellen van een advies over de conformiteit ervan met de maatstaven aan de sturingscommissie;

2° het geven van adviezen en formuleren van voorstellen, op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering, over alles wat tot hun bevoegdheid behoort;

3° het deelnemen aan werkgroepen, commissies en raden, krachtens de wetten, decreten en verordeningen;

4° het samenwerken met de inrichtingen voor hoger onderwijs belast met de initiële opleiding van lesgevers in het kader en volgens de door de Regering te bepalen voorwaarden;

5° het uitvoeren van alle andere taken die aan hen worden toevertrouwd door of krachtens de wetten, decreten en verordeningen.

§ 7. Afhankelijk van de noodwendigheden worden de taken bedoeld in onderhavig artikel uitgevoerd door een of meer leden van de algemene inspectiedienst.

Deze taken worden uitgevoerd op aanvullende wijze, op voorwaarde dat een audit nooit in een inrichting mag worden uitgevoerd tegelijkertijd met een evaluatietask, een specifieke onderzoeks- en toezichthoudende taak of een taak die betrekking heeft op de beoordeling van de pedagogische vaardigheden van een personeelslid van het opvoedingsteam.

Met inachtneming van de eigen methodologie en doelstellingen van de algemene inspectiedienst en met inachtneming van het mandaat op basis waarvan de taken worden uitgevoerd, hebben de inspecteurs belast met de taken bedoeld in lid 1, 2, 3 en 4, onder de verantwoordelijkheid van de coördinerende inspecteur-generaal, toegang tot de kwantitatieve gegevens in verband met het aantal leerlingen die falen, blijven zitten of overstappen naar een andere

inrichting en tot de archieven. Ze kunnen hun beoordelingen baseren op feiten die inzonderheid werden vastgesteld naar aanleiding van de begeleiding van cursussen en activiteiten, van het onderzoek van voorbereidingen, werken en documenten van leerlingen, van de resultaten die werden behaald bij de externe evaluaties die niet met getuigschriften worden bekrachtigd en door het analyseren van de hiervoor genoemde kwantitatieve gegevens.

Art. 5. § 1. In het kader van zijn bevoegdheden met betrekking tot onderwijs voor sociale promotie, wordt de inspectiedienst bedoeld in artikel 3, lid 3, 3°, belast met audits die betrekking hebben op de inrichtingen waarvoor de cel voor coördinatiebemiddeling de auditaanvraag van de diensten van de Regering of van de betrokken inrichtende macht valideert op basis van algemene doelstellingen bepaald door de Regering krachtens wetten, decreten en verordeningen van het onderwijs voor sociale promotie.

De Regering bepaalt de algemene methodologie op basis waarvan de in lid 1 bedoelde taken worden uitgevoerd. Voor elke audit legt de cel voor coördinatiebemiddeling het bereik en de grenzen van het aan de algemene inspectiedienst toegekende mandaat vast voor de behoeften van de taak. De coördinerende inspecteur-generaal bepaalt, in overleg met de cel voor coördinatiebemiddeling, de inrichting en de specifieke methodologie op basis waarvan de taak wordt uitgevoerd.

Voor elke audit moet, binnen de 15 werkdagen na voltooiing, een diagnose worden opgesteld, die is opgenomen in een verslag waarvan het model wordt bepaald door de Regering, op voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal, en bedoeld voor de cel voor coördinatiebemiddeling alsook de gecontroleerde inrichting. In dit kader handelt de algemene inspectiedienst via aanbevelingen.

Indien, in het kader van het mandaat van een audit, een ernstige tekortkoming wordt vastgesteld, die aanleiding zou geven tot een taak bedoeld in lid 4, moet dit worden vermeld in het in lid 3 genoemde verslag. Hierover kan een apart verslag worden opgemaakt, dat onmiddellijk, langs hiërarchische weg, wordt overgemaakt aan de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem.

§ 2. De inspectiedienst bedoeld in lid 1 wordt belast met de evaluatietaken met betrekking tot de implementatie van specifieke pedagogische of educatieve hulpmiddelen van het onderwijs voor sociale promotie in toepassing van een decretales of reglementaire bepaling of in toepassing van een experimenteel hulpmiddel waarvoor de Regering de toestemming heeft gegeven.

In het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs wordt de taak bedoeld in lid 1 uitgeoefend in het kader van het toezicht op de voorwaarden voor de toekenning van de subsidies, zoals bepaald in artikel 24, § 2, lid 2, 2°, en § 2bis, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

De Regering bepaalt de nadere regels op basis waarvan de in lid 1 bedoelde taken worden uitgevoerd.

De in lid 1 bedoelde taken worden uitgevoerd op vraag van de Regering, eventueel geformuleerd op voordracht van de algemene inspectiedienst, via de cel voor coördinatiebemiddeling.

Voor elke evaluatietaken legt de cel voor coördinatiebemiddeling het bereik en de grenzen van het aan de algemene inspectiedienst toegekende mandaat vast voor de behoeften van de taak. De coördinerende inspecteur-generaal bepaalt, in overleg met de cel voor coördinatiebemiddeling, de inrichting en de specifieke methodologie op basis waarvan de taak wordt uitgevoerd.

Voor elke evaluatietaken moet, binnen de 15 werkdagen na voltooiing, een uitgebreid verslag worden opgesteld, waarvan het model wordt bepaald door de Regering, op voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal, en bedoeld voor de Regering via de cel voor coördinatiebemiddeling. In dit kader handelt de algemene inspectiedienst via aanbevelingen. Na afloop van het meerjarenplan wordt een verslag over de toestand, de analyse en de conformiteit van de geëvalueerde pedagogische en educatieve hulpmiddelen van het onderwijs voor sociale promotie langs hiërarchische weg overgemaakt aan de cel voor coördinatiebemiddeling en de Regering.

Indien, in het kader van het mandaat van een evaluatietaken, een ernstige tekortkoming wordt vastgesteld, die aanleiding zou geven tot een taak bedoeld in lid 4, moet dit worden vermeld in het in lid 6 genoemde verslag. Hierover kan een apart verslag worden opgemaakt, dat onmiddellijk, langs hiërarchische weg, wordt overgemaakt aan de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem.

§ 3. De inspectiedienst bedoeld in lid 1 wordt belast met evaluatietaken met betrekking tot de implementatie van specifieke pedagogische hulpmiddelen van afstandsonderwijs van de Franse Gemeenschap met e-learning.

De Regering bepaalt de nadere regels op basis waarvan de in lid 1 bedoelde taken worden uitgevoerd.

De in lid 1 bedoelde taken worden uitgevoerd op vraag van de Regering, eventueel geformuleerd op voordracht van de algemene inspectiedienst, via de cel voor coördinatiebemiddeling.

Voor elke evaluatietaken legt de cel voor coördinatiebemiddeling het bereik en de grenzen van het aan de algemene inspectiedienst toegekende mandaat vast voor de behoeften van de taak. De coördinerende inspecteur-generaal bepaalt, in overleg met de cel voor coördinatiebemiddeling, de inrichting en de specifieke methodologie op basis waarvan de taak wordt uitgevoerd.

Voor elke evaluatietaken moet, binnen de 15 werkdagen na voltooiing, een uitgebreid verslag worden opgesteld, waarvan het model wordt bepaald door de Regering, op voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal, en bedoeld voor de cel voor coördinatiebemiddeling. In dit kader handelt de algemene inspectiedienst via aanbevelingen.

Indien, in het kader van het mandaat van een evaluatietaken, een ernstige tekortkoming wordt vastgesteld, die aanleiding zou geven tot een taak bedoeld in lid 4, moet dit worden vermeld in het in lid 5 genoemde verslag. Hierover kan een apart verslag worden opgemaakt, dat onmiddellijk, langs hiërarchische weg, wordt overgemaakt aan de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem.

§ 4. De inspectiedienst bedoeld in lid 1 wordt belast met specifieke onderzoeks- en toezichthoudende taken van het onderwijs voor sociale promotie met betrekking tot:

1° het studieniveau met verwijzing naar de pedagogische dossiers die voorlopig of definitief door de Regering worden goedgekeurd, wanneer een leemte of een bijzondere uitdaging werd ontdekt, die een objectieve externe diagnose vereist;

2° het vermoeden van een of meer ernstige tekortkomingen in het verslag opgesteld in het kader van een taak bedoeld in lid 1 of 2 of gemeld door de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie van niet-verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek.

De volgende vastgestelde of opgegeven tekortkomingen zijn, in de zin van lid 1, 2°, ernstige tekortkomingen:

1° de naleving van de artikels 7, 8, 10, 11, 13, 14, 26, 31, 34, 36, 37, 40, 42, 53, 57, 58, 60, 64, 67, 68, 70 en 120 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;

2° de naleving van de pedagogische dossiers of van de programma's die voorlopig of definitief door de Regering worden goedgekeurd overeenkomstig de geldende regelgeving;

3° de samenhang tussen de praktijken en het pedagogisch dossier, met inbegrip van de evaluatie- en valorisatiepraktijken van de verworven kennis;

4° de geschiktheid van het didactische en digitale materiaal en de schooluitrusting voor de pedagogische noodwendigheden;

5° de segregatiemechanismen;

6° de naleving van de neutraliteit, waar die neutraliteit verplicht is;

7° de naleving van de decreetvoorschriften inzake opleiding tijdens de loopbaan.

In het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs wordt de taak bedoeld in lid 1 uitgeoefend in het kader van het toezicht op de voorwaarden voor de toekenning van de subsidies, zoals bepaald in artikel 24, § 2, lid 2, 2°, en § 2*bis*, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

De Regering bepaalt de nadere regels en de algemene methodologie op basis waarvan de taken bedoeld in lid 1 worden uitgevoerd, met dien verstande dat het recht om het standpunt van betrokkenen te laten gelden, wordt gewaarborgd.

De in lid 1 bedoelde taken worden uitgevoerd op vraag van de Regering of de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie van niet-verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek of de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem.

De in lid, 1° bedoelde taken worden uitgevoerd na een met redenen omkleed verzoek van de betrokken inrichtende macht via de betrokken coördinerende inspecteur.

Voor elke in lid 1 bedoelde taak, bepaalt de cel voor coördinatiebemiddeling, in voorkomend geval uitgebreid met de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie van niet-verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek, de omvang en de grenzen van het aan de algemene inspectiedienst toegekende mandaat voor de behoeften van de taak. De coördinerende inspecteur-generaal bepaalt, in overleg met de cel voor coördinatiebemiddeling, de inrichting en de specifieke methodologie op basis waarvan de taak wordt uitgevoerd. Voor elke specifieke onderzoeks- en toezichthoudende taak bedoeld in lid 1 moet, binnen de 15 werkdagen na voltooiing, een uitgebreid verslag worden opgesteld, waarvan het model wordt bepaald door de Regering, op voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal. Dit verslag bevat met name inlichtingen en raadgevingen in verband met de vaststellingen gedaan in het kader van deze taak en wordt langs hiërarchische weg overgemaakt aan de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal en aan de betrokken inrichtende macht.

De inrichtende macht die geen gevolg wil geven aan een ongunstig verslag dat door een personeelslid van de algemene inspectiedienst wordt opgesteld in uitvoering van een taak bedoeld in lid 1, moet deze beslissing motiveren bij de ambtenaar-generaal bedoeld in lid 8, binnen de maand die volgt op de datum van ontvangst van dat verslag, via de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem.

§ 5. De inspectiedienst bedoeld in lid 1 wordt belast met specifieke onderzoeks- en toezichthoudende taken van het afstandsonderwijs van de Franse Gemeenschap met e-learning met betrekking tot:

1° het studieniveau zoals bepaald in de artikels 20, 31 en 55 van het takendecreet, met verwijzing naar het referentiesysteem voor de basisvaardigheden, de vereiste kennis en de eindvaardigheden, de opleidingsprofielen en, wanneer die niet bestaan, met verwijzing naar de door de Regering vastgelegde of goedgekeurde programma's, wanneer een leemte of een bijzondere uitdaging werd ontdekt, die een objectieve externe diagnose vereist;

2° een of meer ernstige tekortkomingen in het verslag opgesteld in het kader van een taak bedoeld in lid 3 of op verzoek van de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie van niet-verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek.

De Regering bepaalt de nadere regels en de algemene methodologie op basis waarvan de taken bedoeld in lid 1 worden uitgevoerd, met dien verstande dat het recht om het standpunt van betrokkenen te laten gelden, wordt gewaarborgd.

De in lid 1 bedoelde taken worden uitgevoerd op vraag van de Regering of de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie van niet-verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek of de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem.

Voor elke specifieke onderzoeks- en toezichthoudende taak bedoeld in lid 1 moet, binnen de 15 werkdagen na voltooiing, een uitgebreid verslag worden opgesteld, waarvan het model wordt bepaald door de Regering, op voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal. Dit verslag bevat met name inlichtingen en raadgevingen in verband met de vaststellingen gedaan in het kader van deze taak en wordt langs hiërarchische weg overgemaakt aan de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal, die het op zijn beurt overmaakt aan de directeur van het afstandsonderwijs met e-learning en aan de Regering.

De directeur van het afstandsonderwijs met e-learning die geen gevolg wil geven aan een ongunstig verslag dat door een personeelslid van de algemene inspectiedienst wordt opgesteld in uitvoering van een taak bedoeld in lid 1, moet deze beslissing motiveren bij de ambtenaar-generaal bedoeld in lid 4, binnen de maand die volgt op de datum van ontvangst van dat verslag, via de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem.

§ 6. De inspectiediensten bedoeld in lid 1 worden, elk voor wat hen aanbelangt of in onderlinge samenwerking, belast met taken met betrekking tot het beoordelen van de pedagogische vaardigheden van een personeelslid van het opvoedingsteam in het onderwijs voor sociale promotie, in het licht van de naleving van de programma's.

De Regering bepaalt de nadere regels en de algemene methodologie op basis waarvan de taken bedoeld in lid 1 worden uitgevoerd, met dien verstande dat het recht om het standpunt van betrokkenen te laten gelden, wordt gewaarborgd.

De in lid 1 bedoelde taken worden uitgevoerd na een met redenen omkleed verzoek van de directeur in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs of de betrokken inrichtende macht in het gesubsidieerde onderwijs, gericht aan de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem.

De ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem stemt, na analyse van het in lid 3 bedoelde verzoek, al dan niet in met de uitvoering van de taak en maakt zijn beslissing over aan de directeur in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs of aan de betrokken inrichtende macht in het gesubsidieerde onderwijs.

Voor elke specifieke taak bedoeld in lid 1 moet, binnen de 15 werkdagen na voltooiing, een uitgebreid verslag worden opgesteld, waarvan het model wordt bepaald door de Regering, op voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal. Dit verslag bevat met name inlichtingen en raadgevingen in verband met de vaststellingen gedaan in het kader van deze taak en wordt langs hiërarchische weg overgemaakt aan de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal, die het op zijn beurt overmaakt aan de betrokken inrichtende macht. Deze laatste legt het voor visum voor aan het personeelslid dat er, in voorkomend geval, zijn eigen opmerkingen aan toevoegt. Het verslag, samen met de eventuele opmerkingen van het personeelslid, wordt vervolgens overgemaakt aan de bevoegde coördinerende inspecteur-generaal, via de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal.

De inrichtende macht die geen gevolg wil geven aan een ongunstig verslag dat door een personeelslid van de algemene inspectiedienst wordt opgesteld in uitvoering van een taak bedoeld in lid 1, moet deze beslissing motiveren bij de ambtenaar-generaal bedoeld in lid 5, binnen de maand die volgt op de datum van ontvangst van dat verslag, via de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem.

§ 7. De inspectiediensten bedoeld in lid 1 worden, elk voor wat hen aanbelangt of in onderlinge samenwerking, belast met taken met betrekking tot het beoordelen van de pedagogische vaardigheden van een personeelslid van het opvoedingsteam in het afstandsonderwijs van de Franse Gemeenschap met e-learning, in het licht van de naleving van de programma's.

De Regering bepaalt de nadere regels en de algemene methodologie op basis waarvan de taken bedoeld in lid 1 worden uitgevoerd, met dien verstande dat het recht om het standpunt van betrokkenen te laten gelden, wordt gewaarborgd.

De in lid 1 bedoelde taken worden uitgevoerd na een met redenen omkleed verzoek van de directeur in het afstandsonderwijs met e-learning, gericht aan de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem.

De ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem stemt, na analyse van het in lid 3 bedoelde verzoek, al dan niet in met de uitvoering van de taak en maakt zijn beslissing over aan de betrokken directeur.

Voor elke specifieke taak bedoeld in lid 1 moet, binnen de 15 werkdagen na voltooiing, een uitgebreid verslag worden opgesteld, waarvan het model wordt bepaald door de Regering, op voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal. Dit verslag bevat met name inlichtingen en raadgevingen in verband met de vaststellingen gedaan in het kader van deze taak en wordt langs hiërarchische weg overgemaakt aan de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal, die het op zijn beurt overmaakt aan de betrokken directeur. Deze laatste legt het voor visum voor aan het personeelslid dat er, in voorkomend geval, zijn eigen opmerkingen aan toevoegt. Het verslag, samen met de eventuele opmerkingen van het personeelslid, wordt vervolgens overgemaakt aan de bevoegde coördinerende inspecteur-generaal, via de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal.

De directeur van het afstandsonderwijs met e-learning die geen gevolg wil geven aan een ongunstig verslag dat door een personeelslid van de algemene inspectiedienst wordt opgesteld, moet deze beslissing binnen de maand die volgt op de datum van ontvangst van dat verslag motiveren bij de ambtenaar-generaal bedoeld in lid 5, via de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem.

§ 8. De inspectiedienst bedoeld in lid 1 wordt belast met taken van pedagogische vaardigheden voor ondersteuning in het kader van het uitbrengen van advies over:

1° redelijke aanpassingen van pedagogische aard op verzoek van de inrichtende macht van een inrichting;

2° pedagogische hulpmiddelen verbonden met de digitalisering van het onderwijs voor sociale promotie, via e-learning, informatie- en communicatietechnologieën voor het onderwijs en van het afstandsonderwijs van de Franse Gemeenschap met e-learning;

3° de valorisatie van nuttige ervaring in het hoger onderwijs voor sociale promotie;

4° de modules voor afstandsonderwijs met e-learning en naleving van het programma.

§ 9. De inspectiedienst bedoeld in paragraaf 1 wordt belast met:

1° het analyseren van pedagogische dossiers van secties en eenheden van het onderwijs voor sociale promotie en het opstellen van adviezen voor de dossiers die een voorlopige goedkeuring zouden moeten krijgen;

2° het geven van adviezen en formuleren van voorstellen, op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering, over alles wat tot hun bevoegdheid behoort;

3° het deelnemen aan werkgroepen, commissies en raden, krachtens de wetten, decreten en verordeningen;

4° het samenwerken met de inrichtingen voor hoger onderwijs belast met de initiële opleiding van lesgevers in het kader en volgens de door de Regering te bepalen voorwaarden;

5° het uitvoeren van alle andere taken die aan hen worden toevertrouwd door of krachtens de wetten, decreten en verordeningen.

§ 10. Afhankelijk van de noodwendigheden worden de taken bedoeld in onderhavig artikel uitgevoerd door een of meer leden van de algemene inspectiedienst.

Deze taken worden uitgevoerd op aanvullende wijze, op voorwaarde dat een audit bedoeld in lid 1 nooit in een inrichting mag worden uitgevoerd tegelijkertijd met een evaluatietask, een specifieke onderzoeks- en toezichthoudende taak of een taak die betrekking heeft op de beoordeling van de pedagogische vaardigheden van een personeelslid van het opvoedingsteam.

Met inachtneming van de eigen methodologie en doelstellingen en met inachtneming van het mandaat op basis waarvan de taken worden uitgevoerd, kunnen de inspecteurs, via de coördinerende inspecteur, voor de taken bedoeld in lid 1, 2, 4 en 8, een beroep doen op de cel voor sturing om nuttige kwantitatieve gegevens voor het onderzoek te verzamelen. Ze kunnen hun beoordelingen baseren op feiten die inzonderheid werden vastgesteld naar aanleiding van de begeleiding van cursussen en activiteiten, van het onderzoek van voorbereidingen, werken en documenten van leerlingen/studenten, van de resultaten die werden behaald bij de externe evaluaties die niet met getuigschriften worden bekrachtigd en door het analyseren van de hiervoor genoemde kwantitatieve gegevens.

Met inachtneming van de eigen methodologie en doelstellingen en met inachtneming van het mandaat op basis waarvan de taken worden uitgevoerd, hebben de leden van de algemene inspectiedienst, voor de taken bedoeld in lid 3, 5 en 8, toegang tot de kwantitatieve gegevens met een verzoek aan de raad voor overleg en sturing van e-learning. Ze kunnen hun beoordelingen baseren op feiten die inzonderheid werden vastgesteld door het onderzoeken van

voorbereidingen, werken en documenten van leerlingen/studenten en de resultaten die werden behaald bij de evaluaties en door het analyseren van de hiervoor genoemde kwantitatieve gegevens en/of het resultaat van de gevoerde kwalitatieve onderzoeken.

Art. 6. § 1. In het kader van zijn bevoegdheden betreffende kunstonderwijs wordt de inspectiedienst bedoeld in artikel 3, lid 3, 4°, belast met de evaluatietaken met betrekking tot de implementatie van een pedagogisch of educatief hulpmiddel binnen het school- of educatief systeem in toepassing van een decreetale of reglementaire bepaling of in toepassing van een experimenteel hulpmiddel waarvoor de Regering de toestemming heeft gegeven.

De Regering bepaalt de nadere regels op basis waarvan de in lid 1 bedoelde taken worden uitgevoerd.

De in lid 1 bedoelde taken worden uitgevoerd op vraag van de Regering, eventueel geformuleerd op voordracht van de algemene inspectiedienst, via de cel voor coördinatiebemiddeling.

Voor elke evaluatietask legt de cel voor coördinatiebemiddeling het bereik en de grenzen van het aan de algemene inspectiedienst toegekende mandaat vast voor de behoeften van de taak. De coördinerende inspecteur-generaal bepaalt, in overleg met de cel voor coördinatiebemiddeling, de inrichting en de specifieke methodologie op basis waarvan de taak wordt uitgevoerd.

Voor elke evaluatietask moet, binnen de 30 werkdagen na voltooiing, een uitgebreid verslag worden opgesteld, waarvan het model wordt bepaald door de Regering, op voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal, en bedoeld voor de cel voor coördinatiebemiddeling. In dit kader handelt de algemene inspectiedienst via aanbevelingen.

Indien, in het kader van het mandaat van een evaluatietask, een ernstige tekortkoming wordt vastgesteld, die aanleiding zou geven tot een taak bedoeld in lid 2, moet dit worden vermeld in het in lid 5 genoemde verslag. Hierover kan een apart verslag worden opgemaakt, dat onmiddellijk, langs hiërarchische weg, wordt overgemaakt aan de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem.

§ 2. De inspectiedienst bedoeld in lid 1 wordt, elk voor wat hen aanbelangt of in onderlinge samenwerking, belast met de specifieke onderzoeks- en toezichthoudende taken met betrekking tot:

1° de organisatie en het studieniveau zoals bepaald in de artikels 3 tot 28 van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wanneer een leemte of een bijzondere uitdaging werd ontdekt, die een objectieve externe diagnose vereist;

2° een of meer ernstige tekortkomingen in het verslag opgesteld in het kader van een taak bedoeld in lid 1 of op verzoek van de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie van niet-verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek.

De volgende vastgestelde of opgegeven tekortkomingen zijn, in de zin van lid 1, 2°, ernstige tekortkomingen:

1° de naleving van de artikels 6, 8, 10, 12, 13, 15, 16, § 3, 24, 34 en 78 van het takendecreet, de artikels 3 en 4 van het decreet van 2 juni 1998 hiervoor;

2° de naleving van de studieprogramma's die door de Regering werden vastgelegd of goedgekeurd overeenkomstig de artikels 27, 68 en 70 van het takendecreet, de artikels 4, 20, 21 en 22 van het hiervoor genoemde decreet van 2 juni 1998;

3° de samenhang van de praktijken, met inbegrip van de evaluatiepraktijken;

4° de geschiktheid van het didactisch materiaal en de schooluitrusting voor de pedagogische noodwendigheden;

5° de segregatiemechanismen;

6° de naleving van de neutraliteit, waar die neutraliteit verplicht is;

7° de naleving van de decreetvoorschriften inzake opleiding tijdens de loopbaan.

In het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs wordt de taak bedoeld in lid 1 uitgeoefend in het kader van het toezicht op de voorwaarden voor de toekenning van de subsidies, zoals bepaald in artikel 24, § 2, lid 2, 2°, en § 2bis, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

De Regering bepaalt de nadere regels en de algemene methodologie op basis waarvan de taken bedoeld in lid 1 worden uitgevoerd, met dien verstande dat het recht om het standpunt van betrokkenen te laten gelden, wordt gewaarborgd.

De in lid 1 bedoelde taken worden uitgevoerd op vraag van de Regering of de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie van niet-verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek of de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem.

Voor elke specifieke onderzoeks- en toezichthoudende taak, bepaalt de cel voor coördinatiebemiddeling, in voorkomend geval uitgebreid met de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie van niet-verplicht onderwijs en wetenschappelijk onderzoek, de omvang en de grenzen van het aan de algemene inspectiedienst toegekende mandaat voor de behoeften van de taak. De coördinerende inspecteur-generaal bepaalt, in overleg met de cel voor coördinatiebemiddeling inrichting en de specifieke methodologie op basis waarvan de taak wordt uitgevoerd.

Voor elke specifieke onderzoeks- en toezichthoudende taak moet, binnen de 15 werkdagen na voltooiing, een uitgebreid verslag worden opgesteld, waarvan het model wordt bepaald door de Regering, op voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal. Dit verslag bevat met name inlichtingen en raadgevingen in verband met de vaststellingen gedaan in het kader van deze taak en wordt langs hiërarchische weg overgemaakt aan de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal, die het, naargelang van het geval, op zijn beurt overmaakt aan de directeur van de inrichting en aan de Regering of aan de betrokken inrichtende macht.

§ 3. De inspectiedienst bedoeld in lid 1 wordt, elk voor wat hen aanbelangt of in onderlinge samenwerking, belast met de taken met betrekking tot het beoordelen van de pedagogische vaardigheden van een leraar.

De Regering bepaalt de nadere regels en de algemene methodologie op basis waarvan de taken bedoeld in lid 1 worden uitgevoerd, met dien verstande dat het recht om het standpunt van betrokkenen te laten gelden, wordt gewaarborgd.

De in lid 1 bedoelde taken worden uitgevoerd na een met redenen omkleed verzoek van de directeur in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs of de betrokken inrichtende macht in het gesubsidieerde onderwijs, gericht aan de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem.

De ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem stemt, na analyse van het in lid 3 bedoelde verzoek, al dan niet in met de uitvoering van de taak en maakt zijn beslissing over aan de directeur in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs of aan de betrokken inrichtende macht in het gesubsidieerde onderwijs.

Voor elke specifieke taak bedoeld in lid 1 moet, binnen de 15 werkdagen na voltooiing, een uitgebreid verslag worden opgesteld, waarvan het model wordt bepaald door de Regering, op voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal. Dit verslag bevat met name inlichtingen en raadgevingen in verband met de vaststellingen gedaan in het kader van deze taak en wordt langs hiërarchische weg overgemaakt aan de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal die het op zijn beurt overmaakt aan de directeur van de door de Franse Gemeenschap ingerichte inrichting of aan de betrokken inrichtende macht in het gesubsidieerd onderwijs. Deze laatste legt het voor visum voor aan het personeelslid dat er, in voorkomend geval, zijn eigen opmerkingen aan toevoegt. Het verslag, samen met de eventuele opmerkingen van het personeelslid, wordt vervolgens overgemaakt aan de bevoegde coördinerende inspecteur-generaal, via de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal.

De inrichtende macht of zijn afgevaardigde die geen gevolg wil geven aan een ongunstig verslag dat door een personeelslid van de algemene inspectiedienst wordt opgesteld in uitvoering van een taak bedoeld in lid 1, moet deze beslissing motiveren bij de ambtenaar-generaal bedoeld in lid 5, binnen de maand die volgt op de datum van ontvangst van dat verslag, via de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem.

§ 4. De inspectiedienst bedoeld in lid 1 wordt belast met taken van pedagogische vaardigheden voor ondersteuning in het kader van:

1° het opvatten van evaluaties die leiden tot het uitreiken van getuigschriften en diploma's in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan;

2° het uitbreiden van netwerkoverschrijdende lesprogramma's;

3° het opleiden tijdens de loopbaan overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 15 maart 1999 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het onderwijzend hulppersoneel van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

§ 5. De inspectiedienst bedoeld in paragraaf 1 wordt belast met:

1° het analyseren van studieprogramma's die door de Regering werden vastgelegd of goedgekeurd overeenkomstig de artikels 27, 68 en 70 van het takendecreet, de artikels 4, 20, 21 en 22 van het decreet van 2 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen toegang te geven tot het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan, de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 mei 2009 tot vaststelling van de regels ter goedkeuring van de programma's van de cursussen in het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, alsook het opstellen van conformiteitsadviezen;

2° het geven van adviezen en formuleren van voorstellen, op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering, over alles wat tot hun bevoegdheid behoort;

3° het deelnemen aan werkgroepen, commissies en raden, krachtens de wetten, decreten en verordeningen;

4° het samenwerken met de inrichtingen voor hoger onderwijs belast met de initiële opleiding van lesgevers in het kader en volgens de door de Regering te bepalen voorwaarden;

5° het uitvoeren van alle andere taken die aan hen worden toevertrouwd door of krachtens de wetten, decreten en verordeningen.

§ 6. Afhankelijk van de noodwendigheden worden de taken bedoeld in onderhavig artikel uitgevoerd door een of meer leden van de algemene inspectiedienst.

Deze taken worden uitgevoerd op aanvullende wijze.

Met inachtneming van de eigen methodologie en doelstellingen en met inachtneming van het mandaat op basis waarvan de taken worden uitgevoerd, hebben de leden van de algemene inspectiedienst, voor de taken bedoeld in lid 1 en 2, toegang tot de kwantitatieve gegevens van de inrichting, met name die in verband met het aantal leerlingen die falen, blijven zitten of overstappen naar een andere inrichting en tot de archieven. Ze kunnen hun beoordelingen baseren op feiten die inzonderheid werden vastgesteld naar aanleiding van de begeleiding van cursussen en activiteiten, van het onderzoek van voorbereidingen, werken en documenten van leerlingen/studenten, van de resultaten die werden behaald bij de externe evaluaties die niet met getuigschriften worden bekrachtigd en door het analyseren van de hiervoor genoemde kwantitatieve gegevens.

Art. 7. § 1. In het kader van zijn bevoegdheden met betrekking tot psychisch-medisch-sociale centra, wordt de inspectiedienst bedoeld in artikel 3, lid 3, 5°, belast met audits die betrekking hebben op de psychisch-medisch-sociale centra waarvoor de cel voor coördinatiebemiddeling de auditaanvraag van de diensten van de Regering of van de betrokken inrichtende macht valideert op basis van de implementatie van de door de Regering bepaalde algemene en prioritaire taken krachtens wetten, decreten en verordeningen betreffende psychisch-medisch-sociale centra.

De Regering bepaalt de algemene methodologie op basis waarvan de in lid 1 bedoelde taken worden uitgevoerd.

Voor elke audit legt de cel voor coördinatiebemiddeling het bereik en de grenzen van het aan de algemene inspectiedienst toegekende mandaat vast voor de behoeften van de taak. De coördinerende inspecteur-generaal bepaalt, in overleg met de cel voor coördinatiebemiddeling, de inrichting en de specifieke methodologie op basis waarvan de taak wordt uitgevoerd.

Voor elke audit moet, binnen de 15 werkdagen na voltooiing, een diagnose worden opgesteld, die is opgenomen in een verslag waarvan het model wordt bepaald door de Regering, op voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal, en bedoeld voor de cel voor coördinatiebemiddeling alsook de gecontroleerde inrichting. In dit kader handelt de algemene inspectiedienst via aanbevelingen.

Indien, in het kader van het mandaat van een audit, een ernstige tekortkoming wordt vastgesteld, die aanleiding zou geven tot een taak bedoeld in lid 3, moet dit worden vermeld in het in lid 3 genoemde verslag. Hierover kan een apart verslag worden opgemaakt, dat onmiddellijk, langs hiërarchische weg, wordt overgemaakt aan de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem.

§ 2. De inspectiedienst bedoeld in lid 1 wordt belast met de evaluatietaken die betrekking hebben op de uitvoering van de taken toegekend aan de psychisch-medisch-sociale centra en de naleving van de wettelijke en deontologische verplichtingen.

De Regering bepaalt de nadere regels op basis waarvan de in lid 1 bedoelde taken worden uitgevoerd.

De in lid 1 bedoelde taken worden uitgevoerd op vraag van de Regering, eventueel geformuleerd op voordracht van de algemene inspectiedienst, via de cel voor coördinatiebemiddeling.

Voor elke evaluatietask legt de cel voor coördinatiebemiddeling het bereik en de grenzen van het aan de algemene inspectiedienst toegekende mandaat vast voor de behoeften van de task. De coördinerende inspecteur-generaal bepaalt, in overleg met de cel voor coördinatiebemiddeling, de inrichting en de specifieke methodologie op basis waarvan de task wordt uitgevoerd.

Voor elke evaluatietask moet, binnen de 30 werkdagen na voltooiing, een uitgebreid verslag worden opgesteld, waarvan het model wordt bepaald door de Regering, op voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal, en bedoeld voor de cel voor coördinatiebemiddeling. In dit kader handelt de algemene inspectiedienst via aanbevelingen.

Indien, in het kader van het mandaat van een evaluatietask, een ernstige tekortkoming wordt vastgesteld, die aanleiding zou geven tot een task bedoeld in lid 3, moet dit worden vermeld in het in lid 5 genoemde verslag. Hierover kan een apart verslag worden opgemaakt, dat onmiddellijk, langs hiërarchische weg, wordt overgemaakt aan de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem.

§ 3. De inspectiediensten bedoeld in lid 1 worden belast met de specifieke onderzoeks- en toezichhoudende taken met betrekking tot een of meer ernstige tekortkomingen, vermeld in het verslag opgesteld in het kader van een in lid 1 of 2 bedoelde task of op vraag van de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie van verplicht onderwijs.

De volgende vastgestelde of opgegeven tekortkomingen zijn, in de zin van lid 1 ernstige tekortkomingen:

- 1° de naleving van de wettelijke verplichtingen en de deontologische regels;
- 2° de geschiktheid van het materiaal aan de behoeften van de taken van de centra;
- 3° de samenhang van de praktijken, met inbegrip van de evaluatiepraktijken;
- 4° de segregatiemechanismen, met inbegrip van het niet-detecteren van deze mechanismen;
- 5° de naleving van de neutraliteit, waar die neutraliteit verplicht is;
- 6° de naleving van de decreetvoorschriften inzake opleiding tijdens de loopbaan.

In het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs wordt de task bedoeld in lid 1 uitgeoefend in het kader van het toezicht op de voorwaarden voor de toekenning van de subsidies, zoals bepaald in artikel 24, § 2, lid 2, en § 2bis, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

De Regering bepaalt de nadere regels en de algemene methodologie op basis waarvan de taken bedoeld in lid 1 worden uitgevoerd, met dien verstande dat het recht om het standpunt van betrokkenen te laten gelden, wordt gewaarborgd.

De in lid 1 bedoelde taken worden uitgevoerd op vraag van de Regering of de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie van verplicht onderwijs of de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem.

Voor elke in lid 1 bedoelde task, bepaalt de cel voor coördinatiebemiddeling, in voorkomend geval uitgebreid met de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie van verplicht onderwijs de omvang en de grenzen van het aan de Algemene Inspectiedienst toegekende mandaat voor de behoeften van de task. De coördinerende inspecteur-generaal bepaalt, in overleg met de cel voor coördinatiebemiddeling inrichting en de specifieke methodologie op basis waarvan de task wordt uitgevoerd.

Voor elke specifieke onderzoeks- en toezichhoudende task bedoeld in lid 1 moet, binnen de 15 werkdagen na voltooiing, een uitgebreid verslag worden opgesteld, waarvan het model wordt bepaald door de Regering, op voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal. Dit verslag bevat met name inlichtingen en raadgevingen in verband met de vaststellingen gedaan in het kader van deze task en wordt langs hiërarchische weg overgemaakt aan de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal en aan de betrokken inrichtende macht.

De inrichtende macht die geen gevolg wil geven aan een ongunstig verslag dat door een personeelslid van de algemene inspectiedienst wordt opgesteld in uitvoering van een task bedoeld in lid 1, moet deze beslissing motiveren bij de ambtenaar-generaal bedoeld in lid 7, binnen de maand die volgt op de datum van ontvangst van dat verslag, via de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem.

§ 4. De inspectiedienst bedoeld in lid 1 wordt belast met de taken met betrekking tot het beoordelen van de pedagogische vaardigheden van een technisch personeelslid.

De Regering bepaalt de nadere regels en de algemene methodologie op basis waarvan de taken bedoeld in lid 1 worden uitgevoerd, met dien verstande dat het recht om het standpunt van betrokkenen te laten gelden, wordt gewaarborgd.

De in lid 1 bedoelde taken worden uitgevoerd na een met redenen omkleed verzoek van de directeur van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde psychisch-medisch-sociaal centrum of de betrokken inrichtende macht van het gesubsidieerde psychisch-medisch-sociaal centrum, gericht aan de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem.

De ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem stemt, na analyse van het in lid 3 bedoelde verzoek, al dan niet in met de uitvoering van de task en maakt zijn beslissing over aan de directeur van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde psychisch-medisch-sociaal centrum of aan de betrokken inrichtende macht van het gesubsidieerde psychisch-medisch-sociaal centrum.

Voor elke specifieke onderzoeks- en toezichhoudende task bedoeld in lid 1 moet, binnen de 15 werkdagen na voltooiing, een uitgebreid verslag worden opgesteld, waarvan het model wordt bepaald door de Regering, op voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal. Dit verslag bevat met name inlichtingen en raadgevingen in verband met de vaststellingen gedaan in het kader van deze task en wordt langs hiërarchische weg overgemaakt aan de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal die het op zijn beurt overmaakt aan de directeur van de door de Franse Gemeenschap ingerichte psychisch-medisch-sociaal centrum of aan de inrichtende macht van het betrokken psychisch-medisch-sociaal centrum. Deze laatste legt het voor visum voor aan het personeelslid dat er, in voorkomend geval, zijn eigen opmerkingen aan toevoegt. Het verslag, samen met de eventuele opmerkingen van het personeelslid, wordt vervolgens overgemaakt aan de bevoegde coördinerende inspecteur-generaal, via de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal.

De inrichtende macht van het psychisch-medisch-sociaal centrum of zijn afgevaardigde die geen gevolg wil geven aan een ongunstig verslag dat door een personeelslid van de algemene inspectiedienst wordt opgesteld in uitvoering van een task bedoeld in lid 1, moet deze beslissing motiveren bij de ambtenaar-generaal bedoeld in lid 5, binnen de maand die volgt op de datum van ontvangst van dat verslag, via de ambtenaar-generaal belast met de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem.

§ 5. De inspectiedienst bedoeld in lid 1 wordt belast met expertisetaken voor ondersteuning in het kader van:

- 1° het ontwerpen en ter beschikking stellen aan psychisch-medisch-sociale centra van hulpmiddelen voor observatie en diagnose;
- 2° het ontwerpen en ter beschikking stellen van hulpmiddelen voor oriëntatie;
- 3° het opnemen en valoriseren van relevante praktijken van psychisch-medisch-sociale centra tegenover hun taken, met inachtneming van artikel 8.

§ 6. De inspectiedienst bedoeld in paragraaf 1 wordt belast met:

- 1° het geven van adviezen en formuleren van voorstellen, op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering, over alles wat tot hun bevoegdheid behoort;
- 2° het deelnemen aan werkgroepen, commissies en raden, krachtens de wetten, decreten en verordeningen;
- 3° het samenwerken met de inrichtingen voor hoger onderwijs belast met de initiële opleiding van lesgevers en medewerkers van psychisch-medisch-sociale centra in het kader en volgens de door de Regering bepaalde voorwaarden;
- 4° het uitvoeren van alle andere taken die aan hen worden toevertrouwd door of krachtens de wetten, decreten en verordeningen;
- 5° het uitbrengen van een advies over de organismen die die gemachtigd worden tot het uitreiken van het attest voor de toelating in het gespecialiseerd onderwijs.

§ 7. Afhankelijk van de noodwendigheden worden de taken bedoeld in onderhavig artikel uitgevoerd door een of meer leden van de algemene inspectiedienst.

Deze taken worden uitgevoerd op aanvullende wijze, op voorwaarde dat een audit nooit in een psychisch-medisch-sociaal centrum mag worden uitgevoerd tegelijkertijd met een evaluatietaken, een specifieke onderzoeks- en toezichthoudende taak of een taak die betrekking heeft op de beoordeling van de pedagogische vaardigheden van een technisch personeelslid.

Met inachtneming van de eigen methodologie en doelstellingen en met inachtneming van het mandaat op basis waarvan de taken worden uitgevoerd, hebben de leden van de algemene inspectiedienst, voor de taken bedoeld in lid 1, 2, 3 en 4, toegang tot de kwantitatieve en kwalitatieve gegevens van het centrum, met name die in verband met het bijdragen aan redelijke aanpassingen, met de overstap naar gespecialiseerd onderwijs en met de integratie. Ze kunnen hun beoordelingen baseren op feiten die inzonderheid werden vastgesteld naar aanleiding van de begeleiding van activiteiten, door het onderzoeken van dossiers en door het analyseren van de hiervoor genoemde gegevens.

Art. 8. In het kader van zijn taken handelt de algemene inspectiedienst met inachtneming van de vrijheid van onderwijs: hij geeft, met name, geen richtlijnen betreffende pedagogische methodes en eerbiedigt de vrijheid van de inrichtende macht om haar dienstregelingen te bepalen in het kader van de wettelijke en reglementaire bepalingen.

In de psychisch-medisch-sociale centra mag hij geen richtlijnen geven betreffende de methoden die worden ontwikkeld om de doelstellingen te bereiken die in het centrumproject worden vastgelegd op basis van hun taken en eerbiedigt hij de vrijheid van de inrichtende macht om haar dienstregelingen te bepalen in het kader van de wettelijke en reglementaire bepalingen.

Art. 9. De algemene inspectiedienst bestaat uit stagiaires die in vast verband benoemd zijn, in tijdelijk verband aangesteld zijn of door de Regering gemachtigd worden volgens de in titel III bepaalde voorwaarden.

Naast de coördinerende inspecteur-generaal, de algemene inspecteurs en de coördinerende inspecteurs bedoeld in artikel 3, bestaat de algemene inspectiedienst uit inspecteurs waarvan het aantal door de Regering vastgesteld wordt.

Art. 10. De coördinerende inspecteur-generaal bepaalt, na raadpleging van de inspecteurs-generaal en de coördinerende inspecteurs:

1° de eventuele specialisatie van elk lid van de algemene inspectiedienst met betrekking tot de taken die de Dienst waaronder hij ressorteert, waarbij een inspecteur met name gespecialiseerd kan zijn in audits, evaluatietaken, specifieke onderzoeks- en toezichthoudende taken, in taken van het beoordelen van de pedagogische of professionele vaardigheden van personeelsleden of in taken die specifiek gericht zijn op gespecialiseerd onderwijs;

2° in voorkomend geval, de toekenning van inspecteurs binnen een zone zoals bepaald in artikel 1 van besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1993 tot vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan.

In alle gevallen bedoeld in lid 1, voor de hele periode die wordt gedekt door een sturingsplan/doelstellingsovereenkomst mogen de personeelsleden aan wie een of meer audit- of evaluatietaken zouden worden toegekend die betrekking hebben op een onderwijsinrichting, daar niet worden belast met de uitvoering van een specifieke onderzoeks- en toezichthoudende taak.

De coördinerende inspecteur generaal kan, afhankelijk van de behoeften en nadere regels die hij vastlegt met, naargelang van het geval, de bevoegde inspecteur-generaal of de betrokken coördinerende inspecteur, de inspecteurs van een van de inspectiediensten bedoeld in artikel 3, lid 3, de toestemming geven om inspectietaken uit te voeren binnen een van de andere diensten.

Art. 11. § 1. De coördinerende inspecteur-generaal roept de inspecteurs-generaal en de coördinerende inspecteurs bijeen om:

- 1° na te kijken of alle taken bedoeld in de artikels 4 tot 7 werkelijk worden uitgeoefend en of de kwaliteit van die uitoefening voorhanden is;
- 2° te zorgen voor de algemene doeltreffendheid van de inspectiediensten en de coördinatie ervan;
- 3° inzonderheid te zorgen voor de samenhang van de acties van de inspectiediensten bedoeld in artikel 3, lid 3;
- 4° te controleren of de verschillende inspecteurs de hun toegewezen taken en, in voorkomend geval, het mandaat op basis waarvan ze worden uitgevoerd, vervullen.

§ 2. Voor 5 juli van elk jaar stuurt elke inspecteur, met inbegrip van de coördinerende inspecteur, een balans van zijn activiteiten naar zijn rechtstreekse hiërarchische overste. Het model van deze activiteitenbalans wordt, na advies van de inspecteurs-generaal, vastgelegd door de coördinerende inspecteur-generaal en wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal.

Voor 15 september van elk jaar stuurt elke inspecteur-generaal voor de diensten bedoeld in artikel 3, lid 3, 1° en 2°, en elke coördinerende inspecteur voor de diensten bedoeld in artikel 3, lid 3, 3° tot 5°, een balans van de activiteiten van zijn dienst naar de coördinerende inspecteur-generaal. Deze balans omvat inzonderheid een verslag over de algemene vaststellingen die zijn verzameld in het kader van de audits, de evaluatietaken en over de resultaten van de opvoedingsactie in de inrichtingen.

Voor 15 oktober:

1° maakt de coördinerende inspecteur-generaal ten minste om de twee jaar een samenvattende balans op van de activiteiten van de algemene inspectiedienst, die inzonderheid gebaseerd is op de balansen bedoeld in lid 1 en 2, alsook een voorstel met een activiteitenprogramma voor het (de) volgende schooljaar(-jaren), dat hij via de cel voor coördinatiebemiddeling bezorgt aan de Regering samen met de balansen die krachtens lid 2 worden opgemaakt;

2° bezorgt de coördinerende inspecteur-generaal de Regering via de cel voor coördinatiebemiddeling elk jaar een verslag over de algemene stand van het onderwijssysteem in verband met de algemene vaststellingen die zijn verzameld in het kader van de audits, evaluatietaken en met betrekking tot de resultaten van de opvoedingsactie in de inrichtingen.

Het activiteitenprogramma bedoeld in lid 3, 1°, bevat voorstellen voor evaluatietaken in de zin van de artikels 4 tot 7.

TITEL II. — TOELATINGSPROEF EN INITIËLE OPLEIDING DIE TOEGANG GEEFT TOT DE AMBTEN VAN INSPECTEUR

HOOFDSTUK I. — Toegang tot de toelatingsproef voor initiële opleiding

Art. 12. Op voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal, gebaseerd op de noodwendigheden van de dienst, beoordeeld rekening houdend met het kader vastgelegd krachtens artikel 9, lid 2, organiseert de Regering een toelatingsproef voor een initiële opleiding en voor het getuigschrift dat toegang geeft tot een of meer ambten van inspecteur bedoeld in artikel 32, lid 2, 1° en 2°.

Zodra het aantal te vervullen posities per ambt van inspecteur bedoeld in artikel 32, lid 2, 1° en 2° is bereikt, roept de Regering kandidaten op voor de toelatingsproef bedoeld in lid 1, om de hiervoor genoemde posten te kunnen vergeven.

Wanneer de kandidaat zijn kandidatuur voor de toelatingsproef bedoeld in lid 1 indient, geeft hij op voor welk ambt van inspecteur bedoeld in bijlage I van onderhavig decreet hij wil solliciteren. Eenzelfde kandidaat kan solliciteren voor verschillende ambten op voorwaarde dat hij voldoet aan de voorwaarden van artikel 13.

Art. 13. § 1. Niemand wordt toegelaten voor de toelatingsproef voor de initiële opleiding wanneer hij, op de datum waarop hij zich kandidaat stelt, niet voldoet aan de volgende voorwaarden:

1° Belg zijn of onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie, behoudens door de Regering toe te kennen vrijstelling;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;

5° in regel zijn met de wets- en verordeningsbepalingen betreffende de taalregeling;

6° in vast verband benoemd of aangeworven zijn in een ambt met voor ten minste een halve opdracht of in verschillende ambten met onvolledige dienstprestaties die prestaties voor minstens een halve opdracht dekken in het onderwijs of, in voorkomend geval, in een psychisch-medisch-sociaal centrum ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, behalve voor onderwijs voor sociale promotie waarvoor men in vast verband benoemd of aangeworven moet zijn in een ambt voor ten minste een halve opdracht in dit onderwijs;

7° in vast verband houder zijn van ten minste een halve opdracht voor een van de ambten in de tabel in bijlage I van onderhavig decreet, naast het toe te kennen ambt van inspecteur, en houder zijn van de graad die vereist is voor dat ambt of van een pedagogische graad zoals een getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor hoger onderwijs, de graad van geaggregeerde voor het hoger middelbaar onderwijs, de graad van geaggregeerde voor het lager middelbaar onderwijs, de graad van onderwijzer voor het basisonderwijs, de graad van onderwijzer voor het kleuteronderwijs;

8° een dienstanciënniteit van ten minste tien jaar en een ambtsanciënniteit van ten minste zes jaar tellen;

9° geen tuchtsanctie of -straf hebben ondergaan gedurende de vijf vorige jaren;

10° niet van zijn ambt ontheven zijn bij toepassing van artikel 62 of 93;

11° gesolliciteerd hebben voor een van de ambten van inspecteur bedoeld in artikel 32, lid 2, 2°:

- in het bezit zijn van het visum van het hoofd van de betrokken leider van de godsdienst of de bij wet erkende organisatie waaronder hij ressorteert en die morele steun biedt volgens een niet-confessioneel filosofisch concept. In geval van afwezigheid of vakantie van de leider van een godsdienst of de niet-confessionele morele organisatie, is deze stempel niet vereist op voorwaarde dat dit kan worden aangetoond;

- een neutraliteitsopleiding hebben gevolgd in het kader van de initiële opleiding in verband met de eigen ambten van lesgever, of geslaagd zijn voor de onderwijseenheid 'neutraliteitsopleiding' georganiseerd in het onderwijs voor sociale promotie.

De Regering bepaalt het model en de nadere regels voor het afleveren van het visum vermeld in lid 1, 11°, eerste streepje, overwegende dat dit visum uitdrukkelijk betrekking moet hebben op de eventuele toegang van de kandidaat tot een van de ambten van inspecteur bedoeld in artikel 32, lid 2, 2°, en niet samen mag worden afgeleverd met het visum dat vereist is voor de toegang van het personeelslid tot zijn ambten in het onderwijs.

Volgens de door de Regering vastgelegde voorwaarden kan de kandidaat die niet voldoet aan de toegangsvoorwaarde bedoeld in lid 1, 11°, tweede streepje, als hij kan aantonen dat hij zich buiten zijn wil om in zijn situatie bevindt, de toestemming krijgen om na de initiële opleiding georganiseerd krachtens onderhavig decreet aan te tonen dat hij de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of erkende neutraliteitsopleiding heeft voltooid.

§ 2. Ook het personeelslid dat in vast verband benoemd of aangeworven is in een ambt van rang 1 of rang 2 in een hogeschool en dat, in het kader van zijn loopbaan in het onderwijs in vast verband is benoemd of aangeworven in een van de ambten opgegeven in het kader van het toe te kennen ambt van inspecteur, kan zich kandidaat stellen voor de toelatingsproef voor de initiële opleiding. In dat geval worden de voorwaarden bedoeld in paragraaf 1, lid 1, 6° tot 8°, beoordeeld in het kader van het laatste ambt.

§ 3. Vanaf 2023 kan elke persoon die niet voldoet aan de voorwaarde bedoeld in lid 1, 6° of 7°, zich ook kandidaat stellen voor de toelatingsproef voor de initiële opleiding die toegang geeft tot een of meer ambten van inspecteur, op voorwaarde:

- dat hij houder is van de graad die vereist is voor het uitoefenen van een van de opgegeven ambten met betrekking tot het toe te kennen ambt van inspecteur zoals opgenomen in de tabel in bijlage I van onderhavig decreet of van een pedagogische graad zoals een getuigschrift van pedagogische bekwaamheid, het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor hoger onderwijs, de graad van geaggregeerde voor het hoger middelbaar onderwijs, de graad van geaggregeerde voor het lager middelbaar onderwijs, de graad van onderwijzer voor het basisonderwijs, de graad van onderwijzer voor het kleuteronderwijs;

- dat hij, op de dag dat hij zijn kandidatuur indient, voldoet aan de voorwaarden van lid 1, 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 8°, 9°, 10° en 11°.

§ 4. Niemand krijgt de toestemming om deel te nemen aan de toelatingsproef of om de initiële opleiding te volgen zolang hij niet voldoet aan alle voorwaarden uit lid 1 of 2 en 3.

§ 5. De Regering bepaalt de nadere regels voor vorm en termijn volgens dewelke kandidaturen voor de toelatingsproef voor de initiële opleiding moet worden ingediend.

Art. 14. Voor de berekening van de dienstanciënniteit bedoeld in artikel 13, § 1, 8°, worden enkel de diensten in aanmerking genomen die de kandidaat, ongeacht in welke hoedanigheid, werkelijk heeft gepresteerd in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, als lid van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel of van het paramedisch personeel.

Voor de berekening van de ambtsanciënniteit bedoeld in artikel 13, § 1, 8°, worden enkel de diensten in aanmerking genomen die de kandidaat, ongeacht in welke hoedanigheid, werkelijk heeft gepresteerd in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, in het (de) ambt(en) bedoeld in artikel 13, § 1, 7°, dat (die) toegang verleent (verlenen) tot het betrokken ambt van inspecteur.

Art. 15. Voor de berekening van de duur van de diensten die in aanmerking komen voor de ambtsanciënniteit en voor de ambtsanciënniteit bedoeld in artikel 13, § 1, 8°:

1° worden de diensten die als tijdelijk personeelslid werkelijk werden gepresteerd in een ambt met volledige dienstprestaties meegerekend als anciënniteit die gelijk is aan het aantal dagen die worden geteld vanaf het begin tot het einde van de ononderbroken activiteitsperiode, met inbegrip van, als ze in die periode worden meegerekend, de ontspanningsverloven, de winter- en lentevakantie, alsook de moederschapsrust en het verlof voor opvang met het oog op adoptie en pleegvoogdij, toegekend vanaf 1 januari 1999, waarbij dat aantal dagen met 1,2 wordt vermenigvuldigd;

2° worden de werkelijke diensten die in een andere hoedanigheid dan tijdelijk personeelslid in een ambt met volledige dienstprestaties werden gepresteerd, geteld per kalendermaand, waarbij deze die niet de hele maand dekken, niet worden meegerekend;

3° worden de in aanmerking komende diensten die werden gepresteerd gedurende de maand tijdens welke het personeelslid voor de eerste keer in een andere hoedanigheid dan die van tijdelijk personeelslid aangesteld of aangeworven is, geacht als tijdelijk personeelslid te zijn gepresteerd;

4° worden de werkelijke diensten die werden gepresteerd in een ambt met onvolledige prestaties dat ten minste de helft van het aantal uren vereist voor het ambt met volledige dienstprestaties telt, in aanmerking genomen op dezelfde wijze als de diensten gepresteerd in een ambt met volledige prestaties;

5° wordt het aantal dagen verworven in een ambt met onvolledige dienstprestaties dat niet de helft van het aantal uren telt dat vereist is voor het ambt met volledige prestaties, met de helft verminderd;

6° mag de duur van de diensten die in twee of meer ambten werden gepresteerd, met volledige of onvolledige dienstprestaties, die gelijktijdig werden uitgeoefend, nooit de duur overschrijden van de diensten die werden gepresteerd in een ambt met volledige dienstprestaties gedurende dezelfde periode;

7° maken dertig dagen één maand uit;

8° mag de duur van de in aanmerking komende diensten die de kandidaat telt, nooit twaalf maanden overschrijden voor een kalenderjaar.

Art. 16. Voor de toepassing van de artikels 14 en 15, worden de diensten die in het onderwijs van de Duitstalige Gemeenschap gepresteerd zijn, gelijkgesteld met diensten die in het onderwijs van de Franse Gemeenschap gepresteerd zijn.

HOOFDSTUK II. — *Toelatingsproef voor de initiële opleiding*

Art. 17. De Regering organiseert de toelatingsproef voor de initiële opleiding bedoeld in artikel 22. Deze proef bestaat uit een schriftelijk en een mondeling deel; elk deel wordt geëvalueerd op 50 punten.

Alleen de kandidaten die voldoen aan de voorwaarden van artikel 13 mogen deelnemen aan de proef.

De Regering stelt het competentieprofiel op dat de specifieke en technische competenties bepaalt, alsook de generieke en gedragscompetenties die worden verwacht voor aanvang van de initiële opleiding en het getuigschrift dat toegang geeft tot de stage als inspecteur.

Ze stelt ook de nadere regels op van alle delen van de toelatingsproef en de evaluatiecriteria op basis van het competentieprofiel bedoeld in lid 3.

Het schriftelijke deel van de proef bestaat uit een meerkeuzevragenlijst met theoretische vragen en situationele beoordelingsvragen.

Aan de hand van dit deel van de proef wordt nagegaan of de kandidaat theoretische vragen alsook situationele beoordelingsvragen kan beantwoorden, die betrekking hebben op de specifieke kennis en competenties van het competentieprofiel bedoeld in lid 3.

Alleen de kandidaten die ten minste 60 % van de punten hebben behaald op het schriftelijke deel, mogen deelnemen aan het mondelinge deel van de proef.

Het mondelinge deel van de proef bestaat uit een interview voor een van de examencommissies bedoeld in artikel 19.

Aan de hand van dit deel van de proef worden de technische competenties inzake mondelinge communicatie, alsook de generieke en gedragscompetenties van het competentieprofiel bedoeld in lid 3 beoordeeld.

Art. 18. Voor elk ambt van inspecteur stellen de examencommissies bedoeld in artikel 19 per ambt bedoeld in artikel 12, lid 1 een algemene rangschikking op onder de kandidaten naargelang van de resultaten van de toelatingsproef.

Het aantal kandidaten dat wordt weerhouden in deze rangschikking is gelijk aan het aantal te vervullen posities per betrokken ambt van inspecteur zoals beslist door de Regering in toepassing van artikel 12, lid 2, vermenigvuldigd met drie. Om in overweging te worden genomen in een rangschikking moet elke kandidaat voor beide delen van de toelatingsproef ten minste 60 punten behalen op het totaal van 100 punten.

Art. 19. Er worden een of meer examencommissies voor de toelatingsproef voor de initiële opleiding opgericht, die als volgt zijn samengesteld:

1° een voorzitter aangesteld door de Regering onder de ambtenaren-generaal van minstens rang 15;

2° drie leden aangesteld door de Regering onder de personeelsleden die in vast verband zijn benoemd van het algemeen bestuur onderwijs, waarvan minstens één als vertegenwoordiger van de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem;

3° drie leden aangesteld door de Regering onder de personeelsleden die in vast verband zijn benoemd of een mandaat uitoefenen binnen de algemene inspectiedienst;

4° drie externe deskundigen aangesteld door de Regering, met specifieke competenties die verband houden met de verschillende luiken van de initiële opleiding.

Voor elk effectief lid van de examencommissie van de toelatingsproef, stelt de Regering één plaatsvervangend lid aan volgens dezelfde nadere regels.

Overeenkomstig artikel 14 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, mogen de vertegenwoordigers van de vakorganisaties deze vergaderingen van de examencommissie(s) bijwonen als waarnemers.

De Regering bepaalt de werkingsmodaliteiten van de examencommissie van de toelatingsproef.

De diensten van een externe dienstenverrichter voor de organisatie van de hele of een deel van de toelatingsproef mogen worden bij de examencommissie gevoegd.

Art. 20. De examencommissie(s) van de toelatingsproef geven, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering, een advies over de toepassing van onderhavige titel.

HOOFDSTUK III. — *Initiële opleiding*

Art. 21. Alleen de kandidaten die zijn weerhouden in één van de rangschikkingen bedoeld in artikel 18 mogen deelnemen aan de initiële opleiding en aan de kwalificatieproef die toegang geeft tot de stage bedoeld in artikel 49.

Art. 22. § 1. De initiële opleiding van inspecteur bestaat uit ten minste 140 uur en drie luiken, die gemeenschappelijk zijn voor alle ambten bedoeld in artikel 32, lid 2, 1° en 2°.

Het eerste luik van de initiële opleiding, dat ten minste 36 uur duurt, is bedoeld om bij de kandidaten het volgende te ontwikkelen:

1° de relationele vaardigheden in het beheer van persoonlijke, interpersoonlijke en groepsrelaties, in het bijzonder in situaties van mondelinge en schriftelijke communicatie, spreken in het openbaar, animatie van vergaderingen, teamwork, het nemen van beslissingen, conflictmanagement, bemiddeling, controle, onderhandeling en evaluatie;

2° het beheer van een geschikte persoonlijke werking ten opzichte van het beoogde ambt, de eraan verbonden methodes voor taakbeheer, inzonderheid timemanagement, projectmanagement, werkmethodes enz.;

3° het aanleren van een methode om de eigen werking te evalueren die aanzet tot nadenken en een professionele ontwikkeling in het kader van de toekomstige functie en taken;

4° bewust worden van de veranderingen van houding en professionele identiteit van een inspecteur ten aanzien van zijn relationele vaardigheden en competenties, met inbegrip van de deontologische regels.

Het tweede luik van de initiële opleiding, dat ten minste 70 uur duurt, is bedoeld om bij de kandidaten het volgende te ontwikkelen:

1° begrip van de waarden, de betekenis en de draagwijdte van het begrip sturing van het schoolsysteem en de schoolorganisaties, door:

a) het onderwijssysteem vanuit een systemisch oogpunt te bekijken;

b) zich de uitdagingen, waarden, doelstellingen en wetenschappelijke grondslagen van het bestuur en de sturing van het onderwijssysteem, de methoden en processen voor de evaluatie van het schoolbeleid en de pedagogische hervormingen, in het bijzonder de begrippen verbeteringsdoelen, buitengewone doelstellingen, specifieke doelstellingen, stand van zaken, indicatoren... eigen te maken;

c) zich het organigram en de taken van het algemeen bestuur onderwijs, de rol en de verschillende taken van de actoren van het nieuwe sturingsmodel eigen te maken;

d) de huidige uitdagingen en doelstellingen van het onderwijssysteem en die welke het voorwerp uitmaken van de maatregelen in het verlengde van het 'pacte pour un enseignement d'excellence' (pact voor uitmuntend onderwijs) in perspectief te plaatsen, in de eerste plaats in verband met de verbeteringsdoelen; en deze goed te begrijpen;

e) de ontwikkeling te bevorderen van kennis en competenties verbonden aan de verschillende discriminatiecriteria zoals gedekt door het decreet van 12 december 2008 betreffende de bestrijding van sommige vormen van discriminatie; de culturele diversiteit; de concepten van opvoedbaarheid en gelijkheid in opvoeding; de ongelijkheid verbonden met het geslacht, alsook die op sociaal-economisch niveau;

f) de nieuwste wetenschappelijke ontwikkelingen met betrekking tot opvoedkunde te leren;

2° begrip en beheersing van de processen en methodes verbonden aan de uitvoering van een audit in een schoolomgeving, met name:

a) gegevensanalyse: methode voor de verzameling en beschrijvende analyse van kwantitatieve en kwalitatieve analyses, in het bijzonder met betrekking tot productie en interpretatie; het lezen en begrijpen van de kwantitatieve en kwalitatieve indicatoren; het uitbrengen van verklarende hypothesen;

b) de analyse van de relevantie en de geldigheid van de strategieën ten aanzien van de wettelijke en gemeenschappelijke grond (wetenschappelijk onderzoek, nationale en internationale studies) en de uitdagingen van het onderwijssysteem;

c) de uitwerking en opstelling van een diagnose.

Het derde luik van de initiële opleiding, dat ten minste 24 uur duurt, is bedoeld om bij de kandidaten het volgende te ontwikkelen:

1° de vaardigheden om met open boek de wetgevings- en verordeningsmateries verbonden aan het ambt van inspecteur;

2° begrip en kennis van de werking van een schoolinrichting;

3° vaardigheden inzake administratief beheer verbonden aan het ambt van inspecteur;

4° correct gebruik van digitale hulpmiddelen.

§ 2. Op basis van een voorstel van het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan, gedaan in overleg met de coördinerende inspecteur-generaal, stelt de Regering een opleidingsplan op dat:

1° in voorkomend geval de inhoud en methodologieën van de opleiding vastlegt, alsook de te verwerven kennis en vaardigheden zoals bepaald in paragraaf 1;

2° het aantal opleidingsuren vastlegt voor elk luik van de initiële opleiding bedoeld in paragraaf 1.

Op basis van het opleidingsplan bedoeld in lid 1, wordt de initiële opleiding georganiseerd door het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan. De lesgevers van deze initiële opleiding zijn hoofdzakelijk afkomstig van universiteiten, hogescholen, onderwijsinrichtingen voor sociale promotie, het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan, de school voor overheidsbestuur of het algemeen bestuur onderwijs.

Art. 23. De initiële opleiding is gratis en begint binnen de drie maanden die volgen op het opstellen van de rangschikking bedoeld in artikel 18. Behalve als dit vereist is, wordt ze buiten de normale werkuren van de scholen georganiseerd. De personeelsleden die de initiële opleiding volgen, worden geacht personeelsleden in actieve dienst te zijn.

Alle kandidaten die de initiële opleiding hebben gevolgd, ontvangen een attest van bijwoning. Alleen kandidaten die een attest voorleggen dat bewijst dat zij effectief minstens 75 % van de tijd van elk luik van de initiële opleiding hebben gevolgd of het bewijs dat ze volledig zijn vrijgesteld krachtens artikel 24, worden toegelaten voor de kwalificatieproef.

Art. 24. Om rekening te houden met de competentieportefeuille van de kandidaten, kan de coördinerende inspecteur-generaal, op voordracht van het Instituut voor opleiding tijdens de loopbaan, de kandidaten vrijstellen van een of meer luiken van de initiële opleiding of van een deel van de uren van de initiële opleiding, op voorwaarde dat ze een of meerdere gelijkwaardige opleidingen met succes heeft gevolgd.

HOOFDSTUK IV. — *Getuigschrift dat toegang geeft tot de stage voor het bevorderingsambt van inspecteur*

Art. 25. De kwalificatieproef bedoeld in artikel 21 wordt uiterlijk binnen de zes maanden na het beëindigen van de initiële opleidingssessie georganiseerd. Ze bestaat uit een zelf geschreven werk dat wordt verdedigd voor de examencommissie.

Art. 26. Dit zelf geschreven werk bedoeld in artikel 25 bestaat uit een geschreven dossier bestaande uit:

1° twee persoonlijke casestudy's waarvan er minstens één betrekking heeft op de leerstof die werd behandeld in het tweede luik van de initiële opleiding;

2° een overzicht van de competenties van de kandidaat met zijn voornaamste sterktes en zwaktes, ondersteund door zijn loopbaan en in verband gebracht met de kennis en vaardigheden die aan bod komen in de luiken van de initiële opleiding.

De verdediging van het dossier voor de examencommissie bestaat uit de mondelinge presentatie en verdediging van een van beide cases van het dossier.

De examencommissie baseert haar beoordeling van de kwalificatieproef op de volgende evaluatiecriteria:

1° de samenhang tussen het overzicht van de competenties en de weerspiegeling van deze competenties in de door de kandidaat verdedigde casestudy's;

2° de relevantie van de door de kandidaat in de casestudy's voorgestelde acties;

3° de graad van beheersing van de veronderstelde kennis en vaardigheden die werden ontwikkeld in het kader van elk luik van de initiële opleiding;

4° het vermogen om schriftelijk te communiceren;

5° het vermogen om mondeling te communiceren.

De Regering legt de weging tussen de evaluatiecriteria vast zonder dat ook maar één ervan de 40 % overschrijdt, alsook de nadere regels voor de organisatie en evaluatie van de proef.

Art. 27. Na afloop van de verdediging van het dossier bedoeld in artikel 26, lid 2, doet de examencommissie van de kwalificatieproef, in afwezigheid van de kandidaat, uitspraak over de afgifte van een getuigschrift van voltooiing of niet-voltooiing. De proef wordt beschouwd als geslaagd als de kandidaat ten minste 60 % van het totaal aantal punten voor de proef heeft behaald.

De examencommissie wordt ook belast met het opstellen van een rangschikking, per ambt, van de kandidaten aan wie een getuigschrift van voltooiing werd afgeleverd.

De aldus opgestelde rangschikking vormt een wervingsreserve voor elk ambt en is vier jaar geldig vanaf de datum waarop de rangschikkingen voor het betrokken ambt werden opgesteld.

Art. 28. De examencommissie van de kwalificatieproef bedoeld in artikel 25 bestaat uit:

1° een voorzitter aangesteld door de Regering onder de ambtenaren-generaal van minstens rang 15;

2° drie leden aangesteld door de Regering onder de personeelsleden die in vast verband zijn benoemd van het algemeen bestuur onderwijs, waarvan minstens één als vertegenwoordiger van de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem;

3° drie leden aangesteld door de Regering onder de personeelsleden die in vast verband zijn benoemd of een mandaat uitoefenen binnen de algemene inspectiedienst;

4° drie externe deskundigen aangesteld door de Regering, met specifieke competenties die verband houden met de verschillende luiken van de initiële opleiding.

Voor elk effectief lid van de examencommissie van de kwalificatieproef, stelt de Regering één plaatsvervangend lid aan volgens dezelfde nadere regels.

Overeenkomstig artikel 14 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, mogen de vertegenwoordigers van de vakorganisaties deze vergaderingen van deze examencommissie bijwonen als waarnemers.

De Regering bepaalt de werkingsmodaliteiten van de examencommissie van de kwalificatieproef.

Art. 29. De examencommissie van de kwalificatieproef geeft, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering, een advies over de toepassing van onderhavige titel.

TITEL III. — *Statuut van personeelsleden van de algemene inspectiedienst*

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 30. Deze titel is van toepassing op de personeelsleden van de algemene inspectiedienst, hierna 'de personeelsleden' genoemd.

Art. 31. Voor de toepassing van deze titel, worden de termijnen berekend als volgt:

1° de dag die de datum vaststelt van de akte die er het uitgangspunt van uitmaakt, is niet inbegrepen;

2° de dag waarop hij ophoudt uitwerking te hebben, wordt in de termijn inbegrepen. Als die dag echter een zaterdag, een zondag of een wettelijke feestdag is, met inbegrip van de feestdagen van of in de Franse Gemeenschap, wordt hij naar de eerstvolgende werkdag uitgesteld.

Art. 32. De bevorderingsambten die de personeelsleden van de algemene inspectiedienst kunnen uitoefenen alsook de ambten waarvan de kandidaten voor het ambt houder moeten zijn, zijn opgenomen in bijlage I van onderhavig decreet.

De Regering stelt de lijst met bevorderingsambten van personeelsleden van de algemene inspectiedienst op door ze te klasseren in de volgende categorieën:

1° Inspecteur;

2° Inspecteur voor een cursus godsdienst of niet-confessionele zedenleer;

3° Coördinerende inspecteur;

4° Inspecteur-generaal;

5° Coördinerende inspecteur-generaal.

Art. 33. De Regering stelt het gemeenschappelijke competentieprofiel op voor het uitoefenen van het ambt van inspecteur bedoeld in artikel 32, lid 2, 1° en 2°, dat de specifieke competenties, de technische competenties alsook de generieke en gedragscompetenties bepaalt.

Bij zijn indiensttreding legt het personeelslid dat in vast verband benoemd is, stage loopt of voorlopig aangesteld is in een bevorderingsambt van inspecteur de eed af in handen van de ambtenaar-generaal die door de Regering of haar afgevaardigde aangesteld wordt.

De eed wordt geformuleerd zoals bepaald in artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831. Akte wordt daarvan aan het personeelslid gegeven.

Art. 34. De Regering bepaalt de kosten die aan de personeelsleden kunnen worden terugbetaald. Dit zijn de volgende:

1° reiskosten;

2° verblijfskosten;

3° andere kosten, waarvan inzonderheid kosten met betrekking tot schriftelijke en telefonische communicaties, het internet en de aankoop van documentatie.

De Regering legt de grenzen en nadere regels vast voor de terugbetaling bedoeld in lid 1;

HOOFDSTUK II. — *Plichten en onverenigbaarheden*

AFDELING I. — *Plichten*

Art. 35. De personeelsleden moeten onder alle omstandigheden voortdurend de belangen behartigen van de Franse Gemeenschap, van de leerlingen die naar school gaan in de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijsinrichtingen en van de personeelsleden van die inrichtingen. Ze moeten ook voortdurend de belangen behartigen van de leerlingen die de leerplicht vervullen door middel van het verstrekken van huisonderwijs.

Ze vervullen hun opdracht met dezelfde zorg voor alle schoolinrichtingen en in alle onafhankelijkheid ten opzichte van de inrichtende machten.

Art. 36. Ze moeten de neutraliteitsbeginselen in acht nemen bij de uitoefening van hun ambt. Ze mogen de leerlingen niet gebruiken voor doeleinden van politieke, godsdienstige, filosofische propaganda of van commerciële reclame.

De inspecteurs bedoeld in artikel 32, lid 2, 2°, zijn niet verplicht om de neutraliteitsbeginselen in acht te nemen bij het uitoefenen van taken die nauw verbonden zijn met het aanleren van godsdienst of niet-confessionele zedenleer, met pedagogische acties, met de naleving van maatstaven en programma's van de lessen godsdienst of niet-confessionele zedenleer. Ze laten zich niet kleinerend uit over standpunten geuit in parallelle lessen of door de inspecteurs van deze lessen.

Art. 37. De personeelsleden voeren de plichten die aan hen zijn opgelegd door wetten decreten, besluiten en verordeningen persoonlijk en bewust uit.

Ze moeten, binnen de door de regelgeving vastgelegde grenzen, de vereiste prestaties leveren om de dienst vlot te laten verlopen.

Ze voeren de welbepaalde taken die hen worden toevertrouwd uit en vervullen hun taak met vlijt en nauwgezetheid.

Zij mogen zonder voorafgaande toelating van hun hiërarchische overste de uitoefening van hun ambt niet onderbreken.

Art. 38. Zij moeten zich met de meest volstreckte correctheid gedragen, zowel in hun dienstbetrekkingen als in hun omgang met het publiek, elkaar bijstaan in de mate waarin het belang van de dienst dit vereist.

Ze mogen, zowel in hun dienst als in hun persoonlijke levenssfeer, geen gedrag stellen dat het vertrouwen van het publiek of de eer of waardigheid van hun ambt zou kunnen aantasten. Ze mogen geen moreel ongewenst gedrag hebben.

Art. 39. Zij mogen zich niet inlaten met activiteiten die in strijd zijn met de Grondwet en de wetten van het Belgische volk, die de vernietiging van de onafhankelijkheid van het land op het oog hebben of die de landsverdediging of de uitvoering van de verbintenissen van België strekkend tot het verzekeren van zijn veiligheid in gevaar brengen. Zij mogen niet toetreden tot, noch hun medehulp verschaffen aan een beweging, groepering, organisatie of vereniging met soortgelijke activiteiten.

Art. 40. Het is hun verboden feiten bekend te maken, die zij zouden kennen ter oorzaak van hun ambt en die van nature geheim zijn.

Art. 41. Ze mogen rechtstreeks noch door een tussenpersoon, zelfs buiten hun ambt, maar omwille ervan, giften, beloningen of enig voordeel vragen, eisen of aannemen.

Art. 42. De Regering kan de in deze afdeling beschreven plichten preciseren.

Art. 43. Onverminderd de toepassing van de strafwetten en, in voorkomend geval, van artikel 43 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zullen de inbreuken op de bepalingen van deze afdeling, naar gelang van het geval, met een van de bij artikel 105 bepaalde tuchtsancties worden gestraft en met naleving van artikel 110.

AFDELING II. — Onverenigbaarheden

Art. 44. Met de hoedanigheid van personeelslid van de algemene inspectiedienst is onverenigbaar, de uitoefening van het politieke mandaat van:

1° burgemeester, schepen, gemeenteraadslid, voorzitter van de raad voor maatschappelijk welzijn of lid van de raad voor maatschappelijk welzijn van een gemeente die zich, geheel of gedeeltelijk, bevindt op het grondgebied waarop het personeelslid het ambt van inspecteur, coördinerende inspecteur, inspecteur-generaal of coördinerende inspecteur-generaal uitoefent;

2° provinciaal gedeputeerde of provincieraadslid in een provincie die zich, geheel of gedeeltelijk, bevindt op het grondgebied waarop het personeelslid het ambt van inspecteur, coördinerende inspecteur, inspecteur-generaal of coördinerende inspecteur-generaal uitoefent.

Art. 45. Met de hoedanigheid van personeelslid van de algemene inspectiedienst is onverenigbaar, de uitoefening van elk mandaat, met inbegrip van een syndicaal mandaat, bij een inrichtende macht of een federatie van inrichtende machten waarvan één of meer onderwijsinrichtingen zich bevinden op het grondgebied waarop het personeelslid het ambt van inspecteur, inspecteur-generaal of coördinerende inspecteur-generaal uitoefent.

Art. 46. Met de hoedanigheid van personeelslid van de algemene inspectiedienst is onverenigbaar, elke activiteit die het vervullen van de ambtsplichten zou kunnen belemmeren of die in strijd is met de waardigheid van dat ambt.

Art. 47. De Regering stelt de onverenigbaarheden vast bedoeld in de artikelen 44 tot 46. Ze brengt daar het betrokken personeelslid op de hoogte van binnen een termijn van twintig dagen vanaf de dag waarop ze de onverenigbaarheid vaststelt, per aangetekend schrijven, dat uitwerking heeft met ingang van de derde werkdag volgend op de datum van de verzending ervan.

Art. 48. Als de vaststelling van een onverenigbaarheid vermeld in artikel 46 betwist wordt, kan het betrokken personeelslid, langs hiërarchische weg, binnen een termijn van twintig werkdagen vanaf de datum waarop de onverenigbaarheid werd vastgesteld, een bezwaar indienen voor de in artikel 116 bedoelde Raad van beroep. Deze brengt zijn advies uit aan de Regering binnen een termijn van twee maanden vanaf de datum van ontvangst van het bezwaarschrift.

De Regering neemt haar beslissing binnen een termijn van één maand na ontvangst van het advies van de Raad van beroep.

HOOFDSTUK III. — Toegang tot de bevorderingsambten van inspecteur en coördinerende inspecteur

AFDELING I. — Toegang geeft tot de stage voor het bevorderingsambt van inspecteur

Art. 49. Om te worden toegelaten tot de stage voor het bevorderingsambt van inspecteur, moet het personeelslid:

1° voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 13;

2° niet uit zijn ambt ontheven zijn bij toepassing van artikel 62 of 93;

3° houder zijn van het getuigschrift van voltooiing na de kwalificatieproef in verband met het toe te kennen ambt van inspecteur bedoeld in artikel 27.

Art. 50. In geval van een vacante betrekking binnen het toe te kennen bevorderingsambt van inspecteur en onverminderd de toepassing van artikel 43, past de Regering de rangschikking toe van de wervingsreserve bedoeld in artikel 27.

Ze nodigt het best geplaatste personeelslid uit om aan te vangen met de stage. Reageert het personeelslid niet gunstig op deze uitnodiging binnen een termijn van tien werkdagen vanaf de kennisgeving van de uitnodiging, wordt aangenomen dat hij weigert met de voorgestelde stage aan te vangen en nodigt de Regering het volgende personeelslid van de rangschikking uit om met de stage te starten, enzovoort.

Het personeelslid dat de uitnodiging om met de stage aan te vangen afwijst, verlies niet zijn plaats in de rangschikking in geval van een andere vacante betrekking binnen het toe te kennen bevorderingsambt van inspecteur. Het personeelslid dat twee keer een vacante betrekking weigert, wordt geschrapt uit de wervingsreserve.

Art. 51. De Regering stelt de administratieve standplaats van de inspecteurs vast, op voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal.

Art. 52. § 1. De stage van inspecteur duurt twee jaar, berekend overeenkomstig paragraaf 3.

§ 2. Tijdens de duur van de stage blijft het personeelslid titularis van de betrekking waarin het vast benoemd of aangeworven is, in voorkomend geval bij zijn oorspronkelijke inrichtende macht.

Tenzij anders uitdrukkelijk wordt bepaald, wordt het personeelslid dat wordt toegelaten tot de stage van inspecteur gelijkgesteld met een personeelslid dat vast benoemd of aangeworven is in het ambt van inspecteur.

Het personeelslid kan tijdens de duur van de stage de toestemming krijgen om deel te nemen aan een opleiding wanneer deze specifiek gericht is op de ontwikkeling van de vereiste professionele competenties voor het uitoefenen van het ambt van inspecteur en wordt georganiseerd krachtens:

1° het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan voor het personeel van de inrichtingen voor gewoon basisonderwijs;

2° het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het gespecialiseerd onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psychisch-medisch-sociale centra en tot oprichting van een Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan;

3° het decreet van 30 juni 1998 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel in het onderwijs voor sociale promotie;

4° het decreet van 15 maart 1999 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het onderwijzend hulppersoneel van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

§ 3. Voor de berekening van de duur van de voltooide stage komen alleen de werkelijk gepresteerde diensten tijdens de duur van de stage in aanmerking.

Gelijkgesteld met werkelijk gepresteerde diensten zijn de jaarlijkse verloven, de verloven bedoeld in de artikelen 5, 5bis en 7 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 in toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaal onderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, alsmede het verlof met het oog op adoptie, pleegvoogdij, plaatsing in een pleeggezin en de moederschapsrust respectievelijk zoals beschreven in hoofdstuk IIbis en hoofdstuk XIII van hetzelfde koninklijk besluit van 15 januari 1974.

Art. 53. § 1. Het stagedoend personeelslid wordt ten vroegste zes maanden na zijn indiensttreding en uiterlijk aan het einde van het eerste stagejaar geëvalueerd door ten minste twee personen onder wie, in elk geval, de coördinerende inspecteur-generaal of zijn afgevaardigde en de inspecteur of een van de coördinerende inspecteurs belast met de coördinatie van de dienst waaronder het stagedoend personeelslid ressorteert.

De evaluatie is gebaseerd op de bepalingen van onderhavig decreet en op de toepassing van de kennis, competenties en vaardigheden die zouden moeten zijn verworven in het kader van de opleiding voor arbeidsintegratie bedoeld in artikel 54. Ze houdt rekening met het ambtsprofiel bedoeld in artikel 5, § 2, alsmede met de globale context waarin de stagiair moet evolueren en de middelen die hem ter beschikking zijn gesteld.

Met het oog op de toekenning van de evaluatie wordt een onderhoud met het personeelslid georganiseerd en wordt een evaluatieverslag opgesteld waarvan de Regering het model vastlegt.

De evaluatie leidt tot de toekenning van de vermelding 'gunstig' of 'ongunstig'.

De verkregen vermelding wordt ter kennis gebracht van de stagiair per aangetekend schrijven of door de persoonlijke overhandiging van een schrijven met ontvangstbewijs.

Er wordt van rechtswege een einde gemaakt aan de stage van het personeelslid dat de vermelding 'ongunstig' krijgt aan het einde van de evaluatie. In dat geval neemt het personeelslid zijn ambt en benoeming weer op waarin hij vast benoemd of aangeworven is.

§ 2. Het personeelslid kan op elk moment in de loop van het tweede stagejaar opnieuw worden geëvalueerd volgens dezelfde regels als in paragraaf 1.

§ 3. De stagiair die een vermelding 'ongunstig' krijgt, kan binnen de tien dagen na kennisgeving langs hiërarchische weg per aangetekend schrijven een schriftelijke klacht indienen tegen deze vermelding bij de Raad van beroep bedoeld in artikel 116. Dit beroep is opschortend.

De Raad van beroep brengt zijn advies uit aan de Regering binnen een termijn van maximaal één maand vanaf de datum van ontvangst van het bezwaarschrift. De Regering neemt haar beslissing en kent de evaluatievermelding toe aan het stagedoend personeelslid binnen een termijn van maximaal één maand vanaf de datum van ontvangst van het advies.

Art. 54. § 1. Het stagedoend personeelslid krijgt tijdens de duur van de stage een opleiding voor arbeidsintegratie van 160 uur.

Deze opleiding voor arbeidsintegratie beoogt inzonderheid:

1° de voortzetting, verdieping en integratie van de ontwikkeling van de kennis en vaardigheden van de initiële opleiding bedoeld in artikel 22, inzonderheid op basis van observatie en experimenten;

2° de ontwikkeling van de professionele identiteit van de stagiair opdat hij zich zijn rol en positie in het onderwijssysteem eigen kan maken, vertrouwd kan raken met de deontologische regels, zijn sterktes en zwaktes kan analyseren en zijn opleidingsbehoeften kan afleiden;

3° de ontwikkeling van het vermogen om zaken in vraag te stellen, afstand te nemen en nadenkend te analyseren;

4° de ontwikkeling van de systemische analysevaardigheden van een schoolinrichting, het beheer ervan en de interpretatievaardigheden van de verschillende waargenomen fenomenen, inzonderheid door een kritische analyse van incidenten van interpersoonlijke en sociaal-organisatorische fenomenen die spelen;

5° de beoordeling van de door de Regering besliste auditmethode;

6° de ontwikkeling van de communicatie, in interindividuele en collectieve omstandigheden, van vaststellingen, advies en beslissingen bij de verschillende soorten actoren van het onderwijssysteem;

7° de ontwikkeling van een vermogen om zijn praktijken aan te passen aan de diversiteit en de specifieke kenmerken van institutionele en omgevingsgebonden contexten (openbaar, op maat van de scholen of PMS-centra, ISE ...).

§ 2. De Regering werkt op grond van een voorstel van het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan een opleidingsplan voor arbeidsintegratie uit waarin de volgende elementen worden bepaald:

1° de methodes, met een voorkeur voor die gericht zijn op de professionele ontwikkeling, inzonderheid de analyse van casussen, rollenspellen, intervisie en het opstellen van een portfolio;

2° de nadere regels volgens dewelke de opleiding is georganiseerd.

Het opleidingsplan bestaat in elk geval uit twee delen die tegelijkertijd worden uitgevoerd.

Het eerste deel is een opleiding van minstens 90 uur, en gemeenschappelijk voor alle ambten van inspecteur.

Het tweede deel is een opleiding van minstens 30 uur, en specifiek voor een ambt of een groep van ambten.

Indien de stagedoend inspecteur reeds een gelijkwaardige opleiding zou hebben gevolgd, kan hij vragen om te worden vrijgesteld voor het hele of een deel van het programma van het opleidingsplan, volgens de door de Regering vastgelegde opleiding voor arbeidsintegratie.

§ 3. Op basis van het opleidingsplan bedoeld in lid 2, wordt de opleiding voor arbeidsintegratie georganiseerd door het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan.

De lesgevers van deze opleiding voor arbeidsintegratie zijn hoofdzakelijk afkomstig van universiteiten, hogescholen, onderwijsinrichtingen voor sociale promotie, het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan, de school voor overheidsbestuur of het algemeen bestuur onderwijs.

§ 4. Na afloop van de opleiding moet de stagiair zijn portfolio presenteren en verdedigen voor de examencommissie bestaande uit:

1° een voorzitter aangesteld door de Regering onder de ambtenaren-generaal van minstens rang 15;

2° twee leden aangesteld door de Regering onder de personeelsleden die in vast verband zijn benoemd van het algemeen bestuur onderwijs, waarvan minstens één als vertegenwoordiger van de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem;

3° drie leden aangesteld door de Regering onder de personeelsleden die in vast verband zijn benoemd of een mandaat uitoefenen binnen de algemene inspectiedienst;

4° één externe deskundige aangesteld door de Regering, met specifieke competenties die verband houden met de verschillende taken van de algemene inspectiedienst.

Voor elk effectief lid van de examencommissie, stelt de Regering één plaatsvervangend lid aan volgens dezelfde nadere regels.

Overeenkomstig artikel 14 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, mogen de vertegenwoordigers van de vakorganisaties deze vergaderingen van deze examencommissie bijwonen als waarnemers.

De Regering bepaalt de werkingsmodaliteiten van de examencommissie.

De examencommissie baseert haar beoordeling van de kwalificatieproef op de volgende evaluatiecriteria:

1° de graad van beheersing van de veronderstelde kennis en vaardigheden die werden ontwikkeld in het kader van elk luik van de initiële opleiding;

2° het vermogen om schriftelijk te communiceren;

3° het vermogen om mondeling te communiceren.

De Regering legt de weging tussen de evaluatiecriteria vast zonder dat ook maar één ervan de 40 % overschrijdt, alsook de nadere regels voor de organisatie en evaluatie van de proef.

De proef wordt beschouwd als geslaagd als de kandidaat ten minste 60 % van de punten behaalt.

§ 5. Er wordt van rechtswege een einde gemaakt aan de stage als het personeelslid niet slaagt in de opleiding voor arbeidsintegratie bedoeld in dit artikel. In dat geval neemt het personeelslid opnieuw zijn oorspronkelijke ambt en aanstelling in vast verband op.

Om de stabiliteit van de pedagogische teams niet te verstoren, kan de Regering de wederopneming van het personeelslid in zijn oorspronkelijke ambt maximaal zes maanden uitstellen vanaf het niet-slagen in deze opleiding voor arbeidsintegratie.

Het personeelslid bedoeld in lid 1 kan binnen de tien dagen na kennisgeving langs hiërarchische weg per aangetekend schrijven een schriftelijke klacht indienen tegen deze beslissing bij de Raad van beroep bedoeld in artikel 116. Dit beroep is opschortend.

De Raad van beroep brengt zijn advies uit aan de Regering binnen een termijn van maximaal één maand vanaf de datum van ontvangst van het bezwaarschrift. De Regering neemt haar beslissing en kent de evaluatievermelding toe aan het stagedoend personeelslid binnen een termijn van maximaal één maand vanaf de datum van ontvangst van het advies.

Art. 55. Elke inspecteur-stagiair kan zijn stage vervroegd beëindigen met een opzegtermijn van maximaal drie maanden. Deze opzegtermijn kan altijd worden verkort in onderling overleg.

Bij gebrek aan een reactie van de Regering binnen de maand na het verzoek van de inspecteur-stagiair, wordt het geacht te zijn aanvaard.

In dat geval neemt het personeelslid zijn oorspronkelijke ambt in vast verband weer op en kan hij, uitgezonderd in uitzonderlijke en behoorlijk gemotiveerde omstandigheden, slechts opnieuw worden toegelaten wanneer hij behoort tot een andere wervingsreserve bedoeld in artikel 32, lid 2, 1° en 2°, van onderhavig decreet dan die waarvoor hij werd toegelaten tot de stage. Hij verliest in elk geval het voordeel van de stage die hij vroegtijdig beëindigde.

Om de continuïteit van het inspectie-ambt te garanderen en de stabiliteit van de pedagogische teams niet te verstoren, kan de Regering de wederopneming van het personeelslid in zijn oorspronkelijke ambt maximaal zes maanden uitstellen vanaf de datum van het verzoek van het personeelslid.

Art. 56. § 1. Na de stage wordt het personeelslid dat geslaagd is voor de proef bedoeld in artikel 54, § 4, na afloop van de opleiding voor arbeidsintegratie bedoeld in paragraaf 1 van hetzelfde artikel, geëvalueerd volgens dezelfde nadere regels als in artikel 53.

Het personeelslid dat een vermelding 'ongunstig' krijgt, kan per aangetekend schrijven een schriftelijke klacht indienen tegen deze vermelding volgens dezelfde nadere regels als in artikel 53, § 3.

§ 2. Het personeelslid dat aan het einde van de stage een gunstige evaluatie heeft gekregen, krijgt een voorstel tot vaste benoeming in het ambt van inspecteur waarvan het model door de Regering wordt vastgelegd.

Dit voorstel wordt hem door de inspecteur-generaal ter kennis gebracht per aangetekend schrijven met een ontvangstbewijs met uitwerking drie werkdagen na verzending ofwel bij overhandiging van een brief met ontvangstbewijs met uitwerking op de datum vermeld op dat ontvangstbewijs.

Het personeelslid heeft een termijn van tien werkdagen om het ingevulde en ondertekende voorstel te overhandigen aan de inspecteur-generaal en erop te vermelden of hij een vaste benoeming in het ambt van inspecteur aanvaardt of weigert.

In geval van een weigering binnen de tien dagen van een vaste benoeming, neemt het personeelslid zijn oorspronkelijke ambt en aanstelling weer op.

§ 3. De benoeming in een ambt van inspecteur door de Regering treedt voor de betrokkene in werking op de dag van de toelating tot de stage. De betrekking waarvan de inspecteur-stagiair titularis was binnen zijn oorspronkelijke inrichtende macht of de Algemene Dienst Sturing van scholen en psychisch-medisch-sociale centra kan slechts vacant worden verklaard op de datum van de beslissing van de benoeming in het ambt van inspecteur.

Het benoemingsbesluit wordt gepubliceerd als uittreksel van het *Belgisch Staatsblad*.

AFDELING II. — Voorlopige aanstelling in een bevorderingsambt van inspecteur

Art. 57. Als een personeelslid van de algemene inspectiedienst tijdelijk afwezig is of er een vacante betrekking van inspecteur is waarvoor geen stagiair kan worden aangesteld, kan de Regering overgaan tot de voorlopige aanstelling in een betrekking van een ambt van inspecteur bedoeld in artikel 32, lid 2, 1^o en 2^o.

In dat geval wordt het tijdelijk aangestelde personeelslid, behalve indien anders bepaald, voor de uitoefening van zijn functies, gelijkgesteld aan een personeelslid dat vast benoemd of aangeworven is in het ambt van inspecteur.

Ongeacht de datum vanaf wanneer het personeelslid wordt aangesteld krachtens lid 1, eindigt zijn tijdelijke aanstelling uiterlijk op 31 augustus.

De aanstelling bedoeld in lid 1 kan maximaal twee keer worden vernieuwd volgens de bepalingen van onderhavige afdeling. De totale duur van de tijdelijke aanstelling mag niet meer dan drie opeenvolgende schooljaren zijn.

Art. 58. Niemand kan voorlopig worden aangesteld overeenkomstig artikel 57, indien hij niet voldoet aan de volgende voorwaarden:

1^o voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 13, lid 1;

2^o zijn kandidatuur hebben ingediend in de vorm en binnen de termijnen overeenkomstig artikel 59.

De periode tijdens dewelke een personeelslid tijdelijk wordt aangesteld in toepassing van de bepalingen van onderhavige afdeling, kan niet worden gelijkgesteld met de stage bedoeld in artikel 49.

Art. 59. De Regering nodigt de personeelsleden uit de wervingsreserve per ambt bedoeld in artikel 27 uit met inachtneming van de opgestelde rangschikking om tijdelijk te worden aangesteld volgens de door haar vastgelegde nadere regels.

Zo niet, verzoekt de Regering de personeelsleden om hun kandidatuur voor een tijdelijk aanstelling in te dienen volgens de door haar vastgelegde nadere regels.

Art. 60. § 1. Onverminderd de toepassing van artikel 143, kan de Regering, met een opzegtermijn van twee weken, in het belang van de dienst de aanstelling van een tijdelijk aangesteld personeelslid in een bevorderingsambt van inspecteur beëindigen.

§ 2. Voor elke beslissing van de Regering moet het personeelslid worden uitgenodigd om te worden gehoord door de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal of de coördinerende inspecteur-generaal die hij daartoe aanstelt.

De oproeping voor een verhoor alsook de gronden waarvoor de Regering de tijdelijke aanstelling wil beëindigen worden minstens vijf werkdagen voor de hoorzitting bekendgemaakt aan het personeelslid, ofwel per aangetekend schrijven met ontvangstbevestiging, ofwel bij overhandiging van een brief met ontvangstbewijs.

Tijdens de hoorzitting kan het personeelslid worden bijgestaan of vertegenwoordigd door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging, een advocaat, een verdediger gekozen onder de personeelsleden van de algemene inspectiedienst, in activiteit of op rust.

Van de hoorzitting worden notulen opgesteld.

De procedure verloopt rechtsgeldig wanneer het personeelslid, behoorlijk opgeroepen, niet aanwezig is of wordt vertegenwoordigd op de hoorzitting.

De Regering neemt haar beslissing binnen de tien dagen na verzending van de notulen.

Art. 61. Het personeelslid kan afzien van zijn voorlopige aanstelling mits een opzegtermijn van drie maanden. In dat geval neemt het personeelslid zijn oorspronkelijke ambt in vast verband weer op en wordt het, uitgezonderd in uitzonderlijke en behoorlijk gemotiveerde omstandigheden, slechts opnieuw toegelaten tot de stage of voorlopig aangesteld in een ambt van inspecteur na te hebben gereageerd op een nieuwe oproep voor kandidaten.

De in het vorige lid bedoelde opzegtermijn kan worden verkort in onderling overleg.

Art. 62. Er wordt van rechtswege een einde gemaakt aan de voorlopige aanstelling van het personeelslid wanneer dit personeelslid één van de tuchtsancties bedoeld in artikel 105, 4^o tot 7^o krijgt.

De tuchtsancties bedoeld in artikel 105, 6^o en 7^o, stellen overigens een einde aan elke statutaire band, zelfs in het oorspronkelijke ambt van het in het vorige lid bedoelde personeelslid.

AFDELING III. — Het bevorderingsambt van coördinerende inspecteurs binnen de algemene inspectiedienst

Art. 63. § 1. De Regering benoemt, op voordracht van de rangschikking van de examencommissie bedoeld in paragraaf 4:

1^o vijf coördinerende inspecteurs belast met de coördinatie van de taken van de inspectie op het niveau van het onderwijs van het pedagogisch continuüm. Zij kunnen inzonderheid elk specifiek worden belast met de coördinatie van audits, de coördinatie van evaluatietaken, de coördinatie van toezichhoudende en onderzoekstaken, de coördinatie van taken in verband met gespecialiseerd onderwijs of de coördinatie van taken in verband met cours disciplinaires;

2^o twee coördinerende inspecteurs belast met de coördinatie van de taken van de inspectie op het niveau van het middelbaar overgangs- en kwalificatieonderwijs;

3^o één coördinerende inspecteur belast met de coördinatie van de taken van de inspectie op het niveau van het onderwijs voor sociale promotie en afstandsonderwijs;

4^o één coördinerende inspecteur belast met de coördinatie van de taken van de inspectie op het niveau van het kunstonderwijs.

5^o één coördinerende inspecteur belast met de coördinatie van de taken van de inspectie op het niveau van de psychisch-medisch-sociale centra.

De Regering bepaalt het gemeenschappelijk competentieprofiel voor de uitoefening van het bevorderingsambt van coördinerende inspecteur binnen de algemene inspectiedienst. Dit gemeenschappelijk competentieprofiel bepaalt de specifieke, technische, generieke en gedragscompetenties.

De Regering bepaalt de nadere regels voor vorm en termijn volgens dewelke kandidaturen voor een van de ambten bedoeld in lid 1 moeten worden ingediend. Ze legt ook de nadere regels vast voor de openbaarheid van de opleiding bedoeld in paragraaf 2, 5^o.

§ 2. De coördinerende inspecteurs bedoeld in paragraaf 1 worden benoemd onder de personeelsleden die voldoen aan de volgende voorwaarden:

1^o vast benoemd zijn in een van de ambten van de algemene inspectiedienst bedoeld in artikel 32, lid 2, 1^o of 2^o;

2^o een ambtsanciënniteit van ten minste zes maanden hebben in het bevorderingsambt van inspecteur ofwel:

a. binnen de inspectiedienst voor het onderwijs van het pedagogisch continuüm om te worden belast met de coördinatie op het niveau van het onderwijs van het pedagogisch continuüm;

b. binnen de inspectiedienst voor het middelbaar overgangs- en kwalificatieonderwijs om te worden belast met de coördinatie op het niveau van het middelbaar overgangs- en kwalificatieonderwijs;

c. binnen de inspectiedienst voor het onderwijs voor sociale promotie en afstandsonderwijs om te worden belast met de coördinatie op het niveau van het onderwijs voor sociale promotie en afstandsonderwijs;

d. binnen de inspectiedienst voor het kunstonderwijs om te worden belast met de coördinatie op het niveau van het kunstonderwijs;

e. binnen de inspectiedienst voor de psychisch-medisch-sociale centra om te worden belast met de coördinatie op het niveau van de psychisch-medisch-sociale centra;

3^o de vermelding 'gunstig' gekregen hebben bij de laatste evaluatie. Als er geen evaluatieverslag beschikbaar is, wordt aangenomen dat de inspecteur de vermelding 'gunstig' heeft gekregen;

4^o geen tuchtsanctie of -straf hebben ondergaan gedurende de vijf vorige jaren;

5^o een opleiding van 30 uur hebben gevolgd voor het ontwikkelen van kader- en leadershipcompetenties en inzonderheid het vermogen om:

a. een team te beheren en tot een hecht geheel te smeden, met name door de medewerkers te ondersteunen en motiveren, hun persoonlijke en professionele ontwikkeling en de ontwikkeling van het team te stimuleren vanuit het oogpunt van een lerende organisatie;

b. de activiteiten van een team te organiseren, sturen, coördineren en evalueren;

c. pistes voor het oplossen van problemen te analyseren en voor te stellen;

d. projecten te beheren, te beslissen over doelgerichte acties om de beslissingen in de praktijk te brengen en deze ook te initiëren;

6^o geslaagd zijn voor de kwalificatieproef na afloop van de opleiding bedoeld onder 5^o.

§ 3. De opleiding bedoeld in paragraaf 2, 5^o, wordt georganiseerd door de Regering op voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal, gebaseerd op de noodwendigheden van de dienst.

Ze kan eventueel worden georganiseerd voor alle kandidaten voor een ambt van zonedirecteur en voor de kandidaten voor een ambt van coördinerende inspecteur. Op voordracht van het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan, en in overleg met de coördinerende inspecteur-generaal stelt de Regering een opleidingsplan op dat in voorkomend geval de inhoud en de nadere regels van de opleiding bepaalt alsook de te verwerven kennis en vaardigheden, zoals bepaald in paragraaf 2, 5^o.

Op basis van het opleidingsplan bedoeld in lid 2, wordt de opleiding georganiseerd door het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan. De lesgevers van deze initiële opleiding zijn hoofdzakelijk afkomstig van universiteiten, hogescholen, onderwijsinrichtingen voor sociale promotie, het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan, de school voor overheidsbestuur of het algemeen bestuur onderwijs.

§ 4. De kwalificatieproef bedoeld in paragraaf 2, 6^o wordt uiterlijk binnen de drie maanden na het beëindigen van de opleiding bedoeld in paragraaf 3 georganiseerd. Ze bestaat uit een zelf geschreven dossier dat wordt verdedigd voor een examencommissie.

Dit geschreven dossier bestaat uit:

1° een analyse van een casestudy die betrekking heeft op een van de onderwerpen die werden behandeld tijdens de opleiding bedoeld in paragraaf 2, 5°;

2° een overzicht van de competenties van de kandidaat met zijn voornaamste sterktes en zwaktes, ondersteund door zijn loopbaan en in verband gebracht met de kennis en vaardigheden die aan bod komen in het kader van de opleiding bedoeld in paragraaf 2, 5°.

De examencommissie baseert haar beoordeling van de kwalificatieproef op de volgende evaluatiecriteria:

1° de samenhang tussen het overzicht van de competenties en de weerspiegeling van deze competenties in de door de kandidaat verdedigde casestudy;

2° de relevantie van de door de kandidaat in de casestudy voorgestelde acties;

3° de graad van beheersing van de veronderstelde kennis en vaardigheden die werden ontwikkeld in het kader van de opleiding bedoeld in paragraaf 2, 5°;

4° het vermogen om schriftelijk te communiceren;

5° het vermogen om mondeling te communiceren.

De Regering legt de weging tussen de evaluatiecriteria vast zonder dat ook maar één ervan de 40 % overschrijdt, alsook de nadere regels voor de organisatie en evaluatie van de proef.

De examencommissie wordt belast met het onderzoeken van het door de kandidaat ingediende professioneel dossier, het verhoren van de kandidaat en het evalueren van alle geleverde prestaties en het bekrachtigen van deze evaluatie met een getuigschrift van voltooiing of niet-voltooiing.

Ze is ook belast met het opstellen van een rangschikking van de kandidaten die geslaagd zijn door de proef, per ambt.

§ 5. De examencommissie bedoeld in paragraaf 1 bestaat uit:

1° de coördinerende inspecteur-generaal als voorzitter;

2° twee inspecteurs-generaal;

3° twee ambtenaren van minstens rang 12 aangesteld door de Regering onder de personeelsleden van het algemeen bestuur onderwijs, waarvan minstens één als vertegenwoordiger van de Algemene Directie Sturing van het onderwijssysteem;

4° één externe deskundige, aangesteld door de Regering, met specifieke competenties die verband houden met de opleiding bedoeld in paragraaf 2, 5°.

Voor elk effectief lid van de examencommissie van de kwalificatieproef, stelt de Regering één plaatsvervangend lid aan volgens dezelfde nadere regels.

Overeenkomstig artikel 14 van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, mogen de vertegenwoordigers van de vakorganisaties deze vergaderingen van deze examencommissie bijwonen als waarnemers.

De Regering bepaalt de werkingsmodaliteiten van de examencommissie bedoeld in paragraaf 1.

§ 6. De taken van de coördinerende inspecteurs bedoeld in paragraaf 1 worden, in overleg met de betrokkenen, bepaald door de inspecteur-generaal bevoegd voor de inspecteurs bedoeld in paragraaf 1, 1° en 2°, en door de coördinerende inspecteur-generaal voor de inspecteurs bedoeld in paragraaf 1, 3° tot 5°.

In het kader van hun taken kunnen de coördinerende inspecteurs instructies geven aan de inspecteurs van de betrokken inspectiedienst.

Art. 64. Voor de berekening van de ambtsanciënniteit bedoeld in artikel 63, § 2, 2°, worden enkel de diensten in aanmerking genomen die het personeelslid, ongeacht in welke hoedanigheid, werkelijk heeft gepresteerd in de bevorderingsfunctie van inspecteur.

Voor de berekening van de duur van de diensten die in aanmerking komen voor een ambtsanciënniteit bedoeld in artikel 63, § 2, 2°, worden de werkelijke diensten per kalendermaand geteld, waarbij de onvolledige maanden niet worden meegeteld.

Art. 65. De coördinerende inspecteurs krijgen een vergoeding waarvan het bedrag wordt bepaald door de Regering.

Het bedrag van de vergoeding mag in geen geval hoger zijn dan de helft van het verschil tussen de minimale weddeschaal van inspecteur-generaal en de minimale weddeschaal van inspecteur.

De Regering stelt de administratieve standplaats vast van de inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie, op voordracht van de coördinerende inspecteur-generaal en de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal.

Art. 66. De coördinerende inspecteurs blijven onderworpen aan de evaluatie bedoeld in hoofdstuk V.

HOOFDSTUK IV. — Mandaat voor de uitoefening van de bevorderingsambten van inspecteur-generaal en coördinerende inspecteur-generaal

AFDELING I. — Procedure en voorwaarden voor het verkrijgen van het mandaat

Art. 67. De betrekkingen van inspecteur-generaal en coördinerende inspecteur-generaal bedoeld in artikel 32, lid 2, 4° en 5°, worden toegekend bij mandaat.

Een mandaat kan slechts worden toegekend als een betrekking vacant is binnen het betrokken ambt.

De Regering bepaalt het ambtsprofiel van de inspecteur-generaal en coördinerende inspecteur-generaal.

Art. 68. De vacante betrekking van de te vervullen ambten van inspecteur-generaal en coördinerende inspecteur-generaal wordt ter kennis gebracht van de mogelijke kandidaten voor de uitoefening van een mandaat, volgens de nadere, door de Regering bepaalde regels.

Art. 69. Slechts de kandidaten die de vorm en de termijn hebben nageleefd waarin de kandidaturen moeten worden ingediend, kunnen worden gemandateerd.

Art. 70. Niemand kan een mandaat verkrijgen als hij niet aan de volgende voorwaarden voldoet:

1° vast benoemd zijn in een bevorderingsambt van inspecteur bedoeld in artikel 32, lid 2, 1° of 2°;

2° een ambtsanciënniteit hebben van ten minste zes maanden:

a) in een bevorderingsambt van inspecteur binnen de inspectiedienst voor het onderwijs van het pedagogisch continuüm om te worden gemandateerd in het ambt van inspecteur-generaal van het onderwijs van het pedagogisch continuüm;

b) in een bevorderingsambt van inspecteur binnen de inspectiedienst voor het middelbaar overgangs- en kwalificatieonderwijs om te worden gemandateerd in het ambt van inspecteur-generaal van het middelbaar overgangs- en kwalificatieonderwijs;

3° een ambtsanciënniteit hebben van minstens negen jaar in een bevorderingsambt van inspecteur om te worden gemandateerd in het ambt van coördinerende inspecteur-generaal;

4° de vermelding 'gunstig' gekregen hebben bij de laatste evaluatie. Als er geen evaluatieverslag beschikbaar is, wordt aangenomen dat de inspecteur de vermelding 'gunstig' heeft gekregen;

5° geen tuchtsanctie of -straf hebben ondergaan gedurende de vijf vorige jaren;

6° een opleiding in hr-management van minstens 60 uur gevolgd hebben en ervoor geslaagd zijn, georganiseerd door de school voor overheidsbestuur. Het getuigschrift van voltooiing wordt uitgereikt door een examencommissie waarvan de samenstelling en de nadere regels voor de werking worden bepaald door de Regering.

Als er geen kandidaat is die aan de in het 1e lid, 6° bedoelde voorwaarde voldoet, kan de Regering een mandaat toekennen aan een kandidaat die niet aan die voorwaarde voldoet, voor zover deze laatste zich ertoe verbindt de volgende opleiding in human resources management te volgen. Er wordt van rechtswege een einde gemaakt aan zijn mandaat bij niet-naleving van die verbintenis of bij niet-voltooiing.

Niemand wordt toegelaten tot de opleiding als hij op de datum van indiening van zijn aanvraag tot deelneming niet voldoet aan de voorwaarden vermeld in lid 1, 1°, 2°, 4° en 5°.

Art. 71. Voor de berekening van de ambtsanciënniteit bedoeld in artikel 70, lid 1, 2° en 3°, worden enkel de diensten in aanmerking genomen die het personeelslid, ongeacht in welke hoedanigheid, werkelijk heeft gepresteerd in de bevorderingsfunctie van inspecteur.

Voor de berekening van de duur van de diensten die in aanmerking komen voor een ambtsanciënniteit bedoeld in artikel 70, 2° en 3°, worden de werkelijke diensten per kalendermaand geteld, waarbij de onvolledige maanden niet worden meegeteld.

Art. 72. § 1. Er wordt bij de Regering een commissie voor selectie en evaluatie, hierna 'de Commissie', opgericht.

§ 2. De Commissie is bevoegd om de adviezen bedoeld bij toepassing van de artikelen 81 te geven, op eigen initiatief of op aanvraag van de Regering.

§ 3. De Commissie bestaat uit:

1° de directeur-generaal van de algemene directie voor de sturing van het onderwijssysteem;

2° vier leden aangesteld door de Regering onder de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering, die minstens titularis zijn van een graad van rang 16;

3° vijf leden aangesteld door de Regering onder de titularissen van het ambt van gewoon hoogleraar, hoogleraar of docent, voltijds in vast verband benoemd of aangeworven binnen een universiteit georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap of onder de titularissen van een verkiezingsambt binnen een hogeschool georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

De leden van de Commissie worden aangesteld voor een hernieuwbare periode van vijf jaar.

§ 4. De directeur-generaal van de algemene directie voor de sturing van het onderwijssysteem zit de Commissie voor. De Regering stelt een ondervoorzitter van de Commissie aan onder de vier ambtenaren-generaal bedoeld in paragraaf 3, 2°.

De Regering stelt een secretaris en plaatsvervangend secretaris van de Commissie aan onder de ambtenaren van minstens niveau 2+ van de diensten van de Regering.

§ 5. Voor elk werkend lid stelt de Regering een plaatsvervangend lid aan, gekozen volgens dezelfde nadere regels als het werkend lid dat het vervangt. De Regering stelt een plaatsvervangende directeur-generaal aan van de algemene directie voor de sturing van het onderwijssysteem onder de ambtenaren-generaal van de diensten van de Regering, die minstens titularis zijn van een graad van rang 16;

§ 6. De Commissie geeft advies bij meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter beslissend.

De Regering stelt andere nadere regels vast voor de werking van de Commissie, alsmede haar intern reglement, op de voordracht van de Commissie.

§ 7. Elk lid van de Commissie dat zijn hoedanigheid waarvoor het aangesteld werd binnen de Commissie verliest, wordt onverwijld vervangen door de Regering volgens dezelfde nadere regels. De plaatsvervanger voleindigt het mandaat van zijn voorganger.

Art. 73. Bij de verklaring van vacature van de bij mandaat te vervullen betrekking stelt de Regering op voordracht van de directeur-generaal van de algemene directie voor de sturing van het onderwijssysteem een opdrachtenblad op.

Het opdrachtenblad bevat ten minste de beschrijving van de volgende elementen:

1° de nauwkeurige definitie van de opdrachten die aan de mandataris worden toegewezen;

2° de te bereiken doelstellingen.

Art. 74. De kandidaturen voor een mandaat worden onderzocht door de Commissie, die kan beslissen om de verschillende kandidaten te horen.

De Commissie stelt aan de Regering, per te vervullen mandaat, een lijst van maximaal vijf kandidaten voor, in volgorde van hun verdiensten en relationele bekwaamheden. Om de kandidaten te rangschikken volgens de volgorde van hun verdiensten, neemt de Commissie inzonderheid het volgende in aanmerking: opleidingen tijdens de loopbaan en aanvullende opleidingen, publicaties, behaalde diploma's, getuigschriften en brevetten, projecten uitgevoerd tijdens de uitoefening van hun ambt van inspecteur of een vroeger mandaat.

AFDELING II. — Duur en uitoefening van het mandaat

Art. 75. § 1. Het mandaat van inspecteur-generaal, met een duur van vijf jaar, wordt door de Regering toegekend aan de kandidaat die zij kiest uit een lijst voorgesteld door de commissie voor selectie en evaluatie bedoeld in artikel 72.

Dat mandaat is hernieuwbaar op basis van de evaluatie toegekend door de Regering op voordracht van de commissie voor selectie en evaluatie.

§ 2. Het mandaat van coördinerende inspecteur-generaal, met een duur van vijf jaar, wordt door de Regering toegekend aan de kandidaat die zij kiest uit een lijst voorgesteld door de commissie voor selectie en evaluatie bedoeld in artikel 72.

Dat mandaat is hernieuwbaar op basis van de evaluatie toegekend door de Regering op voordracht van de commissie voor selectie en evaluatie.

Art. 76. Het mandaat is tijdelijk. Het geeft geen recht op een vaste benoeming in het ambt dat het toekent

Het bij mandaat te vervullen ambt is ondeelbaar. Het wordt voltijds uitgeoefend.

Tijdens de uitoefening van zijn mandaat is het personeelslid in dienstactiviteit, behoudens formele bepaling die hem in een andere administratieve stand zet.

Zijn administratieve standplaats wordt gevestigd op de administratieve zetel van de algemene inspectiedienst.

Art. 77. Tijdens de duur van zijn mandaat, kan de mandataris:

1° geen verlof krijgen voor de onderbreking van de beroepsloopbaan, met uitzondering van loopbaanonderbreking om palliatieve zorgen te verstrekken, voor bijstand of verlening van zorgen aan een gezins- of familielid tot de tweede graad die lijdt aan een ernstige ziekte of bij de geboorte of adoptie van een kind in het kader van ouderschapsverlof;

2° geen verlof krijgen voor taak of terbeschikkingstelling voor bijzondere taak;

3° geen verlof krijgen om stage te lopen binnen een andere betrekking van de Staat, de provincies, gemeenten, van daarmee gelijkgestelde openbare instellingen, een officiële school of een gesubsidieerde vrije school;

4° geen verlof krijgen om zich kandidaat te stellen voor de parlements- of provincieraadsverkiezingen;

5° geen verlof krijgen om cursussen te volgen, zich voor te bereiden voor examens en examens af te leggen;

6° geen verlof krijgen om voorlopig een ander ambt uit te oefenen in het onderwijs;

7° geen verlof verkrijgen voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden noch verlof voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden, toegekend aan het personeelslid dat minstens twee kinderen ten laste heeft die niet ouder zijn dan 14 jaar, noch verlof krijgen voor verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheden, toegekend aan het lid van het personeel vanaf 50 jaar;

8° geen politiek verlof krijgen;

9° geen terbeschikkingstelling krijgen wegens persoonlijke aangelegenheden;

10° geen terbeschikkingstelling krijgen wegens persoonlijke aangelegenheden vóór het rustpensioen op basis van de bepalingen van het koninklijk besluit nr.297 van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psychisch-medisch-sociale centra.

Art. 78. Tijdens de uitoefening van zijn mandaat geniet de inspecteur-generaal de weddeschaal die toegekend is aan een ambtenaar van de diensten van de Regering van rang 15.

Tijdens de uitoefening van zijn mandaat geniet de coördinerende inspecteur-generaal de weddeschaal die toegekend is aan een ambtenaar van de diensten van de Regering van rang 16.

Art. 79. Elk personeelslid in dienstactiviteit van minstens 57 jaar oud die het maximum van zijn weddeschaal geniet, ziet de waarde van dit maximum verhoogd met de waarde van de laatste tussentijdse verhoging van zijn weddeschaal.

Elk personeelslid in dienstactiviteit van minstens 58 jaar oud die het maximum van zijn weddeschaal geniet, ziet de waarde van dit maximum verhoogd met het dubbele van de waarde van de laatste tussentijdse verhoging van zijn weddeschaal.

Lid 1 en 2 zijn niet van toepassing voor personeelsleden die, op 1 januari 2015, nog niet de leeftijd hebben bereikt van respectievelijk 57 en 58 jaar.

Art. 80. Elk personeelslid in dienstactiviteit van minstens 61 jaar oud die het maximum van zijn weddeschaal geniet, ziet de waarde van dit maximum verhoogd met de waarde van de laatste tussentijdse verhoging van zijn weddeschaal op voorwaarde dat hij de tussentijdse verhoging bedoeld in artikel 2bis, lid 1 van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 de schalen worden vastgelegd verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de onderwijsinrichtingen van de Staat, aan de personeelsleden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de personeelsleden van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psychisch-medisch-sociale centra van de Staat, niet geniet.

Elk personeelslid in dienstactiviteit van minstens 62 jaar oud die het maximum van zijn weddeschaal geniet, ziet de waarde van dit maximum verhoogd met het dubbele van de waarde van de laatste tussentijdse verhoging van zijn weddeschaal op voorwaarde dat hij de tussentijdse verhoging bedoeld in lid 2 van artikel 79 niet geniet.

Art. 81. De evaluatie van de mandatarissen vindt plaats om de dertig maanden. Deze wordt toegekend door de Regering op de voordracht van de commissie voor selectie en evaluatie bedoeld in artikel 72.

De evaluatie is gebaseerd op de uitvoering van het opdrachtenblad bedoeld in artikel 73.

Dit bevat een van de volgende vermeldingen:

1° 'gunstig';

2° 'met voorbehoud';

3° 'ongunstig'.

Art. 82. De mandataris aan wie een 'gunstige' evaluatie gegeven wordt tijdens zijn mandaat, zet de uitoefening van zijn mandaat voort.

Bij toekenning van een evaluatie 'met voorbehoud' tijdens het mandaat vindt een nieuwe evaluatie plaats binnen de volgende zes tot twaalf maanden en deze leidt tot de toekenning van een vermelding 'gunstig' of 'ongunstig'. De toekenning van een vermelding 'met voorbehoud' kan de Regering brengen tot het aanpassen van het opdrachtenblad en het aan de mandataris opleggen om gepaste opleidingen te volgen.

Bij een evaluatievermelding 'ongunstig' tijdens het mandaat wordt het mandaat vervroegd beëindigd.

Art. 83. Als er geen inspecteur-generaal van de inspectiedienst voor het onderwijs van het pedagogisch continuüm is, kan de Regering de inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het onderwijs van het pedagogisch continuüm, gezamenlijk belasten met de taken van de inspecteur-generaal.

Als er geen inspecteur-generaal van de inspectiedienst voor het middelbaar overgangs- en kwalificatieonderwijs is, kan de Regering de inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het middelbaar overgangs- en kwalificatieonderwijs, gezamenlijk belasten met de taken van de inspecteur-generaal.

Als er geen coördinerende inspecteur-generaal is, kan de Regering een ambtenaar-generaal belasten met de taken van de coördinerende inspecteur-generaal.

Art. 84. De mandataris kan zijn mandaat vrijwillig beëindigen, mits een opzeggingstermijn van drie maanden.

Er wordt van rechtswege op vervroegde wijze een einde gemaakt aan het mandaat wanneer de mandataris een van de tuchtsancties bedoeld in artikel 105, lid 1, 4^o tot 7^o krijgt.

Art. 85. Wanneer een mandaat, om welke reden dan ook, vroegtijdig wordt beëindigd, wordt de mandataris vervangen. De vervanger, die door de Regering volgens de in de artikelen 67 tot 74 vastgestelde nadere regels wordt aangesteld, eindigt het lopende mandaat.

AFDELING III. — Einde van het mandaat

Art. 86. Het mandaat van de mandataris van wie de laatste evaluatie de vermelding 'gunstig' bevatte, wordt van ambtswege door de Regering verlengd, zonder dat de vacantverklaring bedoeld in artikel 68 wordt verricht.

Op het einde van zijn mandaat wordt het mandaat van de mandataris van wie de laatste evaluatie de vermelding 'met voorbehoud' bevatte, opnieuw open voor concurrentie verklaard, en kan hij zich gedurende vijf jaar niet meer kandidaat stellen voor een aanstelling in het mandaat van coördinerende inspecteur-generaal.

Op het einde van zijn mandaat kan de mandataris van wie de laatste evaluatie de vermelding 'ongunstig' bevatte, zich niet meer kandidaat stellen voor een aanstelling in het mandaat dat hij heeft uitgeoefend noch zich gedurende vijf jaar kandidaat stellen voor een aanstelling in het mandaat van inspecteur-generaal noch in het mandaat van coördinerende inspecteur-generaal.

Art. 87. Aanvaardt een mandataris in het ambt van inspecteur-generaal een mandaat van coördinerende inspecteur-generaal, wordt aangenomen dat hij ontslag neemt uit zijn mandaat van inspecteur-generaal.

Art. 88. Wanneer het personeelslid zijn hoedanigheid van mandataris verliest, wordt het in zijn bevorderingsambt van inspecteur hersteld.

HOOFDSTUK V. — Evaluatie in de loop van de loopbaan van vast benoemde inspecteurs

Art. 89. § 1. De inspecteur wordt minstens om de twee jaar geëvalueerd door de coördinerende inspecteur-generaal of zijn afgevaardigde en de inspecteur-generaal of een van de coördinerende inspecteurs belast met de coördinatie van de dienst waaronder de inspecteur ressorteert. Deze evaluatie is gebaseerd op de vervulling van de taken die hun toegewezen zijn overeenkomstig de bepalingen van Titel I.

§ 2. De voorlopig aangestelde inspecteur krachtens artikel 57 wordt minstens om de twee jaar geëvalueerd door de coördinerende algemeen-inspecteur of zijn afgevaardigde en de inspecteur-generaal of een van de coördinerende inspecteurs belast met de coördinatie van de dienst waaronder de inspecteur ressorteert. Deze evaluatie is gebaseerd op de vervulling van de taken die hun toegewezen zijn overeenkomstig de bepalingen van Titel I.

§ 3. De coördinerende inspecteur wordt minstens om de twee jaar geëvalueerd door de coördinerende inspecteur-generaal en een inspecteur-generaal. Deze evaluatie is gebaseerd op de vervulling van de taken die hun toegewezen zijn overeenkomstig de bepalingen van Titel I.

Art. 90. De evaluatie bevat een van de volgende vermeldingen:

- 1^o 'gunstig';
- 2^o 'met voorbehoud';
- 3^o 'ongunstig'.

Wanneer de evaluatie leidt tot de toekenning van de vermelding 'met voorbehoud', is de vermelding toegekend tijdens de volgende evaluatie ofwel 'gunstig' ofwel 'ongunstig'.

Bij een evaluatie 'met voorbehoud' krijgt het personeelslid bijkomende aanbevelingen voor de verplichte individuele opleiding bedoeld in artikel 94, § 2.

Art. 91. Met het oog op de toekenning van de evaluatie wordt een onderhoud met het personeelslid georganiseerd en wordt een evaluatieverslag opgesteld waarvan de Regering het model vastlegt.

De Regering legt de nadere regels vast volgens dewelke het gesprek verloopt, het verslag ter kennis wordt gebracht van het personeelslid en de manier waarop deze opmerkingen kan formuleren.

Art. 92. Het personeelslid dat een vermelding 'met voorbehoud' of 'ongunstig' krijgt, kan binnen de tien dagen na kennisgeving per aangetekend schrijven een schriftelijke klacht indienen tegen deze vermelding bij de Raad van beroep bedoeld in artikel 116.

De Raad van beroep brengt zijn advies uit aan de Regering binnen een termijn van maximaal één maand vanaf de datum van ontvangst van het bezwaarschrift. De Regering neemt haar beslissing en kent de evaluatievermelding toe aan het stagedoend personeelslid binnen een termijn van maximaal één maand vanaf de datum van ontvangst van het advies.

Art. 93. Het ambt van inspecteur van het personeelslid dat twee opeenvolgende ongunstige evaluatie heeft gekregen, wordt beëindigd.

Het ambt van coördinerende inspecteur van het personeelslid dat twee opeenvolgende ongunstige evaluatie heeft gekregen, wordt beëindigd. In dat geval neemt het personeelslid opnieuw zijn ambt van inspecteur op.

HOOFDSTUK VI. — *Opleiding tijdens de loopbaan*

Art. 94. § 1. De leden van de algemene inspectiedienst die een bevorderingsambt van inspecteur uitoefenen bedoeld in artikel 32, lid 2, 1°, 2° en 3°, volgen een opleiding tijdens hun loopbaan met het oog op:

1° het delen en analyseren van de praktijken en hulpmiddelen die de individuele en gezamenlijke ontwikkeling ten goede komen;

2° de perfectionering, aanpassing en actualisatie van de ontwikkeling van de competenties van de initiële opleiding bedoeld in artikel 22 en de opleiding voor arbeidsintegratie bedoeld in artikel 54;

3° de verwerving en integratie van de bijkomende kennis en vaardigheden die moeten worden ontwikkeld met het oog op de prioritaire richtingen van het onderwijssysteem, de wetenschappelijke vooruitgang van het onderzoek hiernaar, de evolutie van de taken van de inspecteurs en de opleidingsbehoeften die worden vastgesteld bij de analyse van de jaarverslagen van de inspecteurs- generaal en coördinerende inspecteurs;

4° de verwerving van bijkomende vaardigheden, met inbegrip van pedagogische vaardigheden naargelang het individuele opleidingsproject en hun individuele evaluatie;

5° het afstand nemen van en een denkanalyse over de eigen werking, inzonderheid door de eigen beroepspraktijk te toetsen aan die van zijn collega's, de persoonlijke formele en informele opleidingen (lezingen, congressen, Moco enz.), en het schrijven van een professionele portfolio.

§ 2. Op voordracht van de algemene inspectiedienst bepaalt het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan een verplicht jaarlijks opleidingsplan:

1° daarbij genieten methodes die de professionele ontwikkeling ten goede komen de voorkeur, inzonderheid het delen van praktijkervaring, het analyseren van casussen, rollenspellen, intervisie alsmede het opstellen van samenvattingen, werkinstrumenten en een professionele portfolio door de personeelsleden;

2° die de nadere regels omvatten volgens dewelke de opleiding is georganiseerd.

De lesgevers van deze opleiding tijdens de loopbaan zijn in de eerste plaats afkomstig van de universiteiten, hogescholen, instellingen voor hoger onderwijs voor sociale promotie, het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan of het algemeen bestuur onderwijs, of elke opleidingsoperator die door het instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan wordt erkend of aanvaard.

§ 3. De opleiding tijdens de loopbaan van inspecteurs wordt georganiseerd op verplichte en op vrijwillige basis.

Ze gaat één jaar na de benoeming van het personeelslid van start.

§ 4. De opleiding tijdens de loopbaan omvat 12 tot 20 halve dagen jaarlijkse verplichte opleiding waarvan:

- 4 tot 8 halve dagen verplichte individuele opleiding waarvan de inhoud en de nadere regels worden vastgelegd tijdens het tweejaarlijkse evaluatiegesprek in een persoonlijk opleidingsproject;

- voor inspecteurs met minstens tien jaar ervaring in het ambt: 4 halve dagen voor het opstellen van een persoonlijke samenvatting van wat de gevolgde opleidingen hebben bijgebracht en een denkanalyse over de eigen werking in de vorm van een professionele portfolio. Het opstellen van een professionele portfolio wordt voorgelegd aan personeelsleden met meer dan tien jaar ervaring in het ambt.

Op voorwaarde dat zijn hiërarchische lijn hiermee instemt, kan het personeelslid het aantal halve dagen verplichte individuele opleiding verspreiden over de prestatiedagen van drie opeenvolgende jaren.

§ 5. De op vrijwillige basis georganiseerde opleidingen buiten de werkuren van het personeelslid zijn niet beperkt qua aantal halve opleidingsdagen.

Wanneer ze plaatsvinden tijdens de werkuren van de personeelsleden, mogen ze niet meer bedragen dan 6 halve dagen per jaar, tenzij de Regering een afwijking toestaat op verzoek van de coördinerende inspecteur-generaal.

Vrijwillige opleidingen zijn ten laste van de algemene inspectiedienst.

§ 6. Na de opleidingen ontvangen de leden van de algemene inspectiedienst een attest van bijwoning volgens de door de Regering bepaalde nadere regels.

§ 7. Het Instituut voor de opleiding tijdens de loopbaan verstrekt op eigen initiatief of op verzoek van de Regering advies over de toepassing van dit artikel.

Art. 95. De leden van de algemene inspectiedienst die een bevorderingsambt van inspecteur-generaal of coördinerende inspecteur-generaal bedoeld in artikel 32, lid 2, 4° en 5° uitoefenen volgen jaarlijks een opleiding tijdens de loopbaan van minstens 10 halve dagen, georganiseerd door de school voor overheidsbestuur waarvan het programma en de ontwikkeling van te verwerven competenties worden bepaald door de Regering.

De opleiding kan worden gespreid over een periode van drie opeenvolgende jaren.

HOOFDSTUK VII. — *Administratieve standen*

AFDELING I. — Algemene bepalingen

Art. 96. De personeelsleden van de algemene inspectiedienst bevinden zich in een van de volgende administratieve standen:

1° dienstactiviteit;

2° non-activiteit;

3° terbeschikkingstelling.

AFDELING II. — Dienstactiviteit

Art. 97. Het personeelslid van de algemene inspectiedienst wordt altijd geacht zich in dienstactiviteit te bevinden, behoudens uitdrukkelijke bepaling waarbij hij in een andere administratieve stand wordt ingedeeld.

Art. 98. De voorwaarden waarin het personeelslid van de algemene inspectiedienst recht heeft op een wedde en op bevordering tot een hogere wedde zijn dezelfde als die van de hoofden van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap die hij inspecteert.

De inspecteurs-generaal en de coördinerende inspecteur-generaal kunnen tijdens hun mandaat verlof genieten zoals de ambtenaren van de diensten van de Regering.

AFDELING III. — Non-activiteit

Art. 99. Het personeelslid van de algemene inspectiedienst bevinden zich in de stand van non-activiteit:

1° wanneer hij onder de door de Regering bepaalde voorwaarden sommige militaire prestaties in vredestijd vervult, bij de civiele bescherming is ingedeeld of is bedeed met taken van openbaar nut op grond van de wet houdende het statuut van de gewetensbezwaarden;

2° wanneer bij tuchtmaatregel een schorsing of non-activiteit op hem is toegepast;

3° wanneer hij om gezinsredenen toelating gekregen heeft om tijdens een lange periode afwezig te blijven.

Art. 100. Tenzij anders uitdrukkelijk wordt bepaald, heeft het personeelslid van de algemene inspectiedienst in de stand non-activiteit geen recht op wedde.

Indien hij zich in de stand non-activiteit bevindt ingevolge de bepalingen van artikel 99, 2° heeft hij geen recht op bevordering tot een hogere wedde.

Art. 101. Niemand kan op non-activiteit worden gesteld of gehouden wanneer hij zich in de vereiste omstandigheden bevindt om een rustpensioen te genieten.

AFDELING IV. — Terbeschikkingstelling

Art. 102. Onverminderd de bepalingen van artikel 77 kan het personeelslid van de algemene inspectiedienst in een van de volgende terbeschikkingstellingsstanden worden gezet onder dezelfde voorwaarden als de hoofden van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap die hij inspecteert:

1° wegens een bijzondere opdracht;

2° wegens ziekte of invaliditeit waaruit geen definitieve dienstongeschiktheid ontstaat, maar die aanleiding geeft tot langere afwezigheid dan voor verlof wegens ziekte of invaliditeit;

3° wegens persoonlijke aangelegenheden;

4° wegens persoonlijke aangelegenheden vóór het rustpensioen;

5° wegens ambtsontheffing in het belang van de dienst en van het onderwijs.

Bij terbeschikkingstelling wegens persoonlijke aangelegenheden blijft de betrekking van het personeelslid evenwel niet-vacant gedurende de periode van deze terbeschikkingstelling.

Art. 103. Niemand kan ter beschikking worden gesteld of gehouden wanneer hij zich in de vereiste omstandigheden bevindt om een rustpensioen te genieten.

De bepaling van lid 1 is niet van toepassing op personeelsleden die ter beschikking zijn gesteld wegens een bijzondere opdracht.

Art. 104. Er kan aan ter beschikking gestelde personeelsleden van de algemene inspectiedienst wachtgeld worden verleend onder dezelfde voorwaarden als de hoofden van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap die ze inspecteren.

Het wachtgeld, de toelagen en vergoedingen die eventueel worden toegekend aan die personeelsleden, worden onderworpen aan de mobiliteitsregeling die geldt voor de bezoldiging van de personeelsleden in dienstactiviteit.

HOOFDSTUK VIII. — Tuchtregeling

AFDELING I. — Tucht sancties

Art. 105. De tucht sancties die opgelegd kunnen worden aan de personeelsleden van de algemene inspectiedienst zijn de volgende:

1° de terechtwijzing;

2° de berisping;

3° de afhouding op de wedde;

4° de schorsing bij tuchtmaatregel;

5° de op non-activiteitstelling bij tuchtmaatregel;

6° het ontslag bij tuchtmaatregel;

7° de afzetting.

Daarnaast kunnen de coördinerende inspecteurs ook worden bestraft met een terugzetting.

Art. 106. Voor de personeelsleden die vast benoemd zijn in een bevorderingsambt van inspecteur bedoeld in artikel 32, lid 2, 1° en 2°, worden de tucht sancties voorgesteld door de coördinerende inspecteur-generaal.

Voor de personeelsleden die vast benoemd zijn in een bevorderingsambt van coördinerende inspecteur bedoeld in artikel 63, worden de tucht sancties voorgesteld door de coördinerende inspecteur-generaal.

Voor de inspecteurs-generaal en de coördinerende inspecteur-generaal, worden de tucht sancties voorgesteld door de ambtenaar-generaal aangesteld door de Regering.

Voor de inspecteurs voor een cursus godsdienst of niet-confessionele zedenleer, worden de tucht sancties voorgesteld na overleg met de betrokken leider van de godsdienst of het hoofd van de niet-confessionele zedenleer. In geval van afwezigheid of vacature van de leider van een godsdienst of de niet-confessionele morele organisatie, is deze stempel niet vereist op voorwaarde dat dit kan worden aangetoond;

De tucht sancties worden door de Regering uitgesproken.

Art. 107. De afhouding op de wedde mag niet worden uitgesproken voor meer dan drie maanden. Zij mag niet meer bedragen dan één vijfde van de wedde.

Art. 108. De schorsing bij tuchtmaatregel mag niet worden uitgesproken voor meer dan één jaar. Zij heeft de halvering van de wedde tot gevolg.

Art. 109. De duur van de op non-activiteitsstelling bij tuchtmaatregel wordt bepaald door de Regering; zij mag niet minder dan één jaar en niet meer dan vijf jaar bedragen.

Gedurende de eerste twee jaar geniet het personeelslid wachtgeld waarvan het bedrag gelijk is aan de helft van de activiteitswedde. Zonder dat het laatst vermelde bedrag mag worden overschreden, wordt het bedrag van het wachtgeld vervolgens vastgesteld op het bedrag van het pensioen dat de betrokkene zou krijgen indien hij voortijdig op rustpensioen was gesteld.

Het personeelslid mag zijn wederopneming binnen de algemene inspectiedienst aanvragen na het verstrijken van de helft van de duur van zijn sanctie.

Art. 110. Geen enkele sanctie mag worden voorgesteld zonder dat het personeelslid voordien gehoord of behoorlijk opgeroepen werd.

Tijdens de hoorzitting kan het personeelslid worden bijgestaan door een advocaat, een verdediger gekozen onder de personeelsleden van de algemene inspectiedienst, in activiteit of op rust, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging. De procedure verloopt rechtsgeldig wanneer het personeelslid, behoorlijk opgeroepen, niet aanwezig is of wordt vertegenwoordigd op de hoorzitting.

Elk personeelslid dat uitgenodigd wordt om een voorstel tot tuchtsanctie te viseren, heeft het recht langs hiërarchische weg een schriftelijke klacht in te dienen bij de Raad van beroep bedoeld in artikel 116, binnen de twintig werkdagen vanaf de datum van voorlegging van het voorstel voor visum.

Als de betrokkene geen beroep heeft ingediend binnen de vastgestelde termijn, wordt het voorstel tot tuchtsanctie onmiddellijk overgemaakt aan de Regering.

Art. 111. Het voorstel voor een tuchtsanctie en het beroep ingediend door het betrokken personeelslid worden overgemaakt aan de Raad van beroep binnen een termijn van één maand vanaf de datum van ontvangst van het beroep.

Art. 112. Behoudens gegronde verhindering verschijnt de eiser persoonlijk. Hij kan worden bijgestaan door een advocaat, een verdediger gekozen onder de personeelsleden van de algemene inspectiedienst, in activiteit of op rust, of door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging.

Behoudens in geval van strafrechtelijke vervolging, geeft de Raad van beroep advies aan de Regering binnen een termijn van maximaal drie maanden vanaf de datum van ontvangst van het volledige dossier van de zaak.

De Regering kan evenwel dringend advies aanvragen. In dat geval kan de termijn echter niet minder dan één maand bedragen. De Regering neemt haar beslissing binnen een termijn van één maand vanaf ontvangst van het advies van de Raad van beroep.

Art. 113. Geen enkele sanctie kan uitwerking hebben voor de periode die aan de uitspraak voorafgaat.

Art. 114. De strafvordering betreffende feiten waarvoor een tuchtvordering is ingesteld, schorst de tuchtvordering en de tuchtspraak. De tuchtoverheid alleen oordeelt over de toepassing van de tuchtsancties, ongeacht de uitslag van de strafvordering.

AFDELING II. — Schraping van tuchtsancties

Art. 115. De tuchtsanctie wordt ambtshalve geschrapt na een termijn van:

- 1° één jaar voor de terechtwijzing en de berisping;
- 2° drie jaar voor de afhouding op de wedde;
- 3° vijf jaar voor de schorsing bij tuchtmaatregel;
- 4° zeven jaar voor de op non-activiteitsstelling bij tuchtmaatregel.

De in het eerste lid bedoelde termijn gaat in op de dag dat een beslissing werd genomen inzake de tuchtsanctie.

Onverminderd de uitvoering van de tuchtsanctie heeft de doorhaling tot gevolg dat de sanctie geen gevolgen meer kan hebben, met name op de rechten op toegang tot een bevorderingsambt.

HOOFDSTUK IX. — Raad van beroep

Art. 116. Er wordt bij de Regering een Raad van beroep ingesteld voor de personeelsleden van de algemene inspectiedienst, hierna 'de Raad van beroep' genoemd.

De Raad van beroep stelt zijn intern reglement op dat hij ter goedkeuring aan de Regering voorlegt.

Art. 117. De Raad van beroep behandelt beroepen ingediend inzake onverenigbaarheid, evaluatie en tuchtsancties.

Art. 118. De Raad van beroep bestaat uit:

- 1° één voorzitter aangesteld door de Regering onder de ambtenaren-generaal van minstens rang 16;
- 2° drie leden aangesteld door de Regering onder de ambtenaren-generaal van het ministerie van minstens rang 15;
- 3° drie leden aangesteld door vertegenwoordigers van erkende vakverenigingen onder de leden van de algemene inspectiedienst, waarbij elke vakvereniging minstens één vertegenwoordiger heeft;
- 4° een secretaris aangesteld door de Regering onder de ambtenaren van minstens niveau 2+ van de diensten van de Regering.

Art. 119. Voor elk werkend lid stelt de Regering een plaatsvervangend lid aan volgens dezelfde nadere regels als die bedoeld in artikel 118, 1°, 2° en 4°.

Art. 120. Bij vervanging van een lid eindigt de plaatsvervanger het mandaat van de persoon die hij vervangt.

Art. 121. De voorzitter, plaatsvervangend voorzitter, werkende leden en plaatsvervangende leden worden voor vijf jaar aangesteld. Hun mandaat is hernieuwbaar.

Art. 122. De Raad van beroep wordt voorgezeten door de voorzitter en, bij ontstentenis daarvan, door de plaatsvervangend voorzitter.

De voorzitter is stemgerechtigd.

De secretaris en de plaatsvervangend secretaris van de Raad van beroep nemen het secretariaat waar. Zij zijn niet stemgerechtigd.

Art. 123. Geen enkel beroep kan voor deliberaties van de Raad van beroep vatbaar zijn als de eiser de mogelijkheid niet gekregen heeft om zijn verweermiddelen te laten gelden en als het dossier de elementen die de raad toelaten een advies te geven niet bevat, inzonderheid het verslag van de onderzoekers, de processen-verbaal van de verhoren van getuigen en van de onontbeerlijke confrontaties.

De eiser kan worden bijgestaan of vertegenwoordigd door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging, een advocaat, een verdediger gekozen onder de personeelsleden van de algemene inspectiedienst, in activiteit of op rust.

Wanneer het personeelslid of zijn vertegenwoordiger niet ter hoorzitting verschijnt, neemt de Raad van beroep toch een beslissing.

Art. 124. Zodra een beroep wordt ingediend, deelt de voorzitter aan de verzoeker de lijst van de werkende en plaatsvervangende leden van de Raad van beroep mee.

Binnen de tien werkdagen na ontvangst van deze lijst kan de verzoeker de wraking van een of meerdere leden aanvragen, maar van maximaal twee leden aangesteld op de voordracht van de vakverenigingen en van twee leden rechtstreeks door de Regering aangesteld. Hij kan evenwel geen werkend lid en zijn plaatsvervanger wraken.

Ieder lid dat weet dat het de oorzaak van een wraking kan zijn, is ertoe gehouden zich te onthouden.

Een lid mag eveneens vragen ontlast te worden als hij meent dat hij in de zaak een zedelijk belang zou kunnen hebben of als hij denkt dat men aan zijn onpartijdigheid zou kunnen twifelen. De voorzitter beslist over het gevolg dat aan dit verzoek moet worden gegeven. Om dezelfde redenen kan hij ook een lid ontslaan van ambtshalve.

Art. 125. De voorzitter en de plaatsvervangend voorzitter mogen geen zitting hebben in een zaak die een personeelslid betreft dat onder hun bestuur ressorteert.

De voorzitter, plaatsvervangend voorzitter, werkende leden en plaatsvervangende leden mogen geen zitting houden in een zaak betreffende hun echtgeno(o)t(e), de persoon waarmee ze samenleven, een bloed- of aanverwant tot en met de vierde graad.

Art. 126. De Raad van beroep beraadslaagt en beslist geldig als de voorzitter en minstens vier leden aanwezig zijn.

Als het quorum bedoeld in lid 1 niet bereikt is, roept de voorzitter een nieuwe vergadering bijeen binnen de twee weken. Tijdens die vergadering zal een beslissing genomen kunnen worden ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 127. Voor iedere zaak stelt de Regering een verslaggever aan onder de ambtenaren van niveau 1 van de diensten van de Regering die niet hebben deelgenomen aan het onderzoek.

De verslaggever zet aan de Raad van beroep objectief de voorgeschiedenis van de zaak en de resultaten van het onderzoek uiteen. Hij heeft recht van repliek. Hij is niet stemgerechtigd.

Art. 128. De Raad van beroep kan een bijkomend onderzoek bevelen, alsmede bezwarende en ontlastende getuigen horen. Na te hebben beraadslaagd, brengt hij zijn gemotiveerd advies aan de Regering over. Dat advies vermeldt het aantal stemmen voor en tegen.

Art. 129. Het advies wordt gegeven bij gewone meerderheid van stemmen.

De stemming over het advies is geheim. De leden aangesteld door de Regering en de leden aangesteld op voordracht van de vakverenigingen moeten in gelijk aantal zijn om aan de stemming deel te nemen. In voorkomend geval wordt de pariteit hersteld door uitschakeling van een of meerdere leden na loting.

Bij staking van stemmen beslist de voorzitter.

Art. 130. De beslissing genomen door de Regering vermeldt het gemotiveerde advies van de Raad van beroep. Elke beslissing die niet overeenstemt met het advies van de Raad van beroep is gemotiveerd.

De Regering brengt haar beslissing ter kennis van de Raad van beroep en van de eiser.

Art. 131. Het mandaat van de leden van de Raad van beroep is kosteloos. Reis- en verblijfkosten kunnen hun evenwel worden toegekend volgens de reglementsbepalingen ter zake. Er is aan de voorzitter of aan de plaatsvervangend voorzitter evenwel geen enkele vergoeding verschuldigd.

Art. 132. De werking van de Raad van beroep wordt door de Regering bepaald, met inachtneming van de rechten van de verdediging en van het karakter op tegenspraak van de debatten.

HOOFDSTUK X. — *Preventieve schorsing; administratieve maatregel*

Art. 133. § 1. De preventieve schorsing bepaald in dit hoofdstuk is een zuiver administratieve maatregel die geen strafbaar karakter heeft.

Ze wordt uitgesproken door de Regering en is gemotiveerd. Ze heeft tot doel het personeelslid uit zijn ambt te ontheffen.

Tijdens de duur van de preventieve schorsing blijft het personeelslid in de administratieve stand dienstactiviteit.

§ 2. Voor elke maatregel van preventieve schorsing moet het personeelslid uitgenodigd zijn om te worden gehoord door de ambtenaar-generaal aangesteld door de Regering of de coördinerende inspecteur-generaal die hij daartoe aanstelt.

De oproeping voor de hoorzitting alsmede de motieven die de preventieve schorsing wettigen, worden minstens drie werkdagen voor de hoorzitting ofwel met een aangetekend schrijven met ontvangstbewijs met uitwerking drie werkdagen na de datum van verzending, ofwel bij overhandiging van een brief met ontvangstbewijs met uitwerking op de datum vermeld op dat ontvangstbewijs, meegedeeld aan het personeelslid.

Tijdens de hoorzitting kan het personeelslid worden bijgestaan of vertegenwoordigd door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging, een advocaat, een verdediger gekozen onder de personeelsleden van de algemene inspectiedienst, in activiteit of op rust.

Binnen de tien werkdagen volgend op de dag van de hoorzitting wordt de beslissing per aangetekend schrijven naar het personeelslid opgestuurd, zelfs als het personeelslid of zijn vertegenwoordiger niet vertegenwoordigd was op de hoorzitting zonder omstandigheden van overmacht die hun afwezigheid op de hoorzitting rechtvaardigen.

Als het personeelslid of zijn vertegenwoordiger omstandigheden van overmacht voor hun afwezigheid op de hoorzitting kunnen laten gelden, wordt het personeelslid opgeroepen op een nieuwe hoorzitting die wordt bekendgemaakt overeenkomstig lid 2.

In dat geval, en zelfs als het personeelslid of zijn vertegenwoordiger niet aanwezig is op de hoorzitting, wordt de beslissing met een aangetekend schrijven aan het personeelslid meegedeeld binnen de tien werkdagen volgend op de dag van de oorspronkelijke hoorzitting.

Als de beslissing uitloopt op de preventieve schorsing van het personeelslid, heeft deze uitwerking op de derde werkdag die volgt op de datum van verzending.

§ 3. In afwijking van paragraaf 2, lid 1, kan het personeelslid meteen uit zijn ambt worden ontheven om dringende redenen wanneer er sprake is van heterdaad of wanneer de feiten die hem ten laste worden gelegd zo erg zijn dat het in het belang van de dienst is dat het personeelslid niet meer op de dienst aanwezig zou zijn.

Binnen de tien werkdagen volgend op de dag waarop de maatregel tot onmiddellijke schorsing getroffen werd, moet de maatregel voor preventieve schorsing worden ingesteld overeenkomstig de bepalingen van dit artikel. Bij ontstentenis daarvan, zal de maatregel voor onmiddellijke schorsing eindigen na het verstrijken van voornoemde termijn en zal het personeelslid van de dienst enkel opnieuw kunnen worden verwijderd om dezelfde dringende redenen of dezelfde bezwaren mits de naleving van de procedure voor preventieve schorsing zoals bedoeld in paragraaf 2.

De maatregel voor het onmiddellijk verwijderen wordt uitgesproken door de Regering. Het personeelslid dat onmiddellijk wordt verwijderd, blijft in de administratieve stand dienstactiviteit.

Art. 134. § 1. Wanneer het in het belang van de dienst of van het onderwijs is, kan een procedure voor preventieve schorsing worden ingeleid voor een personeelslid van de algemene inspectiedienst:

- 1° als hij strafrechtelijk vervolgd wordt;
- 2° voor het instellen van een tuchtvoeding of als hij aan een tuchtsanctie onderworpen wordt;
- 3° zodra de Regering hem per aangetekend schrijven de vaststelling van een onverenigbaarheid meedeelt.

§ 2. In het kader van de vaststelling van een onverenigbaarheid of in het kader van een tuchtvoeding of voor de eventuele uitoefening van een tuchtvoeding, kan de duur van de preventieve schorsing niet meer bedragen dan één jaar en vervalt die in ieder geval in het kader van een tuchtvoeding:

1° na zes maanden als geen enkel voorstel tot tuchtstraf werd geformuleerd en meegedeeld aan het personeelslid binnen die termijn;

2° de derde werkdag volgend op de mededeling van het voorstel tot tuchtsanctie als dat voorstel de terechtwijzing, de berisping of de afhouding op de wedde is;

3° voor een ander voorstel tot tuchtsanctie dan dat bedoeld in punt 2°, tachtig kalenderdagen na de mededeling van het voorstel tot tuchtsanctie aan het personeelslid als dit laatste geen beroep heeft ingediend tegen het bedoelde voorstel;

4° voor een ander voorstel tot tuchtsanctie dan dat bedoeld in punt 2°, tachtig kalenderdagen na de mededeling aan de Minister van het advies van de Raad van beroep over het voorstel tot tuchtsanctie geformuleerd tegen het personeelslid;

5° de dag waarop de tuchtstraf uitwerking krijgt.

In het kader van een strafrechtelijke vervolging is de duur van de preventieve schorsing niet beperkt tot één jaar.

Wanneer een tuchtvoeding wordt ingesteld of vervolgd na een rechterlijke beslissing van een strafrechtelijke veroordeling die in kracht van gewijsde is gegaan, begint de termijn van één jaar bedoeld in het lid 1 slechts te lopen vanaf de uitspraak van de definitieve veroordeling.

§ 3. In het kader van een tuchtvoeding of vóór de eventuele instelling van een tuchtvoeding, moet de preventieve schorsing om de drie maanden schriftelijk bevestigd worden vanaf de datum van uitwerking.

Die bevestiging wordt per aangetekend schrijven aan de betrokkene meegedeeld.

Als de bevestiging van de preventieve schorsing niet gebeurt binnen de vereiste termijn, kan het betrokken personeelslid zijn ambt hervatten nadat hij de Regering hiervan minstens tien werkdagen voor de werkelijke hervatting van het werk per aangetekend schrijven op de hoogte heeft gebracht.

Na ontvangst van die kennisgeving, kan de Regering het behoud in preventieve schorsing bevestigen volgens de procedure bedoeld in het lid 2.

Art. 135. Elk preventief geschorst personeelslid behoudt zijn recht op de wedde.

In afwijking van lid 1 wordt de wedde vastgesteld op de helft van zijn activiteitswedde van elk preventief geschorst personeelslid, dat:

- 1° aangeklaagd is of in voorlopige hechtenis zit in het kader van een strafrechtelijke vervolging;
- 2° niet-definitief strafrechtelijk veroordeeld is en hiertegen zijn recht op gewoon recht op beroep heeft gebruikt;
- 3° een tuchtvoeding ondergaat die wordt ingesteld of voortgezet na een definitieve strafrechtelijke veroordeling;
- 4° tuchtsancties gekregen heeft wegens dringende redenen waarvoor er ofwel heterdaad ofwel bewijzen bestaan en waarvan de beoordeling tot de Regering behoort;
- 5° een voorstel tot tuchtstraf gekregen heeft bedoeld in artikel 105, lid 1, 4°, 5°, 6° en 7°, of lid 2.

Die weddevermindering mag niet tot gevolg hebben dat de wedde wordt herleid tot het bedrag van de werkloosheidsuitkering waarop het personeelslid recht zou hebben als hij het stelsel voor sociale veiligheid van de loontrekkers zou genieten.

Voor de toepassing van lid 2, 1° en 2°, heeft die weddevermindering uitwerking de eerste dag volgend op de aanklacht of de preventie of de uitspraak van de niet-definitieve veroordeling.

Voor de toepassing van lid 2, 3°, wordt die weddevermindering die reeds gevoerd is krachtens lid 2, 1° of 2°, behouden na de definitieve veroordeling als de Minister aan het personeelslid zijn voornemen meedeelt de tuchtvoeding voort te zetten of in te stellen.

Voor de toepassing van lid 2, 4°, heeft die weddevermindering uitwerking op de eerste dag van de maand volgend op de kennisgeving van de Minister aan het personeelslid in toepassing van dit lid 2, 4°.

Voor de toepassing van lid 2, 5°, heeft die weddevermindering uitwerking op de dag dat het voorstel tot tuchtsanctie aan het personeelslid wordt voorgelegd of meegedeeld.

Art. 136. Op het einde van de tuchtprocedure of de strafrechtelijke procedure wordt de maatregel voor weddevermindering ingetrokken, behalve:

1° als de Regering het personeelslid een straf oplegt bedoeld in artikel 105, lid 1, 4°, 5°, 6° en 7° of lid 2;

2° als artikel 137, § 1, 2°, b), en 5° wordt toegepast;

3° als het personeelslid definitief strafrechtelijk veroordeling wordt, al dan niet gevolgd door een tuchtprocedure.

Wanneer de maatregel om weddevermindering wordt ingetrokken bij toepassing van het lid 1, krijgt het personeelslid het aanvullend deel van zijn wedde dat oorspronkelijk ingehouden was, vermeerderd met de verwijlintresten berekend volgens het wettelijke tarief en verschuldigd sinds de dag waarop de vermindering verricht is.

De bedragen ontvangen door het personeelslid tijdens de preventieve schorsing blijven verworven.

Als de wedde van het personeelslid verminderd is bij toepassing van artikel 135, lid 2, 4° of 5°, en er op het einde van de tuchtprocedure een sanctie van schorsing bij tuchtmaatregel uitgesproken wordt voor een minder lange duur dan de maatregel tot weddevermindering, wordt die laatste ingetrokken voor de periode na de duur van de schorsing bij tuchtmaatregel en krijgt het personeelslid in dat geval het aanvullende deel van zijn wedde dat onrecht ingehouden was tijdens die periode, vermeerderd met de verwijlintresten berekend volgens het wettelijke tarief en verschuldigd sinds de dag waarop de vermindering verricht is.

Het 4e lid wordt niet toegepast in het kader van een tuchtprocedure ingesteld of voortgezet na een definitieve strafrechtelijke veroordeling.

HOOFDSTUK XI. — *Ambtsneerlegging*

Art. 137. § 1. De personeelsleden van de algemene inspectiedienst die vast benoemd zijn, als stagiair of tijdelijk personeelslid zijn aangesteld, worden ambtshalve en zonder opzegtermijn ontheven uit hun ambt:

1° als zij niet regelmatig vast benoemd, toegelaten tot de stage of tijdelijk aangesteld zijn;

2° als zij niet langer voldoen aan de volgende voorwaarden:

a) Belg zijn of onderdaan van een andere lidstaat van de Europese Unie, behoudens vrijstelling toegestaan door de Regering;

b) burgerlijke en politieke rechten genieten;

c) voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;

d) van onberispelijk gedrag zijn;

3° als zij, na een gewettigde afwezigheid, nalaten, zonder enige geldige reden, hun werk te hervatten en afwezig blijven gedurende een ononderbroken periode van meer dan tien dagen;

4° als zij, zonder enige geldige reden, hun werk verlaten en gedurende meer dan tien dagen ononderbroken afwezig blijven;

5° als zij zich in een geval bevinden waar de toepassing van de burgerlijke en strafwetten tot de ambtsneerlegging leidt;

6° als zij lijden aan een vroegtijdige invaliditeit die onder de door de wet bepaalde voorwaarden behoorlijk is vastgesteld en waardoor zij niet meer in staat zijn hun ambt volledig, op regelmatige basis en onafgebroken uit te oefenen;

7° wanneer een onverenigbaarheid wordt vastgesteld en geen enkel beroep bedoeld in artikel 48 werd ingediend of het personeelslid weigert, na de uitputting van de procedure, een onverenigbare bezigheid stop te zetten;

8° als zij op rustpensioen worden gesteld wegens leeftijdslimiet.

Art. 138. Voor de vast benoemde personeelsleden of stagiairs van de algemene inspectiedienst leiden volgende elementen ook tot de definitieve ambtsneerlegging:

1° vrijwillig ontslag; het personeelslid mag zijn dienst slechts verlaten wanneer hij hiervoor behoorlijk toestemming heeft gekregen overeenkomstig artikel 55;

2° de tuchtsanctie van ontslag bij tuchtmaatregel of afzetting bedoeld in artikel 105.

Art. 139. Onverminderd de toepassing van artikel 137 van onderhavig decreet, kan de Regering, met een opzegtermijn van twee weken, de stage van een personeelslid aangesteld als stagiair in een bevorderingsambt van inspecteur beëindigen.

Voor elke beslissing van de Regering moet het personeelslid worden uitgenodigd om te worden gehoord door de door de Regering aangestelde ambtenaar-generaal of de coördinerende inspecteur-generaal die hij daartoe aanstelt.

De oproeping voor een verhoor alsook de gronden waarvoor de Regering de stage wil beëindigen worden minstens vijf werkdagen voor de hoorzitting bekendgemaakt aan het personeelslid, ofwel per aangetekend schrijven met ontvangstbevestiging, ofwel bij overhandiging van een brief met ontvangstbewijs.

Tijdens de hoorzitting kan het personeelslid worden bijgestaan of vertegenwoordigd door een vertegenwoordiger van een erkende vakvereniging, een advocaat, een verdediger gekozen onder de personeelsleden van de algemene inspectiedienst, in activiteit of op rust.

Van de hoorzitting worden notulen opgesteld.

De procedure verloopt rechtsgeldig wanneer het personeelslid, behoorlijk opgeroepen, niet aanwezig is of wordt vertegenwoordigd op de hoorzitting.

De Regering neemt haar beslissing binnen de tien dagen na verzending van de notulen.

TITEL IV. — *OVERGANGS- EN WIJZIGINGSBEPALINGEN, OPHEFFINGSBEPALING EN SLOTBEPALING*HOOFDSTUK I. — *Overgangsbepalingen*

Art. 140. In afwijking van artikel 3, lid 3, 1° en 2°, telt de algemene inspectiedienst tot 1 september 2020:

- a) een inspectiedienst voor gewoon basisonderwijs, onder leiding van een inspecteur-generaal bijgestaan door drie inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het gewoon basisonderwijs;
- b) een inspectiedienst voor gewoon middelbaar onderwijs, onder leiding van een inspecteur-generaal bijgestaan door drie inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het gewoon middelbaar onderwijs;
- c) inspectiedienst voor het gespecialiseerd onderwijs, onder leiding van een inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie op het niveau van het gespecialiseerd onderwijs;

De diensten bedoeld in lid 1, worden, elk voor wat hen aanbelangt of in onderlinge samenwerking, belast met taken bedoeld in artikel 4.

Art. 141. Onder voorbehoud van lid 2 worden de personeelsleden die, op de dag na de inwerkingtreding van onderhavig decreet, vast benoemd zijn in het ambt van inspecteur krachtens het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en pedagogische adviseurs, beschouwd als vast benoemd binnen de algemene inspectiedienst in hetzelfde ambt, op de datum van de inwerkingtreding van onderhavig decreet.

De personeelsleden die, op de dag na de inwerkingtreding van onderhavig decreet, vast benoemd zijn in het ambt van inspecteur voor een godsdienstles krachtens artikel 9, lid 1, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden beschouwd als vast benoemd binnen de algemene inspectiedienst op de datum van de inwerkingtreding van onderhavig decreet, in het ambt van de overeenkomende inspecteur (zie tabel in bijlage I).

De personeelsleden die, op de dag na de inwerkingtreding van onderhavig decreet, zijn aangesteld en benoemd door het hoofd van hun godsdienst voor de inspectie van een godsdienstles krachtens artikel 9, lid 1, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden beschouwd als vast benoemd binnen de algemene inspectiedienst op de datum van de inwerkingtreding van onderhavig decreet, in het ambt van de overeenkomende inspecteur (zie tabel in bijlage I).

Art. 142. De coördinerende inspecteur-generaal, de inspecteurs-generaal en de inspecteurs belast met de coördinatie van de inspectie die in deze hoedanigheid zijn aangesteld op de dag na de inwerkingtreding van onderhavig decreet, worden op de datum van de inwerkingtreding van onderhavig decreet beschouwd als aangesteld als respectievelijk coördinerende inspecteur-generaal, inspecteurs-generaal en coördinerende inspecteurs binnen dezelfde dienst tot na het verstrijken van hun lopende mandaat.

Art. 143. In afwijking van artikel 57 blijven de personeelsleden die voorlopig zijn aangesteld als inspecteur op de dag na de inwerkingtreding van onderhavig decreet genieten van hun voorlopige aanstelling.

Onder de personeelsleden die voorlopig zijn aangesteld bedoeld in lid 1, blijven diegenen die een betrekking hebben die niet langer is opgenomen in het kader bedoeld in artikel 9, lid 2, genieten van hun voorlopige aanstelling tot 31 augustus 2023.

Onder de personeelsleden die voorlopig zijn aangesteld bedoeld in lid 1, blijven diegenen die een betrekking hebben die niet langer is opgenomen in het kader bedoeld in artikel 9, lid 2, genieten van hun voorlopige aanstelling tot aan de start van de stage van inspecteurs-stagiairs aangesteld krachtens onderhavig decreet.

Is het aantal stagiairs per ambt overeenkomstig het vastgestelde kader voor de eerste keer na de inwerkingtreding van onderhavig decreet krachtens artikel 9, lid 2, kleiner dan het aantal voorlopig aangestelde personeelsleden in het overeenkomende ambt, worden eerste de meest recente voorlopig aangestelde stagiairs beëindigd.

Art. 144. § 1. In afwijking van artikel 21 zijn de voorlopig in het ambt van inspecteur aangestelde personeelsleden op de dag na de inwerkingtreding van onderhavig decreet vrijgesteld van de proef bedoeld in artikel 17 op voorwaarde dat ze de vermelding 'gunstig' hebben gekregen op hun evaluatie bedoeld in artikel 89 van onderhavig decreet.

Indien de inspecteur die voorlopig is aangesteld en zich beroept op het voordeel van lid 1 niet is geëvalueerd zoals bedoeld in artikel 89, § 2, voor 1 januari 2020, wordt aangenomen dat de evaluatie gunstig was.

§ 2 - In afwijking van artikel 18, lid 1, maken de personeelsleden bedoeld in paragraaf 1 die reageren op een oproeping voor kandidaten in toepassing van artikel 12 voor een ambt van inspecteur dat ze voorlopig uitoefenen, van rechtswege deel uit van het aantal kandidaten dat wordt weerhouden in de eerste toelatingsrangschikking opgesteld voor dit ambt en volgend op de inwerkingtreding van onderhavig decreet. Zij bekleden de eerste plaatsen in volgorde van anciënniteit in de dienst.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 145. In artikel 9, lid 1 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving wordt het volgende vervangen:

"De inspectie van godsdienstlessen in onderwijsinrichtingen georganiseerd en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt verzekerd door de inspecteurs van de godsdienstlessen die zijn benoemd overeenkomstig het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst."

Art. 146. In artikel 9 van dezelfde wet worden lid 2, 3 en 4 opgeheven.

Art. 147. De titel van het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, Israëliëse, orthodoxe en islamitische godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap wordt als volgt gewijzigd:

"Koninklijk besluit van 25 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van de leermeesters en leraars katholieke, protestantse, Israëliëse, orthodoxe en islamitische godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap".

Art. 148. Artikel 1, lid 1 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door een nieuw lid dat als volgt wordt opgesteld:

“Onderhavig besluit is van toepassing op leermeesters en leraars katholieke, protestantse, Israëliëse, orthodoxe en islamitische godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap”.

Art. 149. Artikel 31 en artikel 32, lid 2, van hetzelfde koninklijk besluit worden opgeheven.

Art. 150. Artikel 3, paragraaf 1, 2°, van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel wordt als volgt aangevuld:

“e) van de algemene inspectiedienst die ressorteert onder de Regering van de Franse Gemeenschap”.

Art. 151. Artikel 61 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, opgeheven door het decreet van 27 maart 2002, wordt als volgt hersteld:

“Artikel 61. § 1. Binnen het Ministerie wordt een cel voor coördinatiebemiddeling opgericht die bestaat uit:

1° de ambtenaar-generaal belast met de algemene directie voor de sturing van het onderwijssysteem of zijn afgevaardigde;

2° de coördinerende inspecteur-generaal van de algemene inspectiedienst of zijn afgevaardigde;

3° de coördinerende afgevaardigde van de Algemene Dienst Sturing van scholen en psychisch-medisch-sociale centra of zijn afgevaardigde.

De cel voor coördinatiebemiddeling:

1° voert de coördinatie tussen de algemene inspectiedienst en de Algemene Dienst Sturing van scholen en psychisch-medisch-sociale centra, alsook de coördinatie tussen beide hiervoor genoemde algemene diensten en de diensten en directies binnen de algemene directie voor begeleiding van het onderwijssysteem;

2° oefent de taken uit die aan haar werden toevertrouwd met het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst;

3° oefent de taken uit die aan haar werden toevertrouwd met het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene Dienst Sturing van scholen en psychisch-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst;

4° oefent elke andere taak uit die aan haar werden toevertrouwd door de Regering.

§ 2. De cel voor coördinatiebemiddeling stelt haar eigen intern reglement op. Dit wordt goedgekeurd door de Regering. Het stelt ten minste:

1° de ambtenaar belast met de algemene directie voor de sturing van het onderwijssysteem of zijn afgevaardigde optreedt als voorzitter en de agenda bepaalt;

2° de cel voor coördinatiebemiddeling komt minstens één keer per maand samen, behalve tijdens de maanden juli en augustus, en bepaalt de andere regels voor spoedoverleg, inzonderheid in geval van specifieke onderzoeks- en toezichthoudende taken;

3° de beslissingen worden genomen met naleving van de consensusregeling;

4° wanneer de cel voor coördinatiebemiddeling een taak uitvoert bedoeld in paragraaf 1, lid 2, 2°, zetelt de coördinerende afgevaardigde van de Algemene Dienst Sturing van scholen en psychisch-medisch-sociale centra of zijn afgevaardigde als waarnemer;

5° wanneer de cel voor coördinatiebemiddeling een taak uitvoert bedoeld in paragraaf 1, lid 2, 3°, zetelt de coördinerende inspecteur-generaal van de algemene inspectiedienst of zijn afgevaardigde als waarnemer;

6° als de cel voor coördinatiebemiddeling een taak die verband houdt met artikel 4, §§ 2 en 5, 5, §§ 2, 3, en 8, 6, §§ 1 en 4, en 7, §§ 2 en 5, van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de algemene inspectiedienst, nodigt ze de directeur van de directie voor educatieve standaards en evaluaties alsook de ambtenaar-generaal belast met de algemene dienst voor analyses en prospecties uit om te zetelen als waarnemers;

7° als de cel voor coördinatiebemiddeling een taak die verband houdt met artikel 5, § 1, 5° en 7, § 1, 4, van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene Dienst Sturing van scholen en psychisch-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en afgevaardigden voor de doelstellingenovereenkomst, nodigt ze de directeur van de directie voor educatieve standaards en evaluaties alsook de ambtenaar-generaal belast met de algemene dienst voor analyses en prospectief onderzoek uit om te zetelen als waarnemers.”

Art. 152. Artikel 1, § 2, van het decreet van 13 september 2018 tot oprichting van de Algemene Dienst Sturing van scholen en psychisch-medisch-sociale centra en tot bepaling van het statuut van de zonedirecteurs en wordt aangevuld met het volgende punt:

“13° “De cel voor coördinatiebemiddeling’: de cel opgericht door artikel 61 van het takendecreet.”

Art. 153. Artikel 3, § 1, lid 2, van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende bepaling:

“De cel voor coördinatiebemiddeling voert de coördinatie tussen de algemene inspectiedienst en de Algemene Dienst Sturing van scholen en psychisch-medisch-sociale centra, alsook de coördinatie tussen beide hiervoor genoemde algemene diensten en de diensten en directies binnen de algemene directie voor begeleiding van het onderwijssysteem.”

Art. 154. Artikel 37 van hetzelfde decreet wordt vervangen door:

“Art. 37. Met de hoedanigheid van personeelslid is onverenigbaar, de uitoefening van elk mandaat, met inbegrip van een syndicaal mandaat, bij een inrichtende macht of een federatie van inrichtende machten waarvan één of meer onderwijsinrichtingen zich bevinden op het grondgebied waarop het personeelslid het ambt van zonedirecteur of zijn afgevaardigde bij de doelstellingenovereenkomst uitoefent.”

Art. 155. In de artikels 67 en 82 van hetzelfde decreet wordt paragraaf 4 telkens aangevuld met het volgende lid:

“Het personeelslid bedoeld in lid 1, kan binnen de tien dagen na kennisgeving langs hiërarchische weg per aangetekend schrijven een schriftelijke klacht indienen tegen de beslissing van niet-voltooiing bij de Raad van beroep bedoeld in artikel 121. Dit beroep is opschortend.

De Raad van beroep brengt zijn advies uit aan de Regering binnen een termijn van maximaal één maand vanaf de datum van ontvangst van het bezwaarschrift. De Regering neemt haar beslissing en kent de evaluatievermelding toe aan het stagedoend personeelslid binnen een termijn van maximaal één maand vanaf de datum van ontvangst van het advies.”

Art. 156. Artikel 123 van hetzelfde decreet wordt vervangen door:

“Art. 123. De Raad van beroep bestaat uit:

1° één voorzitter en een plaatsvervangend voorzitter aangesteld door de Regering onder de ambtenaren-generaal van minstens rang 16;

2° drie leden aangesteld door de Regering onder de ambtenaren-generaal van het algemeen bestuur onderwijs van minstens rang 15;

3° drie leden aangesteld door vertegenwoordigers van erkende vakverenigingen onder de leden van de zonedirecteurs, waarbij elke vakvereniging minstens één vertegenwoordiger heeft;

4° een secretaris aangesteld door de Regering onder de ambtenaren van minstens niveau 2+ van de diensten van de Regering.”

Art. 157. Artikel 146 van hetzelfde decreet wordt vervangen door:

“Art. 146. Het mandaat van coördinerende afgevaardigde is voor de eerste keer voorzien wanneer de algemene dienst is voorzien overeenkomstig artikel 143 en de personeelsleden die toegang hebben tot de stage krachtens artikel 144 deze hebben voltooid.

Voor de eerste aanstelling in de betrekking van coördinerende afgevaardigde, wordt afgeweken van de voorwaarde bedoeld in artikel 44, lid 1, 2°.

In afwachting hiervan voert de directeur-generaal de taken van de coördinerende afgevaardigde uit.”

HOOFDSTUK III. — *Opheffingsbepaling*

Art. 158. Het decreet van 8 maart 2007 betreffende de algemene inspectiedienst, de dienst voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs, de cellen voor pedagogische raadgeving en begeleiding van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde onderwijs en het statuut van de personeelsleden van de algemene inspectiedienst en pedagogische adviseurs, met uitzondering van de artikels 4, 5, 17 tot 25, en 149 tot 156, wordt opgeheven op de datum van de inwerkingtreding van onderhavig decreet wordt afgeweken.

In afwijking van lid 1 wordt op 1 september 2022 afgeweken van artikel 162 van het decreet van 8 maart 2007 hierboven.

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepaling*

Art. 159. Artikel 7, § 1, treedt in werking op de door de Regering vastgelegde datum.

Art. 160. Artikels 152 tot 157 treden in werking op de dag van de publicatie van onderhavig decreet in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 161. Met uitzondering van de bepalingen waarvan de inwerkingtreding is vastgelegd door artikels 159 en 160, treedt onderhavig decreet in werking op 1 september 2019.

Kondigen onderhavig decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 10 januari 2019.

De Minister-President en de Minister van Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

R. DEMOTTE

De Viceminister-president en Minister van Cultuur en Kleine Kinderen,

A. GREOLI

De Viceminister-president en Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Onderzoek en Media,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Jeugdbijstand, Justitiehuisen, Sport en Brussel, belast met de voogdij over de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

—
Nota

Sessie 2018-2019

Documenten van het Parlement. Decreetontwerp, nr. 720-1. — Commissiewijziging, nr. 720-2. — Commissieverslag, nr. 720-3. — Tekst aangenomen in de commissie, nr. 720-4. — Tekst aangenomen in de plenaire vergadering, nr. 720-5.

Volledig verslag. – Bespreking en aanneming. Vergadering van 9 januari 2019.